

REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité – Justice- Travail



MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE
LA PROSPECTIVE



OBSERVATOIRE DU CHANGEMENT SOCIAL



RAPPORT SUR LE PROFIL SOCIAL NATIONAL, EDITION 2010 :
« CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET DEFIS POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AU BENIN »

RAPPORT FINAL

- Novembre 2012-

PREFACE

Conformément à ses attributions, et dans le souci d'une meilleure connaissance des caractéristiques et de l'évolution dans le temps et dans l'espace des conditions de vie des couches les plus vulnérables de notre pays d'une part, de la valorisation des études sur la pauvreté d'autre part, l'Observatoire du Changement Social (OCS) a entrepris l'élaboration et l'édition du "Rapport sur le profil social national".

L'édition 2010, la cinquième dont le thème est intitulé « croissance démographique et défis pour le développement socio-économique au Bénin » est élaborée exclusivement par les cadres de l'OCS appuyés par l'équipe de l'ATL, avec l'appui financier des partenaires de la Corbeille Commune. Le présent rapport fait ressortir l'impact de la croissance démographique sur le développement socio-économique au Bénin, l'offre et la demande des services sociaux au cours des prochaines décennies et les défis à relever, assortis de recommandations pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

Ce rapport constitue une référence utile, permettant d'avoir une meilleure connaissance du chemin parcouru par le Bénin, notamment au cours des dix dernières années, en matière de développement socio-économique depuis la mise en œuvre des PAS et de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP).

Il va sans dire, qu'en dépit de tous les acquis réalisés pour l'amélioration des conditions de vie de la population, le Bénin, convaincu que la croissance démographique pourrait être un facteur de blocage du bien être des ménages au cours de ce siècle, doit disposer d'une base d'informations objectives visant à tirer profit de la croissance démographique et à lutter efficacement contre la pauvreté. Cela exige, plus que jamais, de redoubler d'efforts dans tous les domaines, notamment les secteurs sociaux (construction d'écoles, d'hôpitaux, des voix d'accès, recrutement d'enseignants, de médecins, d'infirmiers pour ne citer que ceux-là), le renforcement de la décentralisation afin que le pays parvienne à relever le défi de développement dans les meilleures conditions possibles.

Justine A. ODJOUBE

Coordonnatrice de l'Observatoire du Changement Social

SOMMAIRE

PREFACE	ii
SOMMAIRE	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES ENCADRES	vi
SIGLES ET ABREVIATIONS	vii
RESUME ANALYTIQUE	viii
INTRODUCTION GENERALE	12
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET APPROCHE METHODOLOGIQUE	14
1.1.Contexte et Justification	14
1.2.Rappel des objectifs et résultats attendus de l'étude	16
1.3.Approche méthodologique	17
1.4.Analyse documentaire et collecte de données	31
1.5.Choix des Communes de l'échantillonnage	32
1.6.Outils de collecte.....	33
1.7.Méthodologie de traitement des données issues de la collecte	34
CHAPITRE 2 : PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE ET SITUATION DEMOGRAPHIQUE AU BENIN	37
2.1.Evolution de la situation économique	37
2.2.Profil Social : éducation, santé, environnement et assainissement, énergie, eau potable, emploi, réseau routier.....	43
CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT HUMAIN	58
3.1 Dynamique démographique au Bénin	58
CHAPITRE 4 : ANALYSE DES IMPACTS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AU BENIN, DEFIS ET RECOMMANDATIONS	98
4.1.Analyse macroéconomique.....	98
4.2.Impacts de la croissance démographique sur la demande sociale et sur l'économie.....	103
4.3.Défis et recommandations de politiques	103
CONCLUSION	107
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	109
ANNEXES	110
CADRE INSTITUTIONNEL D'ELABORATION DU RAPPORT	113
TABLE DES MATIERES	114

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des communes de l'échantillon par département.....**Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 2 : Evolution des indicateurs d'accès et d'équité dans l'enseignement maternel.....**Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 3 : Evolution de quelques indicateurs de l'EMP de 2005 à 2010.....**Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 4 : Evolution des effectifs par cycle et taux brut de fréquentation..... 48

Tableau 5 : Evolution des effectifs des élèves.....**Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 6 : Evolution des indicateurs relatifs à l'alphabétisation..... 53

Tableau 7 : Evolution de quelques indicateurs d'approvisionnement en eau potable en milieu rural de 2006 à 2010.....**Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 8 : Point des ouvrages d'assainissement réalisés en 2010.....**Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 18 : Projection de quelques indicateurs sociaux..... 104

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution de la part du secteur Primaire dans le PIB	38
Figure 2 : Evolution de la part du secteur secondaire dans le PIB	39
Figure 3 : Evolution de la part du secteur tertiaire dans le PIB	39
Figure 4 : Evolution du taux de croissance du PIB.....	40
Figure 5 : Evolution de la balance commerciale et des services de 2001 à 2010	40
Figure 6 : Evolution de l'encours de la dette.....	41
Figure 7 : Evolution des avoirs extérieurs net et le crédit à l'économie	42
Figure 8 : Evolution du taux de l'inflation.....	42
Figure 9 : Evolution des taux de fécondité des femmes par groupes d'âges de 1982 à 2006	59
Figure 10 : Représentation du modèle malthusien.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 11 : Représentation de l'optimum de la population.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 12 : Evolution de quelques indicateurs démo-économiques de 1992 à 2008	99
Figure 13 : Résultats des différents scénarii.....	99

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : La DEPOLIPO.....	74
Encadré 2 : Les politiques de santé et les politiques en santé de la reproduction.....	75
Encadré 3 : Dimensions de l'IDH.....	96

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABPF	Agence Béninoise pour la Promotion de la Famille
ATCP	Assainissement Total Piloté par les Communautés
ATL	Assistance Technique Locale
C.E.A	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEAP	Certificat Elémentaire d'Aptitude Professionnel
CAME	Centre d'Achat des Médicaments Essentiels
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnel
CeFORP	Centre de Formation en matière de Population
DEPOLIPO	Déclaration de Politique en matière de Population
DDHU	Direction Départementale de l'Habitat et de l'Urbanisme
DDPD	Direction Départementale du Plan et du Développement
DGAE	Direction Générale des Affaires Economiques
DGPD	Direction Générale de Politique de Développement
DHAB	Direction de l'Habitat et de l'Assainissement de Base
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EDSB	Enquête Démographique et de Santé, Bénin
EMICoV	Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages
EMP	Enseignement Maternel et Primaire
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
IDH	Indice de Développement Humain
INSAE	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
ISF	Indice Spécifique de Fécondité
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MDAEP	Ministère du Développement de l'Analyse Economique et de la Prospective
MFE	Ministère des Finances et de l'Economie
MILD	Moustiquaire Imprégnée d'Insecticides à Longue Durée d'action
OCS	Observatoire du Changement Social
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSN	Profil Social National
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMU	Régime d'Assurance Maladie Universelle
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SCR	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

RESUME ANALYTIQUE

La population béninoise, de 1960 à nos jours, a plus que quadruplé, passant de 2 269 180 habitants en 1960 à 9 195 297¹ habitants en 2010. Du premier au troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation, en l'espace de vingt-trois ans, la population du Bénin a doublé passant de 3 331 210 en 1979 à 6 769 914 habitants en 2002 avec un effectif de 4 915 555 habitants en 1992 (RGPH2).

L'objectif principal poursuivi à travers la réalisation de cette étude est d'évaluer les impacts de la croissance démographique en termes à travers la demande de services sociaux de base, les offres de services sociaux de base sur le développement économique au Bénin.

La méthodologie utilisée pour cette étude est à la fois qualitative et quantitative. L'approche qualitative s'est appesantie sur les perceptions de tous les acteurs impliquées dans les questions de population à travers l'analyse de contenu des focus group discussion. Les données quantitatives utilisées couvrent la période 1960 à 2010 et proviennent essentiellement des RGPH, de l'EMICoV et d'autres sources de données (MFE, MDAEP, etc). Les impacts ont été appréhendés à travers une application du modèle de Solow et des simulations démo-économiques à l'aide du RAPID. Les domaines non couverts par ces deux approches notamment l'environnement, la sécurité publique, l'hygiène et l'assainissement, sont analysés à travers les perceptions des populations. Les analyses faites à travers ce rapport couvrent trois grandes dimensions : le profil social national, la dynamique démographique et les impacts de la croissance démographique sur le développement.

L'étude du profil social national révèle un mauvais état du niveau des indicateurs dans la plupart des secteurs. Même, dans les secteurs de la santé et de l'éducation qui concentrent plus de la moitié des ressources publiques, les efforts importants doivent encore être consentis en vue de renforcer le niveau du capital humain. **Le**

¹ Estimations effectuées par « *Perspective monde* » à partir des données de l'INSAE,

rapport révèle en effet un déficit entre la demande et l'offre des services sociaux de base.

L'économie béninoise reste caractérisée par un faible taux de croissance et par un investissement privé à un niveau encore insuffisant face à une population dont le rythme d'évolution est estimé à 3,25% l'an. Les données sur la période 1992-2010 montrent dans l'ensemble une évolution erratique du taux de croissance avec des performances relativement bonnes en 2000-2002 et 2007-2008 tandis que le taux d'accroissement du stock de capital privé par travailleur connaît une réduction sur la même période. Le taux d'accroissement des dépenses publiques après une grande dépression sur la période 1994-1999, s'inscrit dans une tendance haussière avec une évolution instable jusqu'en 2005. Cependant, de 1999 à 2005, il est resté globalement en-dessous du taux de croissance démographique.

L'analyse de la dynamique démographique révèle également un niveau de fécondité toujours très élevé, une mortalité à la baisse constante du fait des progrès de la médecine et un faible solde migratoire de la population.

Les résultats de l'analyse macroéconomique confirment le rôle prépondérant du renforcement du capital humain dans la marche vers le développement économique au Bénin. La croissance démographique induit donc deux défis économiques majeurs : accroître le rythme d'accumulation du capital physique et renforcer de manière durable le capital humain.

Selon les résultats des simulations, à l'horizon 2030, la population béninoise aura plus que doublé par rapport à 2002 avec une population en âge d'aller à l'école qui passerait de 1 448 803 enfants en 2011 à 2 166 702 en 2030 pour des dépenses publiques en éducation primaire qui passeraient de 74 milliards de FCFA en 2011 à 309 milliards de FCFA en 2030.

Dans le domaine de la santé, la demande en centres de santé passera de 1719 en 2011 à 3 614 centres de santé en 2030. Le nombre de médecins nécessaires va pratiquement doubler, le nombre d'infirmiers va pratiquement tripler par rapport à 2011 et en termes de lits d'hospitalisation, il faudra près de 4 000 lits supplémentaires pour faire face à la demande en 2030. En terme budgétaire, cela

se traduirait par des dépenses publiques en santé qui s'établirait à 378 milliards en 2030 contre 100 milliards en 2011, soit près du quadruple.

L'appareil productif compterait 6 986 297 actifs en 2030 contre 3 757 295 en 2011 et 4 255 238 en 2015. La richesse générée serait de l'ordre de 1 227 milliards en 2011, de 1 617 milliards en 2015 puis passerait à 5 408 milliards en 2030. En termes d'urbanisation, il faudra prendre les dispositions nécessaires pour couvrir les besoins d'hygiène et d'assainissement d'une population urbaine estimée à 7 227 307 habitants en 2030.

Pour les populations, la croissance démographique accroît la pression sur les terres agricoles et autres ressources naturelles dont dépendent les populations rurales et surtout les pauvres pour assurer leur subsistance. Elle conduit également à la destruction accélérée du couvert végétal en milieu rural et à l'apparition de quartiers spontanés avec d'énormes problèmes de salubrité, d'hygiène et d'assainissement en milieu urbain et péri-urbains.

En ce qui concerne la sécurité publique, les effets de la croissance démographique sont les problèmes de délinquance, de vol à main armée, de viol et de la montée de la criminalité.

En définitive, les analyses faites montrent des effets positifs de la croissance démographique sur le développement, seulement à long terme du fait des retombées positives pour l'économie et l'amélioration du capital humain.

Une population de taille plus grande pourrait donc constituer un atout important pour la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des populations au Bénin si les défis suivants méritent d'être relevés :

- accélération de l'investissement pour accroître l'accumulation du capital physique ;
- diversification de l'économie et meilleure structuration de l'activité économique pour promouvoir une croissance créatrice d'emplois ;
- amélioration continue du capital humain à travers notamment l'éducation et la santé ;

- promotion de la recherche appliquée et de l'innovation technologique avec mise en place de mécanisme pour incorporer les résultats de recherche à l'appareil de production.

INTRODUCTION GENERALE

"Il n'est de force et de richesse que d'hommes". Cette formule très humaniste mais également très réaliste de Jean Bodin (1576) montre l'intérêt accordé à la notion de population dès le 16^{ème} siècle, et plus généralement aux sujets touchant la démographie.

La littérature et les réflexions sur la population et la croissance économique sont aussi anciennes que la science économique elle-même (Ehrlich et Lui, 1997). Les relations entre démographie et développement économique ont donné lieu à de multiples théories dès l'antiquité. Cependant, actuellement, il n'existe pas de théorie unifiée qui puisse expliquer leurs relations au travers de toute l'histoire humaine. Or doit-on considérer que la démographie est la résultante des évolutions économiques ou est ce un facteur explicatif de la croissance ?

C'est donc l'analyse des relations entre démographie et économie que nous allons mener dans cette étude, afin d'en montrer les enjeux, les problèmes et les solutions.

En effet, la plupart des pays pauvres notamment le Bénin devraient faire face à une charge devenue insupportable suite à l'accroissement de cette population. Dès lors, l'offre des services sociaux pourraient-elles accompagner la demande ? Quelles seraient le niveau d'offre des services compatibles avec la demande des services ? Quelles seront alors les conditions de vie des populations ? Et quelles seraient les impacts des interventions en faveur de ces pauvres ?

Autant de questions qui interpellent les acteurs politiques de notre pays.

Pour répondre à tous ces questions, l'OCS a décidé d'analyser à travers son rapport sur le Profil Social National, les impacts de cette croissance démographique sur le développement socio-économique.

L'édition 2010 de ce rapport, se focalise sur les impacts de la croissance démographique sur le développement socio-économique au Bénin. Elle s'articule autour de cinq (05) chapitres :

Le premier chapitre fait le point du contexte et de la méthodologie de l'étude, Le deuxième chapitre est un aperçu du profil social national du Bénin depuis plus d'une décennie à travers les indicateurs socio-économique suite à la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté dans le cadre de la SCRP2. Le

troisième chapitre quant à lui fait le point de la revue théorique et empirique sur la relation entre la croissance démographique et le développement et détermine le modèle qui pourrait être adapté à la situation socio-économique du pays. Le quatrième chapitre aborde l'analyse macroéconomique de la croissance démographique sur le développement à travers les modèles de croissance de Solow, fait des simulations sur la base des données du RGPH3, analyse les perceptions des différents acteurs (population, Etat, PTFs et autres) sur cette question. Enfin, le dernier chapitre fait le point des défis importants à relever dans ce domaine et débouche sur les recommandations de politique et social dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations.

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

1.1. Contexte et Justification

Améliorer la qualité de vie des populations avec pour contrainte, la maîtrise de la croissance démographique est l'un des défis à relever pour prétendre à un développement humain durable. La population béninoise qui était de 2 269 180 habitants en 1960 est estimée à 9 195 2972 habitants en 2010. Ce qui signifie que de 1960 à nos jours, la population a plus que quadruplé. Du premier au troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation, en l'espace de vingt-trois ans, la population béninoise a doublé passant de 3 331 210 en 1979 à 6 769 914 habitants en 2002 avec un effectif de 4 915 555 habitants en 1992 (RGPH2).

Le taux moyen d'accroissement annuel de la population entre 1990 et 2005 a été de 3,3%. A ce rythme, l'effectif total de la population béninoise connaît une augmentation approximative de 300 000 habitants par an. Avec cette tendance elle va doubler pour atteindre 16 millions d'habitants en 2030.

Compte tenu des rapports triviaux entre la poussée démographique et les conditions d'existence, la question de la maîtrise du rythme de l'accroissement de la population, a fait l'objet de plusieurs travaux de recherche aussi bien sur le plan international que national avec des conclusions parfois divergentes sur la relation entre «croissance démographique» et «développement économique». Par exemple, le Plan de Lagos (OUA, 1982) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (C.E.A.) (Nations Unies, 1989) ont souligné l'effet négatif du taux actuel de la croissance démographique de la population africaine sur le développement économique et social du continent.

Par contre, dans l'un de ses rapports, la Banque Mondiale (1986) a établi que “ la croissance rapide de la population n'est pas nécessairement un frein à la croissance du revenu par tête ; la croissance de la population peut même contribuer au développement ”. Elle mentionne également que “dans la plupart des cas, une croissance de la population, particulièrement rapide, rend difficile l'accroissement

² Estimations effectuées par « *Perspective monde* » à partir des données de l'INSAE,

du revenu par tête ”. Dans un rapport sur la population au Bénin : Evolution et impact sur le Développement (MECCAG-PDPE, 2000), l'évolution de la population de 2000 à 2025, va induire un risque de détérioration constante des conditions de vie des populations béninoises.

La majorité des théoriciens de la population (Alfred Sauvy, Malthus pour ne citer que ceux là) sont unanimes à reconnaître que la croissance rapide de la population pose de problèmes relatifs à l'offre de services sociaux de base (éducation, eau, énergie, infrastructures, santé, etc..), surtout lorsque l'évolution économique n'arrive pas à suivre le même rythme. Un pays en transition démographique comme le Bénin (fort taux de natalité et faible taux de mortalité en baisse) est donc amené à consacrer des ressources importantes à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de logements et autres infrastructures sociales pour répondre à la demande sociale croissante. Or, les investissements sur le capital humain socialement indispensable ne sont pas immédiatement productifs pour l'économie.

En général, la faiblesse de l'épargne nationale dans les Pays en Voie de Développement les oblige à faire recours fréquemment aux ressources extérieures sous la forme d'aide publique au développement (dons ou prêts) auprès des institutions internationales spécialisées pour faire face à ces investissements. Or dans le cas spécifique des prêts, le service de la dette constitue une charge supplémentaire pour l'Etat.

Dans le cas du Bénin plus particulièrement, les potentialités naturelles sont-elles capables de supporter le service de la dette et de faire face à la croissance démographique et à l'amélioration des conditions de vie de la population existante ? Les ressources disponibles sont-elles mieux utilisées et distribuées ?

Le taux de croissance économique du Bénin a évolué de façon erratique depuis plus d'une décennie. Selon la DPC/DGAE (2009), de 6,1% en 2001, ce taux est passé à 4,4% en 2002, 3,9% en 2003, 3,1% en 2004 et 2,9% en 2005. Mais, 2006 sera une année de reprise de cette croissance avec un taux de 3,8%, 4,6% et 5% respectivement en 2007, et 2008 avant la chute notée en 2009 à 2,7%, ceci à cause des effets conjugués de la crise économique et financière.

Le taux de croissance le plus élevé enregistré sur la période 2001-2009 reste inférieur à la norme de 7%³ jugée nécessaire pour juguler l'effet récuratif de la croissance démographique sur le développement. Il est donc récurrent pour le Bénin, pays price-taker⁴ sur les marchés internationaux, non producteur de pétrole ou autres matières premières, sujet aux chocs exogènes de par son ouverture au monde et confrontés à plusieurs contraintes de production au plan interne, de mener des réflexions approfondies sur la question de la croissance démographique et des impacts qu'elle est susceptible d'avoir sur le développement socio-économique.

C'est dans ce cadre, que l'OCS a choisi de traiter à travers l'édition 2010 du rapport sur le PSN, le thème intitulé « *croissance démographique et défis pour le développement socio-économique au Bénin* ».

1.2. Rappel des objectifs et résultats attendus de l'étude

L'objectif principal poursuivi à travers la réalisation de cette étude est d'évaluer les impacts de la croissance démographique en termes à travers la demande de services sociaux de base et les offres de services sociaux de base sur le développement économique au Bénin.

De façon spécifique, il s'agira de :

- faire le point sur la situation démographique au Bénin (évolution de la population de 1960 à 2010, densité de la population, fécondité, répartition par âge et par sexe, etc.) ;
- identifier les poches de peuplement et les zones à forte pression démographique au Bénin ;
- faire l'état des besoins en services sociaux de base (eau, éducation, assainissement, énergie, etc.) et de leur production en rapport avec la structure de la population ;
- étudier les liens entre la croissance démographique et la croissance économique ;

³ Rapport SCRP 3, page XIX

⁴ Le prix du marché s'impose à lui

- analyser la dynamique démographique en cohérence avec les OMD au Bénin ;
- faire des propositions sur la base des simulations en vue de trouver le taux de croissance démographique compatible avec les perspectives de l'évolution de la croissance économique ;
- évaluer les impacts de la croissance démographique sur le développement socio-économique au Bénin suivant les secteurs clés (économies, agriculture, éducation, santé, urbanisation, environnement etc.).

1.3. Approche méthodologique

1.3.1. Cadre théorique de l'étude

Le développement économique moderne reflète une capacité continue d'offrir d'un volume accru de biens et services par tête avec une population croissante. Néanmoins elle n'implique pas a priori que cette dernière soit une condition nécessaire de l'augmentation accélérée de la croissance et donc du développement. Est-ce qu'un nombre important d'individus dans un pays implique de meilleures ou de mauvaises performances économiques du point de vue du niveau de vie moyen ? Pour répondre à cette question, il est important d'analyser les interactions entre la croissance démographique et le niveau de développement, dans le contexte de modèles de croissance usuels. Pour ce faire, il urge de suivre l'évolution des principaux paradigmes, marquée par le traitement progressif des variables clés (endogènes plutôt qu'exogènes) au processus de développement.

Par conséquent, la théorie malthusienne de la population, connue comme le modèle classique, et ses raffinements à travers la théorie de l'optimum permettront de comprendre le processus et de l'approfondir par le développement la première rupture de pensée importante liée au développement du modèle néoclassique de Solow (1956). Enfin, quant aux problèmes soulevés par les modèles néoclassiques, il y aura un examen sur l'apport des modèles à générations imbriquées et de croissance endogène.

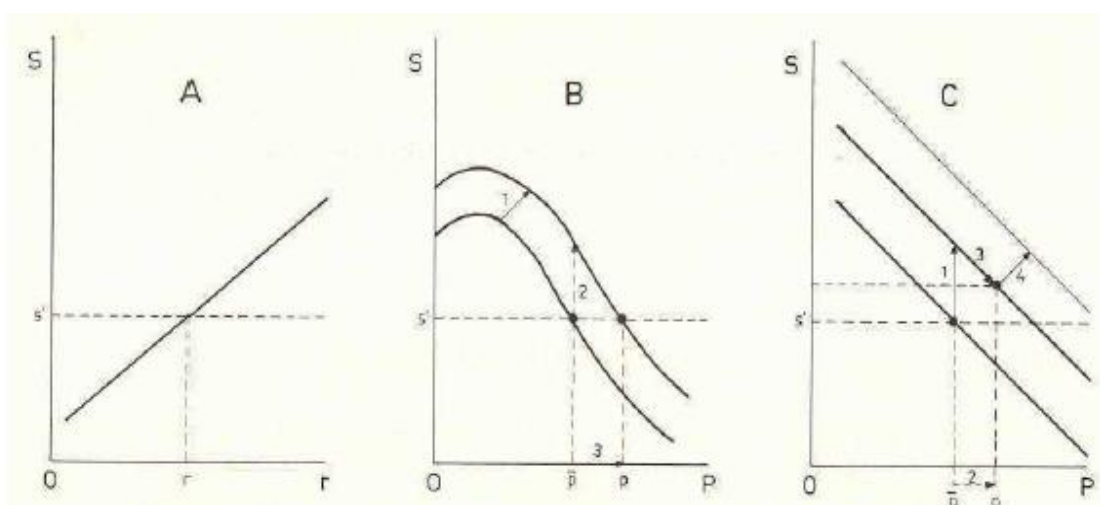
3.1.1. Le modèle classique : la théorie malthusienne

Selon les économistes classiques, la taille de la population est déterminée par la demande de travail, et la population est conçue comme s'accroissant et se

contractant avec celle-ci. Si nous cherchons à comprendre la dynamique de la population, nous devons donc étudier dans ce système la fécondité et la mortalité non indépendamment, mais comme des éléments d'un système qui inclut la taille de la population en relation avec la demande de travail, c'est-à-dire les moyens de subsistance (Lee, 1997).

Parmi les modèles analytiques de ce courant de pensée, c'est le modèle malthusien qui a dominé. Selon Malthus (1798), la potentialité d'accroissement de la population, en l'absence d'obstacles, est infinie, alors que l'offre de subsistances est limitée puisque la loi des rendements décroissants intervient dans un monde fini. Dans ces conditions, la propension de la population à s'accroître plus que ne le permettent les ressources fait pression sur les salaires, qui tendent à se fixer à un niveau équivalent au minimum de subsistance.

Selon la présentation de Boulding (1955), le modèle malthusien repose sur deux propositions : (i) le revenu moyen S est une fonction décroissante de l'effectif de population P , et (ii) le taux d'accroissement r est une fonction croissante du revenu moyen S^5 . La combinaison de ces deux relations permet alors de parvenir à un système d'équilibre : tant que le salaire courant S est supérieur au salaire d'équilibre S' (ou prix "naturel du travail"⁶) la population tend à s'accroître, et inversement tend à diminuer si S est inférieur à S' (voir représentation A de la figure).



Source : Tapinos (1985)

Figure 13 : Représentation du modèle malthusien

⁵ Dans la théorie malthusienne les enfants sont produits à coûts constants et sont traités comme des biens capitaux produisant un travail futur, et non comme des objets de récompenses psychiques pour les parents. Une augmentation de la demande de travail génèrera alors un niveau de rendement espéré supérieur aux coûts et occasionnera ainsi une augmentation du taux de natalité (Blaug, 1962).

⁶ Ricardo (1817) écrit que le prix naturel du travail est le prix qui est nécessaire pour permettre aux travailleurs de subsister et de perpétuer leur race, sans augmenter ou diminuer.

Lorsque nous supposons ensuite l'effet d'un changement exogène, suite à un progrès technologique par exemple, l'essence du modèle malthusien est de montrer qu'une telle amélioration est transitoire, la dynamique de l'interaction entre population et ressources exclut toute possibilité d'amélioration permanente du revenu. En effet, dans ce cas la courbe de revenu se déplace vers le haut, et pour une population donnée, le niveau de vie moyen est plus élevé. Dans la mesure où S est supérieur à S' , la population va s'accroître jusqu'à ce que le nouvel effectif de la population corresponde au salaire d'équilibre. Un accroissement du revenu par tête est donc absorbé par un accroissement corrélatif de la population, et la seule conséquence d'une amélioration initiale du niveau de vie est d'accroître l'effectif de population compatible avec le minimum de subsistance (représentation B de la figure).

Pour briser ce schéma évolutif, il faut introduire la possibilité d'accumulation du capital, c'est-à-dire que si la population s'accroît suite à une hausse du revenu, une partie du revenu est épargnée et investie, la courbe de revenu glisse à nouveau vers le haut, mais une partie de l'amélioration du niveau de vie est sauvegardée (représentation C de la figure 13).

En fait, les économistes classiques mettent en avant ce qui a été plus communément appelé les "effets revenu" sur la fécondité, alors que les "effets prix", qui ont dominé les analyses et la théorie récente, ont largement été négligés. Les "effets revenu" font référence aux freins positifs qui traduisent les effets de la mortalité, particulièrement infantile, et aux freins préventifs qui opèrent à travers le mariage. Lorsque les salaires sont élevés, il est possible de se marier plus tôt, et compte tenu de la faible régulation des naissances à l'intérieur du mariage jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle (Knodel, 1983), la fécondité peut augmenter.

Par ailleurs, malgré son attrait intellectuel, la théorie malthusienne, dite "classique", de la population et de la croissance a eu peu de succès au niveau empirique. La croissance économique dite "moderne" suivant l'expression de Kuznets (1966) est caractérisée, en Europe et dans les pays en voie de développement, aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles, par une croissance simultanée de la

population et du revenu par tête (Bairoch, 1976). Cependant la situation fut assez différente avant 1800.

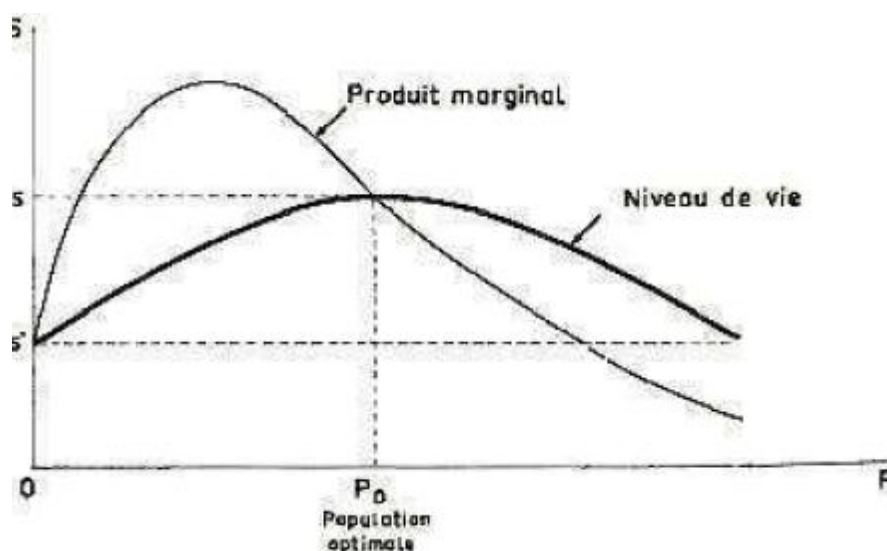
En liaison avec la théorie malthusienne, la question de la population optimale est souvent posée, l'idée d'optimum étant le nombre d'individus qui permet de satisfaire le mieux possible un objectif donné. Le modèle est ainsi présenté comme suit.

3.1.2. Le modèle de l'optimum

La théorie de l'optimum de population constitue à la fois une adaptation de la théorie malthusienne et un instrument d'analyse des relations démo-économiques. Elle permet de définir un optimum économique et une politique démographique, d'immigration et nataliste, ou d'émigration et de limitation des naissances, selon si l'effectif correspondant à l'optimum est dépassé ou non (Tapinos, 1985).

Dans le cadre de l'optimum économique, (nous cherchons) On cherche la population qui facilite un niveau de vie maximal. Si la population se limite à quelques individus, elle n'a recours que très modestement à la division du travail, et la production par tête est par conséquent très faible. Si la population est trop élevée, les individus sont obligés de cultiver les moindres parcelles de terre, avec des rendements dérisoires, et le niveau de vie de la population devient ainsi très faible. Entre ces deux situations extrêmes se situe alors la population optimale.

Selon ce modèle et suivant cette représentation lorsque la population d'un pays augmente, son revenu par tête augmente dans un premier temps, puis diminue au-delà d'une certaine taille de la population.



Tapinos (1985)

Figure 14 : Représentation de l'optimum de la population

Dans la première partie de cette courbe, appelée région Smithienne, le revenu moyen ou produit moyen (productivité moyenne) augmente lorsque la population croît, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, les tailles des marchés augmentant, la spécialisation du travail permet d'augmenter la productivité. Ensuite, les personnes vivant plus proches des unes des autres, les coûts de transport diminuent. Dans la seconde partie de la courbe, appelée région Malthusienne, le revenu par tête diminue lorsque la population augmente. Un pays étant supposé avoir une quantité fixe de ressources, la décroissance des rendements implique une baisse de la productivité.

La population sera alors optimale du point de vue économique, lorsqu'elle n'aura pas d'intérêt économique à augmenter, ni à diminuer, c'est-à-dire lorsque la production marginale sera égale à la production moyenne.

Si séduisante à première vue, la théorie de l'optimum se prête mal à l'interprétation et à l'action. D'une part, le modèle repose sur des hypothèses restrictives (répartition par âge, diversité des marchandises, des prix, et échanges supprimés, hommes qui vivent et travaillent avec des connaissances techniques données) dont la levée (ouverture à l'échange, variation du stock des ressources, . . .) entraîne l'indétermination.

D'autre part, la quantification du niveau supposé optimal et l'identification des modalités efficaces de politiques démographiques pour atteindre l'objectif fixé échappent à l'analyse (Tapinos, 1985). Par ailleurs, le calcul de la population optimale n'a jamais été fait, et ce quel que soit le pays (Sauvy et al, 1976). La

détermination de la population optimale est rendue difficile par le caractère dynamique du développement démographique et par le fait que tous les autres facteurs qui influent sur le bien-être de la population sont en évolution constante. La rupture avec l'influence de la théorie classique et ses raffinements est survenue avec le développement des modèles de croissance dits néoclassiques de Solow (1956), Nelson (1956), Denison (1962), Koopmans (1965), Cass (1965), . . . , qu'il convient de développer dans les lignes qui suivent.

3.1.3. Le modèle de croissance néoclassique : le modèle de Solow (1956)

En rejetant l'hypothèse de ressources en quantité fixe, et en introduisant une technologie de production dotée de rendements d'échelle constants pour le travail et le capital, le modèle néoclassique a montré que même avec une population géométriquement croissante dans le temps, le niveau de revenu par tête n'est pas emprisonné à un certain niveau de subsistance (Ehrlich et Lui, 1997). Cependant à la question d'un effet favorable de la croissance démographique sur le niveau de vie, pour le plus courant des modèles néoclassiques, à savoir le modèle de Solow, la réponse est négative et tient au mécanisme de dilution du capital.

Le modèle de Solow est le point d'ancrage par rapport auquel sont amenés à se situer tous les autres modèles de croissance. Comme le démontre Blanchet (2001), sous une forme plus générale que le modèle de Solow standard il est possible d'englober en une seule fois les deux principaux arguments en défaveur de la croissance démographique : (i) les rendements décroissants (vus précédemment dans la théorie malthusienne) ; et (ii) le phénomène de dilution du capital, qui fait apparaître des effets négatifs de la croissance démographique, même dans le cas de rendements d'échelle constants.

Dans le cas de rendements décroissants (par exemple suite à une ressource naturelle essentielle au processus de production mais uniquement disponible en quantité fixe), la croissance démographique affecte négativement la croissance du produit par tête, et seul le progrès technique permet d'éviter cela. Par ailleurs, le niveau de vie est affecté négativement par le niveau de la population, mais également par son taux de croissance à travers le phénomène dit de dilution du capital : une croissance démographique plus rapide implique un niveau plus bas du capital par tête et donc une production par tête moindre. Dans le cas des rendements constants, seul ce dernier effet négatif subsiste, car la croissance de

la population dilue le capital en début de période dans une population active plus large.

Ainsi, dans le cas de rendements décroissants ou constants, le modèle de Solow implique au mieux la neutralité de la population à ce niveau et des effets toujours négatifs de son accroissement.

Néanmoins, l'étude du modèle de Solow laisse deux insatisfactions. D'une part, les modèles néoclassiques considèrent, comme la théorie classique, la croissance de la population comme une variable exogène, ce qui assigne à la population un rôle dans la détermination du niveau, mais pas du taux de croissance, du revenu par tête. Le taux de croissance de "steady state" de ce dernier est supposé être influencé uniquement par la croissance dans la technologie, qui elle-même est considérée exogène. Les modèles sont ainsi silencieux sur l'influence possible des conditions économiques sur les variables démographiques (Ehrlich et Lui, 1997). D'autre part, ce modèle conduit à une conclusion extrême en matière de politique démographique, à savoir que si la fonction objective à maximiser est le produit par tête alors l'évolution démographique optimale est d'avoir la décroissance de la population la plus rapide possible.

Différentes pistes susceptibles d'infléchir ces conclusions insatisfaisantes du modèle de Solow se rattachent respectivement à la prise en compte des effets de la structure par âge, avec la littérature des modèles à générations imbriquées, et au courant de la croissance endogène. Ce sont ces deux pistes de la littérature que nous allons présenter dans les développements suivants.

3.1.4. Les modèles à générations imbriquées

L'apport de la prise en compte des effets de structure par âge dans le modèle de Solow est avant tout de corriger une partie de son biais malthusien, en évitant de mettre en avant les bénéfices peu plausibles d'une décroissance rapide de la population. Cependant, ceci ne suffit pas vraiment à en faire un modèle favorable à la croissance démographique.

L'introduction de la composition par âge de la population dans le modèle néoclassique de Solow incorpore un autre effet de l'évolution démographique sur le niveau de vie qui a son effet sur le taux de dépendance. Ainsi, deux situations démographiques extrêmes apparaissent aussi indésirables l'une que l'autre : une décroissance rapide de la population, en raison de ses effets sur le ratio de

dépendance des plus âgés, et une situation de croissance très rapide qui cumulerait les handicaps dus à un ratio de dépendance des jeunes très élevés et ceux liés à une dilution importante de l'épargne, compte tenu des liens possibles entre âge et épargne.

Mais entre ces deux situations existerait un optimum de croissance démographique (Samuelson, 1975, 1976 ; Deardorff, 1976 ; Blanchet, 1988 ; Michel et Pestieau, 1993) dont le chiffrage est fragile et relatif, mais également limitatif puisque concentré uniquement sur le produit par tête.

En fait, si nous voulons faire ressortir des effets très favorables de la croissance démographique dans le cadre soit du modèle de Solow, soit dans le cadre de modèles à générations imbriquées, il faut aller voir du côté de la rémunération du capital : la croissance démographique signifie du travail abondant et du capital relativement rare et donc une meilleure rentabilité de ce dernier. Inversement, le ralentissement de la croissance démographique à un effet négatif sans ambiguïté pour ce rendement.

Existe-t-il alors des modèles de croissance conduisant à une vision globalement plus positive des effets de la croissance démographique ? Une possibilité est offerte en levant l'hypothèse d'exogénéité du taux de progrès technique du modèle de Solow et en faisant de celui-ci une variable affectée positivement par l'effectif ou la croissance de la population.

3.1.5. Les modèles de croissance endogène

Dans sa revue de littérature des théories de la croissance, Blanchet (2001) souligne qu'une piste de recherche pour résoudre les problèmes soulevés par le modèle de Solow, (dans) l'effectif nous est donnée par les théories de la croissance endogène. L'idée est de voir de la population ou bien son taux de croissance un des facteurs explicatifs du progrès technique. Cette idée, déjà présente dans les travaux de Schumpeter ou de Kuznets, ou encore de Boserup, a été formalisée de deux façons. Tout d'abord à travers la formalisation de la thèse de Boserup (Darity, 1980 ; Pryor et Maurer, 1981 ; Lee, 1986), ensuite en se ramenant au modèle de Solow à travers les théories de la croissance endogène (Simon, 1986, Simon et Steinmann, 1980).

Les sources d'inspiration des travaux sur la croissance endogène trouvent leurs origines dans l'approche d'Arrow, qui postule un mécanisme d'apprentissage par

l'expérience (Arrow, 1962), et celle de Phelps (1966), dans lequel l'effet positif de la croissance démographique résulte de la proportionnalité entre l'effectif de la population et l'effort consacré à la recherche. L'analyse approfondie de ce dernier permet alors de montrer que la neutralité de l'effectif de la population vis-à-vis du taux de croissance et l'effet négatif de la croissance démographique sur le niveau du produit par tête sont conservés, alors que le niveau de la population sur le niveau du produit par tête et du taux de la croissance de la population sur le taux de croissance du produit par tête apparaissent cette fois avoir des effets positifs (Blanchet, 2001).

Cependant, cette résolution du paradoxe malthusien de long terme du modèle de Solow est insatisfaisante puisqu'elle ne fait que remplacer un paradoxe par un autre paradoxe : sur le long terme la croissance démographique qui est préférable est la croissance la plus élevée possible.

L'apport des modèles de croissance endogène plus récents est de s'affranchir radicalement de l'hypothèse de rendements décroissants du capital (Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Aghion et Howitt, 1992). Fondé sur le processus d'innovation, le modèle de Romer, sous une version modifiée du modèle de Solow, sans progrès technique exogène mais avec rendements croissants, permet de faire apparaître une croissance économique d'autant plus que, soutenue du fait que cette la population est croissante ou que son effectif est nombreux. Ce même effet d'échelle de la population s'est avéré commun à un certain nombre de modèles de croissance endogène, quel que soit le mécanisme postulé : les rendements constants de l'activité de formation chez Lucas (1988), ou les mécanismes d'innovation schumpéterienne chez Aghion et Howitt (1992).

Cette littérature débouchant sur des effets bénéfiques de la variable démographique encore plus importants que dans les modèles de Phelps et d'Arrow, de nombreux efforts ont été consacrés à l'obtention de modèles de croissance endogène sans cette propriété hyper-populationniste rendue par l'effet d'échelle. Ceci a été fait soit en revenant sur une hypothèse de rendements décroissants par rapport au capital, mais en conservant l'hypothèse de rendements d'échelle globalement croissants (Jones, 1995), soit à l'aide d'un modèle de diversification de produits plus importante dans une population plus nombreuse, qui conduit à une dilution de l'effort de recherche (Young, 1995). Dans ces deux cas, l'effet

d'échelle est supprimé, la neutralité du niveau de la population vis à vis du taux de croissance économique est retrouvée, et seul demeure le fait que l'accélération de la croissance démographique (ou de la population qualifiée) permet l'accélération de la croissance du produit par tête (Aglietta, Blanchet et Hérán, 2002).

D'autres pistes sont par ailleurs offertes avec notamment les modèles à adoption de nouvelles technologies plus rapide dans les populations à croissance rapide (Beaudry et Green, 2000), ou encore les modèles dans lesquels le vieillissement pourrait être à l'origine de divers blocages institutionnels défavorables à l'innovation.

Cette revue de la littérature à propos de la conception théorique, offerte par les différents courants économiques, de la relation entre la croissance démographique et le développement économique, montre en résumé que le niveau de la population est emprisonné à un niveau de subsistance. Une influence défavorable du taux de croissance de la population sur le niveau du produit par tête à travers le modèle néoclassique et les modèles plus récents offrent finalement le choix entre des modèles où c'est l'échelle de la population qui détermine la croissance, et des modèles où c'est seulement le rythme de la croissance démographique qui influence positivement la croissance. Cependant, les implications prospectives de ces différents modèles ne sont pas pertinentes à long terme. La croissance démographique rapide de ces modèles décrit un optimum soulevé par le même problème logique que la décroissance rapide préconisée par le modèle de Solow. Les modèles doivent donc être corrigés pour introduire des plafonds d'effectifs de la population à partir desquels des phénomènes de congestion ou de rendements décroissants seraient à nouveau prépondérants. Ceci nous ramène alors à la théorie de l'optimum, définie comme le point où l'économie bascule des rendements croissants aux rendements décroissants, et dont les limites ont été présentées précédemment (Blanchet, 2001). Compte tenu de ces difficultés et de ces paradoxes, il est souhaitable de recourir aux analyses empiriques.

1.3.2. Développements empiriques

Bien que sur les dernières décennies, la plupart des travaux réalisés sur la population et le développement ont été théoriques, quelques études empiriques

ont examiné les effets de la croissance de la population et de la fécondité pourquoi pas sur le développement économique.

Ces études s'appuient essentiellement sur des données américaines. Peu d'analyses concernent les pays industrialisés de l'Europe occidentale et des pays du Sud. Cependant, aucune relation empirique claire n'émerge de ces travaux (Hondroyannis et Papapetrou, 2005).

Du point de vue des études longitudinales, Simon (1989) avance qu'il y a de fortes preuves de l'absence d'une relation causale négative entre le taux de développement économique et la croissance de la population. Wang et al. (1994), à l'aide de données relatives aux Etats-Unis d'après-guerre, montrent que les chocs sur l'emploi et la production sont des facteurs importants de l'explication des mouvements du taux de fécondité. Hondroyannis et Papapetrou (2002) quant à eux modélisent la fécondité grecque avec les salaires, la production par tête, et la mortalité infantile, et indiquent qu'une relation de cointégration existe entre les variables, avec des effets négatifs du salaire et des effets positifs du revenu sur la fécondité. A partir de données australiennes, Guest et McDonald (2001) montrent qu'une réduction de la fécondité ne réduit pas le niveau de vie.

Du point de vue des analyses transversales, celles-ci ont généralement conclu, jusqu'aux années 1980, à l'absence de lien négatif entre les deux variables, et certaines ont trouvé une liaison légèrement positive. Néanmoins récemment, la situation s'est inversée et un nombre croissant d'études font ressortir des effets négatifs de la croissance démographique, avec des spécifications et des méthodologies portant soit sur la liaison entre revenu par tête et population chacun considéré en taux de croissance (Brander et Dowrick, 1994 ; Kelley et Schmidt, 1994), soit sur la relation entre taux de croissance de la production par tête et le niveau de fécondité (Barro, 1997), soit encore sur la liaison entre taux de croissance de la population et niveau du produit par tête (Mankiw, Romer et Weil, 1992). Il convient de noter que certaines études font apparaître également des relations négatives entre performance économique et croissance démographique sur l'échantillon plus restreint des pays développés (Cutler, Poterba, Sheiner et Summers, 1990 ; Lindh et Malmberg, 1999). Cependant, l'absence de relation ou une relation négative entre le taux de croissance de la population et le niveau de développement économique mesuré par le taux de croissance économique, n'est

pas incohérent avec, d'une part, la proposition que plus d'individus élève le niveau de vie dans le long terme et avec, d'autre part, les faits stylisés de la croissance en très longue période d'où l'intérêt des modèles de croissance endogène à été d'apporter une légitimation théorique qui suggèrent une relation plutôt positive entre population et produit par tête en niveau, et entre les deux mêmes variables en taux de croissance. Les études mentionnées auparavant ne font pas référence au très long terme, mais plutôt couvrent seulement un quart de siècle ou au mieux un siècle. Or, les principaux effets négatifs de la croissance de la population, liés aux coûts publics pour élever des enfants, surviennent durant un quart ou un demi-siècle, alors que les effets positifs les plus importants des individus supplémentaires, tels que l'amélioration de la productivité à travers la contribution de nouvelles idées, et le "learning by doing", arrivent dans le long terme. Par conséquent, les mesures statistiques du rapport entre la croissance de la population et la croissance économique sont biaisés en faveur de la présentation des effets de court terme, qui tendent à être négatifs, et à ne pas montrer les effets de long terme, qui tendent à être positifs (Simon 1986).

Toutefois, il peut être avancé également que la relation séculaire positive entre croissance économique et démographie correspondrait au reflet d'un scénario malthusien.

Suivant ce schéma les rendements décroissants sont contrebalancés par un progrès technique exogène qui tire le niveau de vie et qui a pour effet de stimuler la croissance démographique, comme le modèle de Solow le précise (Blanchet, 2001).

L'ensemble des résultats est donc plus mitigé que totalement contraire aux conclusions du modèle de Solow. Dans la mesure où les évolutions démographiques affectent l'ensemble des variables du système économique, leur incidence ne peut conduire à une conclusion tranchée. Les pays en voie de développement peuvent être en mesure d'enregistrer un ralentissement ou une accélération de leur croissance démographique sans porter atteinte de façon sensible à leur niveau de vie, les effets des évolutions démographiques dépendant notamment de l'horizon temporel, de la vitesse d'évolution des phénomènes démographiques, des échanges internationaux (Tapinos, 1985).

Cependant qu'en est-il si l'on passe d'un indicateur de la performance économique tel que le niveau de vie moyen ou le taux de croissance économique global, à un indicateur plus circonscrit et à certains autres domaines tel que le dynamisme économique, le marché du travail, et le système éducatif.

Il apparaît à la lumière des analyses ci-dessus que les études empiriques sur le rapport entre la croissance démographique et le développement économique ont utilisé une méthodologie variée ayant pour point d'ancrage le modèle de Solow. Ce dernier paraît donc le mieux adapté comme le cadre d'analyse de la relation entre ces deux phénomènes.

Outre le modèle de Solow comme le cadre d'analyse de la relation, on pourrait ajouter d'autres pistes d'approfondissements en étendant les analyses par l'examen du renforcement du capital humain dans la droite ligne des modèles de croissance endogène.

Il ressort d'une revue d'études récentes sur l'état actuel des connaissances dans les rapports entre la croissance démographique et le développement économique deux messages importants⁷ :

- Un faible accroissement de la population a favorisé une croissance économique d'ensemble dans les pays en développement ;
- La preuve est faite que des taux d'accroissement élevés et soutenus de la population n'ont pas contribué à la croissance économique ou à la réduction de la pauvreté dans les pays africains à fécondité élevée.

La plupart des observateurs pensent que le déclin de la fécondité est un facteur clé qui a contribué au "miracle" économique asiatique. Au total, les économies modernes sont dépendantes d'une population active plus réduite et hautement productive plutôt que d'une population nombreuse et peu qualifiée. Le déclin de la fécondité a permis de consacrer plus de ressources à l'amélioration de la qualité des populations actives asiatiques.

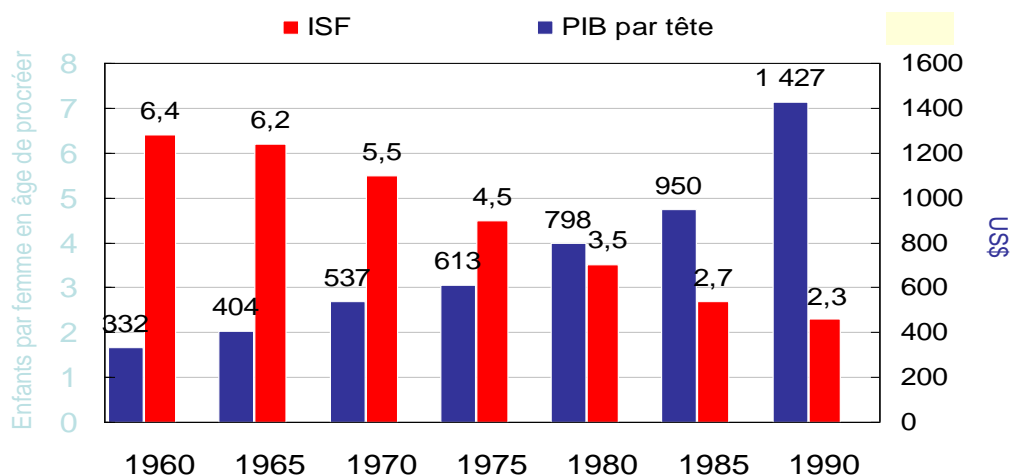
⁷ Source : L'Etat de la Population Mondiale 2002, élaboré par le Fond des Nations Unies pour la Population.

Nous pourrions apprendre des pays d'Asie de l'Est les meilleurs moyens d'atteindre des croissances économiques rapides. Les réussites économiques d'aujourd'hui de certains pays asiatiques surnommés dragons ont souvent fait référence. Parmi eux, on peut citer l'exemple de la Thaïlande.

Dans les années 60, les indicateurs démographiques de beaucoup de pays asiatiques étaient voisins de ceux qu'on observe en Afrique au sud du Sahara. Le produit intérieur brut par tête était bas et les taux de croissance de la population étaient élevés. Beaucoup d'observateurs internationaux se demandaient comment ces pays asiatiques allaient échapper au piège de la pauvreté.

La Thaïlande constitue un exemple de "Dragon Asiatique". Elle est passée d'un pays à faible revenu à une nation prospère à revenu intermédiaire en l'espace d'une seule génération. Estimé en dollars constants de 2000, son revenu par tête était de \$330 US en 1960, ce qui est nettement plus bas que ceux de plusieurs pays africains d'aujourd'hui. En 1990, cependant, le produit intérieur brut (PIB) par tête de la Thaïlande a augmenté pour atteindre \$1430, ce qui l'a classée parmi les pays à revenu intermédiaire.

La Thaïlande: Pays émergent à revenu intermédiaire



Source : Banque Mondiale, Indicateurs du Développement

19

Le niveau de la fécondité de la Thaïlande a fortement baissé pendant la même période, passant de 6,4 enfants par femme en 1960, (sensiblement le niveau de

fécondité du Bénin en 2002) à 2,3 enfants par femme en 1990, soit une transition démographique en l'espace seulement d'une génération.

La baisse de la fécondité a été l'un des facteurs clés ayant poussé la Thaïlande vers l'émergence en une seule génération. En effet, ce pays a pu accorder une plus grande attention à la qualité de sa population. Ce qui a donné plus d'opportunités pour l'éducation, plus d'investissements dans l'agriculture moderne, et des niveaux d'épargne et d'investissement élevés.

1.4. Analyse documentaire et collecte de données

Elle consiste à faire l'analyse et la synthèse de la documentation (rapports, travaux de recherches) disponible aussi bien au Bénin que dans d'autres pays, en relation avec la population et le niveau de développement.

L'analyse documentaire a permis de faire le point de l'existant, de ce qui reste à collecter et de prendre connaissance des diagnostics antérieurs. Elle a permis également de faire ressortir les besoins en données (primaires et secondaires) pour alimenter la confection des outils de collecte des données. Pour les besoins de l'enquête, *deux méthodes* ont été utilisés pour la collecte des données. Il s'agit des entretiens individuels et des Focus Group Discussions.

1.4.1 Formation des agents de collecte

En prélude à la collecte des données, une formation des formateurs a été organisée à l'intention des cadres des six (6) DDPD à Abomey le 14 mai 2012. Ensuite, la formation des agents commis à la collecte a lieu dans chaque département les 15 et 16 mai 2012. Trente quatre (34) équipes composées chacune de deux (02) animateurs et d'un (01) contrôleur pour un total de 102 agents ont bénéficié de cette formation qui leur a permis de se familiariser avec les objectifs, chacun des volets de l'étude et les outils de collecte de données. Il a été accordé une place de choix aux simulations en salle tant pour l'interview individuelle des acteurs que pour les focus group.

Ces enquêteurs recrutés, sur la base d'un niveau d'instruction avéré (licence en sciences sociales pour la plupart), d'une expérience en matière de collecte de données qualitatives et d'une connaissance des langues locales, ont été répartis sur

le territoire national à raison d'un binôme d'enquêteurs appuyé d'un contrôleur dont le champ d'intervention couvre une commune.

1.4.2 Collecte de données et supervision de l'opération

La collecte des données primaires par les animateurs et contrôleurs s'est déroulée du 21 au 27 mai 2012. En vue de s'assurer du déroulement correct de l'opération, trois missions de supervision ont été réalisées par la Coordination de l'OCS et les membres de l'équipe de rédaction. Elles ont pour finalité de porter l'assistance technique aux agents de collecte à résoudre les problèmes auxquels ils ont été confrontés et de s'assurer que la démarche préconisée est effectivement mise en œuvre. Par ailleurs, il a procédé à une collecte complémentaire et à des entretiens au niveau des structures centrales des différents Ministères ainsi que des Institutions Internationales du Pays traitant des questions de population.

Au terme de la mission d'enquête, un atelier de restitution des activités de collecte des données de terrain a été organisé les 28, 29 et 30 mai 2010 dans les six départements. A cette rencontre, les agents de collecte et les contrôleurs ont présenté aux cadres de l'OCS, membre de l'équipe de rédaction, les résultats de leurs investigations ainsi que les difficultés rencontrées.

1.5. Choix des Communes de l'échantillonnage

L'échantillon est constitué des communes ayant un ratio de dépendance démographique fort, un ratio de dépendance démographique faible et un ratio de dépendance démographique moyen dans chaque département et pour les douze. Ainsi, trois (3) communes ont été sélectionnées par département, soit au total trente six (36) communes sur le plan national. Le département du Littoral étant une commune entière.

La répartition des communes se présente comme suit :

Tableau 1 : Répartition des communes de l'échantillon par département

DEPARTEMENT	COMMUNES AYANT UN RATIO DE DEPENDANCE		
	Fort	Moyen	Faible
ALIBORI	BANIKOARA	KANDI	MALANVILLE
ATACORA	MATERI	KEROU	NATITINGOU
ATLANTIQUE	SO-AVA	OUIDAH	ABOMEY-CALAVI
BORGOU	KALALE	TCHAOUROU	PARAKOU
COLLINES	BANTE	OUESSE	SAVE
COUFFO	TOVIKLIN	APLAHOUE	DOGBO
DONGA	COPARGO	BASSILA	DJOUGOU
LITTORAL	COTONOU		
MONO	BOPA	GRANP-POPO	COME
OUEME	AGUEGUE	ADJARRA	PORTO-NOVO
PLATEAU	KETOU	ADJA-OUERE	POBE
ZOU	ZAKPOTA	COVE	BOHICON

Source : OCS, 2011 et sur la base des calculs effectués sur les données du RGPH3

1.6. Outils de collecte

Cinq outils ont été utilisés dans le cadre de la collecte des données pour cette étude. Il s'agit de :

- ❖ une grille de dépouillement pour la revue documentaire. Cet outil a indiqué le type d'information à rechercher dans les documents ;
- ❖ un guide d'entretien individuel à l'endroit des autorités politico-administratives concernées par la thématique de l'étude. L'entretien a été individuel et a comporté des questions relatives à l'état de la population et à ses impacts sur le bien-être et la croissance démographique. Leurs perceptions sur l'évolution de cette population et sur son impact sur la croissance ont été recueillies. Ce guide a été adressé aux Directions de l'INSAE, de la DGPD, du CeFORP et au Secrétaire Technique du MAEP (Mécanisme d'Evaluation par les Paires) ;
- ❖ un guide d'entretien individuel aux responsables de projets et ou programmes relatifs à la maîtrise de la croissance démographique des Ministères en Charge de la Famille et du Développement ;

- ❖ un guide d'entretien individuel à l'adresse des Institutions Internationales (UNICEF, FNUAP, USAID, PNUD, ABPF, et ONGs⁸ qui se chargent des questions relatives à la population ;
- ❖ un guide d'entretien de focus group discussion "Hommes et Femmes " auprès des catégories socioprofessionnelles représentant les populations. Ces catégories socioprofessionnelles sont constituées des Associations de Développement des Populations, des Associations des Consommateurs, du Réseau des Organisations de la Société Civile (Cadre de Concertation de la Société Civile), des personnes ressources du milieu d'étude. Les perceptions de ces différents acteurs sus-cités ont été recueillies sur la fécondité, la natalité, le revenu, la situation démographique, sociale et économique, l'offre des services sociaux de base.

1.7. Méthodologie de traitement des données issues de la collecte

Le traitement des données qualitatives issues de la collecte des données a consisté à des étapes suivantes. En prélude à la saisie, un atelier de formation d'une demi-journée a été organisé à l'endroit du personnel de saisie afin de les familiariser aux objectifs de la saisie, la manière de procéder à cette opération pour avoir le même format de données d'un opérateur de saisie à l'autre. Cet atelier a permis aussi de tester la maîtrise de l'outil informatique par le personnel commis à cette tâche.

1.7.1. Organisation de la saisie des données

La saisie des données collectées s'est déroulée à l'OCS du 11 juin au 24 juin 2012. Deux équipes de 18 opérateurs de saisie ont été constituées. La première équipe a travaillé de 8 heures à 15 heures et la seconde de 15 heures à 22 heures. Le transfert des données sur support magnétique a été assuré par les mêmes agents.

1.7.2. Saisie et traitement des données

Une étape préalable à la saisie des données a consisté en la transcription de ces dernières, initialement contenues sur des cassettes audio, sur support papier (dans des cahiers de 300 pages par commune). L'immense majorité de ces informations

⁸ Ces autres ONGs seront dénombrées par l'échantillonnage en « boule de neige »

sont sous forme textuelle. Il n'y a pas de modalités prédéfinies du fait que les questions posées sont ouvertes. Quant aux informations chiffrées, elles se rencontrent par endroit. Les informations recueillies sont donc un mélange de textes et de chiffres non organisés susceptibles de rendre difficiles la saisie et le traitement des données.

1.7.2.1 Saisie de données

Elle a été rendue relativement aisée grâce à la conception d'un masque de saisie, en utilisant neuf (09) feuilles de calcul par classeur Excel et par commune : une feuille de calcul par focus group discussion, donc huit (08) feuilles pour les huit (08) focus group discussion et une feuille (01) servant à concentrer toutes les informations des huit autres feuilles. Les informations concentrées sur la 9ème feuille sont exportées et organisées par question posée vers un document Word. Ce masque de saisie a ainsi permis de ne travailler que sur trois (03) fichiers (1 fichier Excel et 2 fichiers Word) par commune et d'éviter beaucoup d'erreurs qui seraient dues à de mauvaises manipulations d'un nombre plus important de fichier. Ainsi, nous avons 34 dossiers contenant chacun 3 fichiers correspondant à chaque commune.

1.7.2.2 Traitement des données

Les données collectées ont été transférées sur support magnétiques. Elles ont été saisies sous EXCEL, compilées puis regroupées par centre d'intérêt hiérarchisées et soumises à la méthode d'analyse de contenu du discours des enquêtés.

L'Analyse de Contenu est la méthode qui cherche à rendre compte de ce qu'ont dit les interviewés de la façon la plus objective possible et la plus fiable possible. BERELSON(1952), son fondateur, la définit comme « une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication ». Elle a permis de générer des items utiles pour la compréhension des déclarations des informateurs.

1.7.3. Analyse des données

L'analyse a été faite en cinq étapes et a permis d'approfondir les principales étapes de l'analyse de contenu.

La première phase a consisté à recueillir, préparer, classer et évaluer le matériel à analyser. La deuxième phase, quant à elle, a consisté à repérer les passages pertinents issus des FGD et des entretiens individuels. L'objectif visé est de repérer les indicateurs élaborés lors de l'opérationnalisation du cadre théorique.

Au niveau de la troisième phase, il s'est agi de sélectionner et de définir des codes, c'est-à-dire des unités de classification des données recueillies. Les codes sont au départ des mots, des expressions qui ont permis de catégoriser les indicateurs. A titre d'exemple, les codes sont relatifs aux thématiques telles que l'appréciation du rythme d'évolution de la population béninoise, les facteurs explicatifs de la dynamique démographique au Bénin, les conséquences du rythme d'évolution de la population sur la demande sociale et le développement, les défis et recommandations. Ces centres d'intérêts de l'étude sont contenus dans un fichier unique par cible et par commune. Au niveau de ce fichier, il y a le profil sociodémographique de chaque répondant qui permet de lier le contenu de son discours. En plus de se fier au cadre théorique et à ses indicateurs, la liste des codes a été complétée en respectant le critère d'exhaustivité, de clarté, d'objectivité, de pertinence des discours tenus par les différentes cibles.

En ce qui concerne la quatrième phase, il s'agit essentiellement de numéroté les entretiens tant sur papier que sur le fichier puis la codification des instruments de collecte en numérotant toutes les questions afin de rendre plus précis et pratique l'exploitation des cahiers et des fichiers.

Enfin, la cinquième phase a consisté à l'analyse et à l'interprétation des résultats. Le but recherché est de corroborer ou de réfuter les hypothèses de départ. Etant donné que l'analyse a été qualitative, l'attention a été portée sur les énoncés révélateurs, dont la fréquence d'apparition n'était pas nécessairement élevée, mais qui semblait révélateur et pertinent pour corroborer ou réfuter les objectifs de recherche, ou encore pour les modifier.

A la fin de ce processus, des extraits de déclarations des discours des informateurs ont été dégagés pour faire des verbatim et des encadrés pour appuyer l'argumentation relative aux aspects essentiels de l'étude.

CHAPITRE 2 : PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE AU BENIN

La qualité de vie d'une population est un enjeu majeur en sciences économiques et en sciences politiques. Elle dépend dans une large partie de la capacité à acheter des biens et services mais aussi des situations dans les domaines de l'environnement économique, de respect des droits de l'homme, de bonheur, de santé, etc. C'est pour cette raison que l'analyse de la situation économique, du profil social et la dynamique de la population du Bénin afin de dégager les besoins en services sociaux de base qui doivent contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations, n'est pas dénuée de sens.

2.1. Evolution de la situation économique

2.1.1. Dans les différents secteurs d'activité

2.1.1.1 Secteur Primaire (Agriculture)

Le Bénin est un pays à vocation essentiellement agricole. L'agriculture, considérée comme la base de l'économie, occupe près de 60 % de la population active, qui s'adonne aux cultures vivrières et surtout à la principale culture d'exportation qu'est le coton.

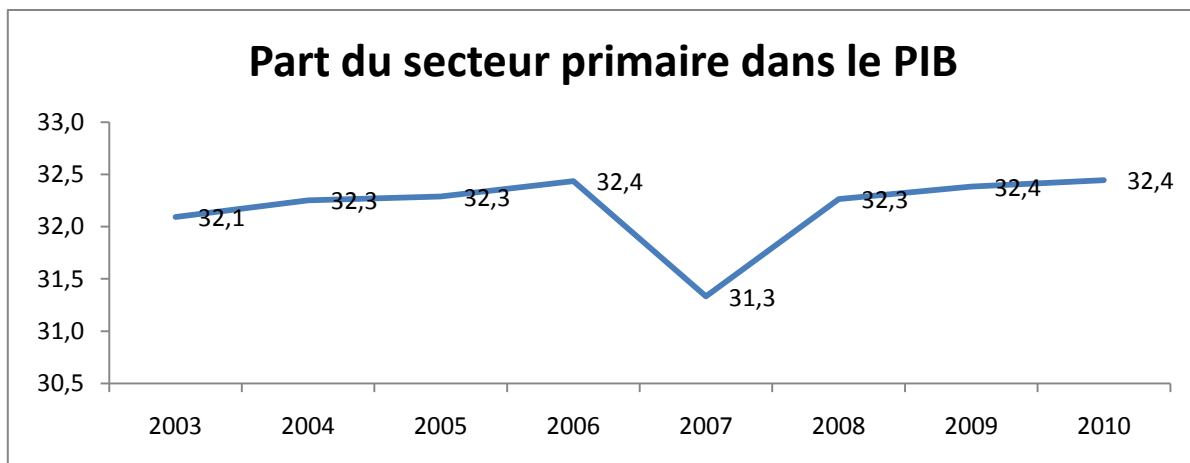


Figure 1 : Evolution de la part du secteur Primaire dans le PIB

Source : Budget Economique/DGAE/MEF, 2013

Depuis quelques années, la filière coton connaît des difficultés en raison notamment de sa désorganisation et de la baisse du coût du coton sur les marchés internationaux malgré l'effort fourni par le gouvernement pour la mécanisation du secteur agricole. La contribution du secteur au PIB se stabilise en moyenne autour de 32%. Elle a connu une légère amélioration d'année en année passant de 32,1% en 2003 à 32,4% en 2010, soit une augmentation de 0,03 points en sept ans. Cette situation a été critique en 2007 où la part du secteur primaire dans le PIB a baissé de 0,8 points par rapport à 2003. Il ressort de ce constat que la population béninoise s'intéresse de moins en moins à l'agriculture et que le Gouvernement béninois doit essayer d'orienter ses priorités dans ce secteur.

2.1.1.2 Secteur Secondaire

Le Bénin n'a pas connu un développement du secteur secondaire. En effet, sa plus grande contribution au PIB sur la période 2003-2010 s'est inscrite à 13,7% en 2003.

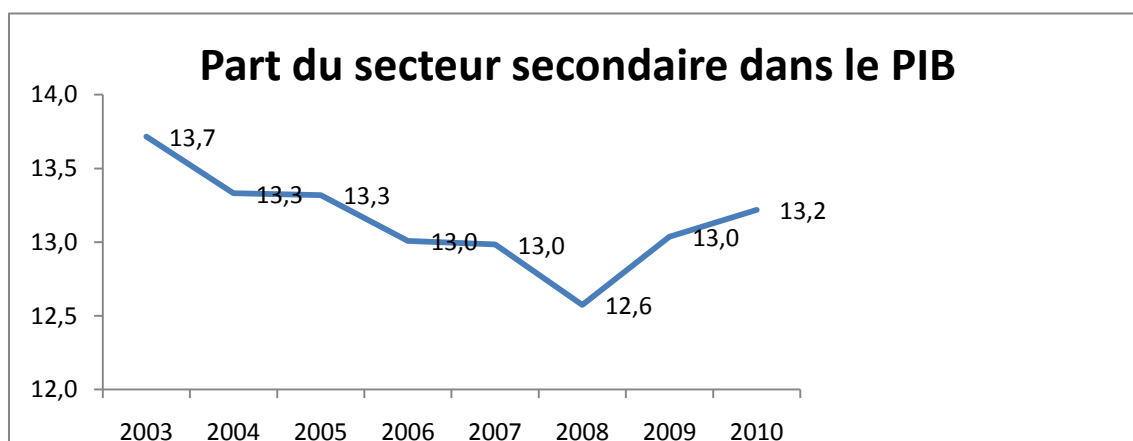


Figure 2 : Evolution de la part du secteur secondaire dans le PIB

Source : Budget Economique/DGAE/MEF, 2013

Cette situation donne à réfléchir si l'on convient que le développement d'une nation doit passer, entre autres, par l'industrialisation et la production des biens et services, principales sources de création d'emploi.

2.1.1.3 Secteur Tertiaire

Le secteur tertiaire est basé sur le commerce et les services. Sa contribution dans le PIB est de plus en plus importante passant de 35,9% en 2003 à 38,7% en 2008. Soit une amélioration de 2,8 points en 5 années.

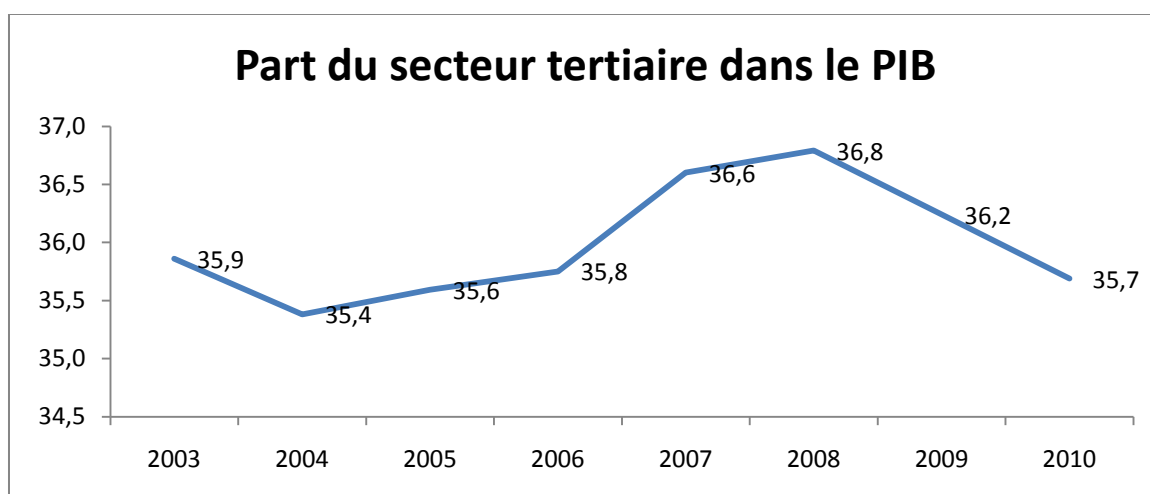


Figure 3 : Evolution de la part du secteur tertiaire dans le PIB

Source : Budget Economique/DGAE/MEF, 2013

Après le pic de 2008, la contribution du secteur au PIB a connu une évolution à la baisse du fait de la crise économique et financière mondiale de l'année 2008. Une reprise semble être amorcée en 2010. La part du secteur tertiaire s'établit en 2010 à 35,7%.

2.1.2. Evolution du taux de Croissance Economique de 2003 à 2010

L'économie béninoise a connu une situation reluisante de 2005 à 2008 puisque le taux de croissance a évolué de 2,9% à 5,0%, soit un gain d'environ 2 points en trois ans.

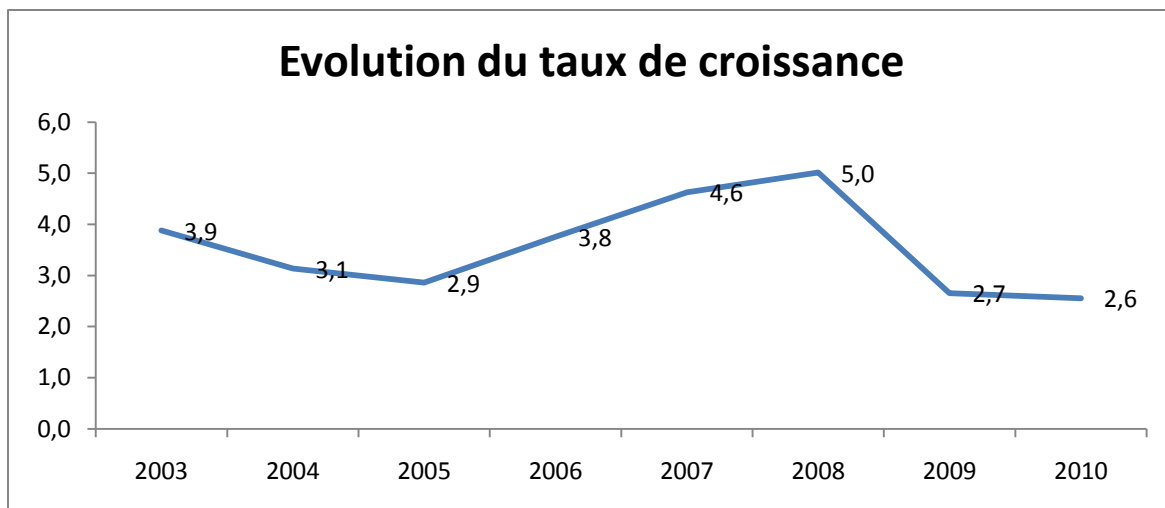


Figure 4 : Evolution du taux de croissance du PIB

Source : Budget Economique/DGAE/MEF, 2013

Mais, avec la crise internationale de l'année 2008, l'économie béninoise a connu une baisse de performance.

2.1.3. Commerce extérieur et balance des paiements⁹

L'économie béninoise dépend de plus en plus de l'extérieur du fait que le pays connaît une baisse de production de biens et services. La balance commerciale et la balance des services sont déficitaires et cette situation explique bien la baisse de production dans les secteurs primaire et secondaire.

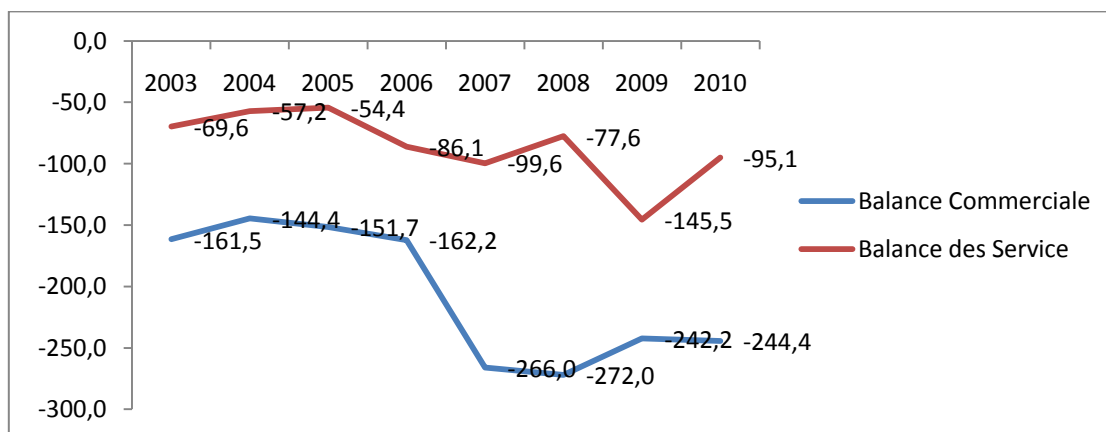


Figure 5 : Evolution de la balance commerciale et des services de 2003 à 2010

Source : Budget Economique/DGAE/MEF, 2013

⁹ Sont analysés ici les deux soldes les plus significatifs de la balance des paiements

En 2010, le solde de la balance commerciale est évalué à -244,4 Milliards de FCFA et celui de la balance des services est évalué à -95,1 Milliards de FCFA.

2.1.4. Finances publiques et dette publique

L'encours de la dette extérieure est passé de 40,3 % du PIB en 2003 à 11,4% en 2007.

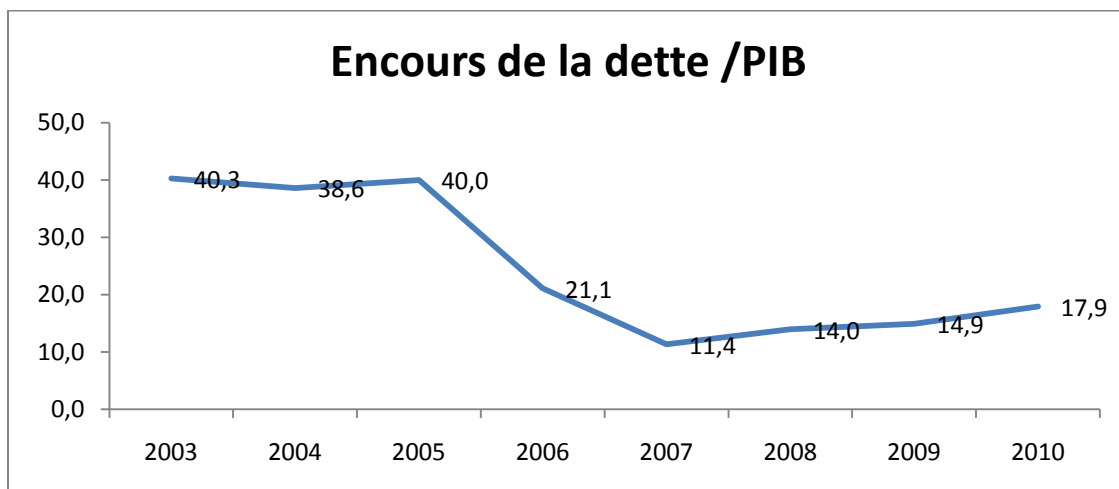


Figure 6 : Evolution de l'encours de la dette

Source : Budget Economique/DGAE/MEF, 2010

Cette situation s'explique par le fait que le pays a connu une remise de dette sur la période 2000 à 2004. Mais à partir de 2009, une évolution à la hausse de l'encours de la dette a repris. Par ailleurs, les services de la dette ont été relativement stables sur la période de 2003 à 2007 et ont connu une hausse en 2008 avant de baisser à partir de 2009.

2.1.5. Situation monétaire

La situation monétaire a été soutenue par une amélioration des avoirs monétaires due à l'effet combiné des rapatriements des recettes d'exportations et de l'augmentation des concours étrangers fournis à l'Etat. Les crédits fournis à l'économie entre 2003 et 2009 sont nettement inférieurs aux avoirs extérieurs du pays.

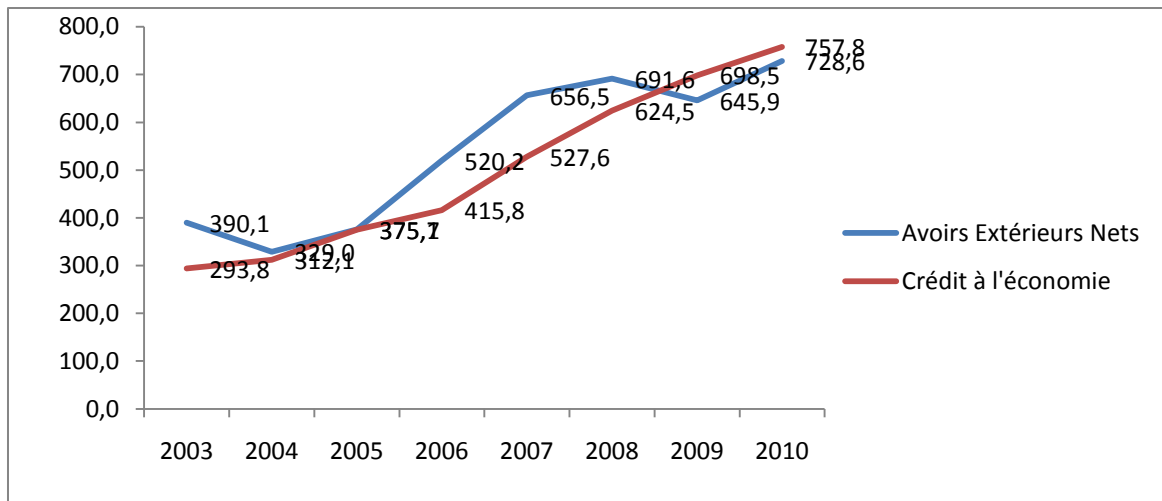


Figure 7 : Evolution des avoirs extérieurs nets et le crédit à l'économie

Source : Budget Economique/DGAE/MEF, 2013

A partir de 2010, l'endettement du pays a dépassé ces avoirs extérieurs puisque les avoirs extérieurs sont de 728,6 Milliards alors que le crédit accordé à l'économie est de 757,8 Milliards.

2.1.6. Taux d'inflation

Le taux d'inflation au cours de ces dernières années a connu une évolution erratique comme l'indique la figure ci-dessous. Ce taux est resté globalement inférieur de la norme communautaire de 3% sauf en 2005 et en 2008.

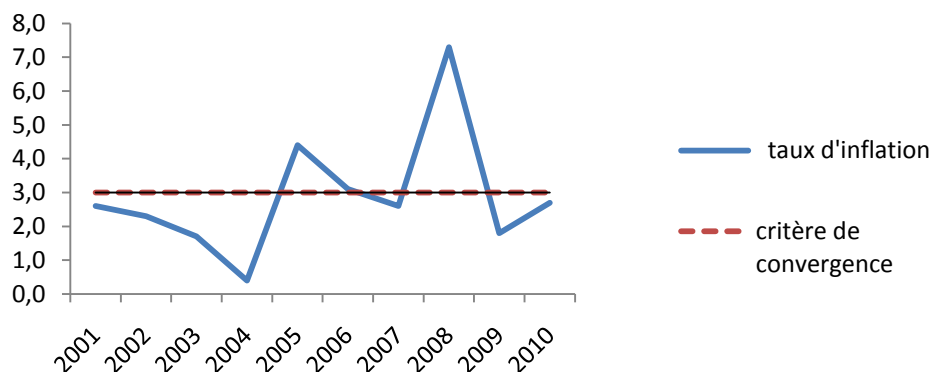


Figure 8 : Evolution du taux de l'inflation

Source : TaBEN/DGAE/MEF, 2010

En 2008, le taux d'inflation atteint un pic de 7,3%. Cette hausse brutale du taux d'inflation est due à la crise internationale de 2008. Les mesures prises par le Gouvernement béninois pour juguler la crise ont permis de d'atteindre un taux de

1,8% en 2009. Malgré l'aggravation d'environ 1 point du taux d'inflation (2,7%) enregistré en 2010, il est resté inférieur à 3%.

2.2. Profil Social : éducation, santé, environnement et assainissement, énergie, eau potable, emploi, réseau routier

Pour mieux apprécier le profil social national, il serait utile d'examiner comment ont évolué ces composantes, notamment l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, l'emploi, l'environnement, l'assainissement, l'énergie et éventuellement le réseau routier, sachant bien que le manque de données statistiques sur ces phénomènes rend toute appréciation difficile.

2.2.1 Education

Le secteur de l'éducation a connu ces dernières années, des progrès dans tous les ordres d'enseignement ainsi qu'au niveau de l'alphabétisation. Avec la croissance démographique de 3,25% l'an et pour faire face aux enjeux de développement sans cesse croissants du pays, le Gouvernement béninois s'est engagé dans plusieurs réformes.

2.2.1.1 Enseignement maternel

Plusieurs mesures ont été entreprises et sont relatives à la gratuité de l'enseignement dans les écoles maternelles et primaires, à la création et à l'ouverture progressive des écoles maternelles (405 EM en 2007, 493 EM en 2008, 610 EM en 2009 et 772 EM en 2010), à l'octroi de subventions et de matériels spécifiques aux écoles maternelles et à l'expérimentation des programmes et des guides pour ce sous ordre d'enseignement et leur généralisation progressive.

Ces différentes mesures ont incité davantage les parents d'élèves à scolariser leurs enfants. Ce qui s'est traduit par une amélioration du taux brut de préscolarisation. Sur la période 2005-2010, l'effectif des enfants s'est accru en moyenne de 59,79% d'année en année.

Tableau 2 : Evolution des indicateurs d'accès et d'équité dans l'enseignement maternel

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Effectifs totaux (public et privé)	27 673	31 200	39 136	68 026	74 033	97 333
% d'animateurs parmi le personnel enseignants (public)	-	69%	52%	34%	27%	48%

Source : DPP/MEMP, 2010

Dans son ensemble, les progrès quantitatifs ont été obtenus. Ces progrès s'observent en termes d'augmentation du nombre d'élèves dans ce sous-secteur de l'éducation. Paradoxalement, ces exploits quantitatifs se sont faits au détriment de la qualité et de l'efficacité interne du système éducatif comme en témoignent les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus.

2.2.1.2 Enseignement primaire

Les efforts consentis par le Gouvernement appuyé par les Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer le niveau de scolarisation dans ce sous-secteur de l'enseignement. Le tableau ci-dessous résume bien cette situation.

Tableau 3 : Evolution de quelques indicateurs de l'EMP de 2005 à 2010

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux brut de scolarisation dans le primaire	93%	93%	98%	104%	107%	111%
Taux de redoublement	17%	11%	16%	13%	13%	11%
Pourcentage de redoublants (public et privé)	17%	8%	10%	14%	13%	11%
Taux brut d'admission au CI	99%	109%	119%	143%	140%	132%
Ratio élèves-maître dans le primaire	50%	47%	48%	47%	48%	48%
Rapport filles-garçons dans le primaire	44%	44%	45%	46%	46%	46%

Source : DPP/MEMP, 2010

L'examen de la scolarisation, à partir des taux bruts de scolarisation (TBS), montre que des progrès ont été réalisés au cours de cette décennie. Le développement quantitatif du secteur est la conséquence à la fois des progrès dans le secteur public et d'un développement du système privé. Les évolutions positives, enregistrées, pour réelles qu'elles soient, ne doivent pas cacher la nécessité des efforts à faire.

Au-delà de l'usage du TBS, l'examen des scolarisations effectives par l'intermédiaire des taux de réussite et de déperdition met en évidence les chances des apprenants d'avoir accès aux différentes classes et aux différents cycles du système. En effet, sur 100 enfants qui entrent à l'école, seulement environ 60 accèdent à la classe de CM2 et moins de 15 arrivent en classe de Terminale¹⁰, ce qui dénote d'un faible rendement du système qui peut être imputable à la qualité des services rendus, qualité qui, elle-même, dépend de la qualité des enseignants et des conditions de travail.

Les enseignants sont non seulement en nombre insuffisant malgré le reversement fait en 2007, mais aussi leur niveau de formation est en baisse constante. Une solution semble être trouvée par les différentes formations en cours pour le CEAP et la CAP observé à leur intention au cours de cette année et qui est en grande partie financé par les PTF.

La tendance de baisse du taux d'encadrement observée s'explique essentiellement par le gel de recrutement dans la fonction publique, du fait des mesures d'ajustement qui ont un effet d'entraînement jusqu'à nos jours. Ce qui est normale compte tenu d'une demande d'éducation en augmentation perpétuelle. Ce déficit, malgré l'utilisation des contractuels reversés et des nombreux recrutements opérés ces derniers temps est évalué à plus de 40 000 enseignants¹¹ à la rentrée 2011-2012. Pour combler ces postes laissés vacants, le recours aux enseignants communautaires n'ayant aucun profil reste encore d'actualité.

Malgré les tendances satisfaisantes notées, les statistiques nationales cachent des disparités géographiques¹². Toutefois, il faut signaler que la mise en œuvre des mesures d'accompagnement de la politique de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire pourrait permettre de maintenir les progrès enregistrés au plan national et d'espérer l'atteinte des objectifs fixés à ce sous-secteur pour 2015.

¹⁰ DPP/MEMP, 2009

¹¹ DRH/MEMP, 2010

¹² En effet, les départements de l'Alibori, du Borgou et de l'Atacora continuent d'afficher des taux nets de scolarisation encore en dessous de 30% en raison, semble-t-il, de la forte influence de l'ethnie Peulh.

2.2.1.3 Enseignement secondaire général

L'effectif des élèves du premier cycle a connu une évolution croissante sur la période 2001-2010, passant de 195.966 élèves en 2001 à 439.998 élèves en 2010. Cette augmentation est due à l'engouement suscité par les différents partenaires au développement et à la priorité qui est accordée à ce secteur (l'éducation primaire). Cette situation a en effet pour conséquences une forte accumulation des élèves au premier cycle.

Tableau 4 : Evolution des effectifs par cycle et taux brut de fréquentation

INDICATEURS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Effectif du 1er cycle	195966	228309	238579	259099	259 844	316 608	365 131	370 890	412 939	439 998
Effectif du 2nd cycle	37211	43864	44981	53612	53 231	60 805	71 380	81 335	86 643	113 020
Taux brut de fréquentation(%)	24	27	27	28	-	-	-	-	-	-
% de redoublement 1er cycle	22,9	21,4	24,1	19,8	21	25	21	21	19	ND
% de redoublement 2nd cycle	20,1	17,4	17,8	16,6	16	15	14	13	12	ND

Source : Annuaire statistiques DPP/MEPS

L'effectif des élèves du second cycle a connu également une évolution croissante dans la même période. De 37.211 élèves en 2001, cet effectif a atteint 113.020 élèves en 2010. Cet accroissement pose de sérieux problèmes liés aux infrastructures pouvant abriter ces élèves et à l'effectif des enseignants. Il faut remarquer que l'accroissement linéaire des élèves du second cycle est environ cinq fois plus important que celui des élèves du premier cycle.

Le taux brut de fréquentation aussi a connu une augmentation. De 15% en 1994, il est passé à 28% en 2004 et montre l'augmentation effective du nombre d'élèves au niveau des deux cycles d'enseignement secondaire.

En matière d'infrastructures, il est à signaler un accroissement notable pour les salles de classe. Le nombre de bibliothèques et de laboratoires dans les établissements publics a également évolué et renseigne sur les différents taux de couverture en 2010 à 24% et 26%. Malgré ces efforts enregistrés, le déficit en salles de classe persiste et était de plus de 3000 classes en 2009. Quant aux autres

infrastructures, notamment les tables et bancs, il importe de signaler que le nombre de places assises par élève s'est maintenu à 0,86 entre 1996 et 2008.

Avec le gel des recrutements dans la fonction publique en 1987, il est observé une réduction des agents permanents et une aggravation du nombre d'enseignants vacataires. Mais la pénurie persiste et s'aggrave malgré la reprise des recrutements en 1994. En effet, le nombre d'élèves par groupe pédagogique se maintient à un niveau élevé autour de 55 pour le 1er cycle et 45 pour le second entre 2001 et 2010. Près de 25% des heures dues aux élèves ne sont pas faites dans le 1er cycle (15% dans le second cycle).

En matière d'efficacité interne du système, il importe de noter que le taux de redoublement au premier cycle est de 21% en 2005 et de 16% pour le second cycle au cours de la même année et 19% et 12% respectivement en 2009.

L'enseignement secondaire ressort comme étant le plus pauvre du Ministère. Ainsi, entre 2002 et 2004, les dépenses sont de 22,15 % et représente une moyenne annuelle inférieure au quart du Budget du ministère de tutelle. Ces dépenses sont dominées par les dépenses de fonctionnement. Les dépenses en capital ont connu une baisse drastique passant de 18,20% des dépenses totales en 2002 à 8,9% en 2004. En proportion des dépenses totales du ministère, les dépenses d'investissement dans le secondaire sont restées relativement faibles, fluctuant autour de 2,5% entre 2002 et 2004. Ce faible niveau d'investissement est un phénomène inquiétant. En effet, si cette tendance se maintenait, le nombre de nouveaux admis au collège va presque doubler entre 2004 et 2015 en passant de 69 000 en 2004 à 131 000 en 2015 avec pour conséquence un besoin d'environ cinq (05) fois le nombre d'enseignants et la création de plus de soixante (60) collèges publics par an contre une moyenne de 20 ces dernières années.

2.2.1.4 Enseignement technique et professionnel

L'effectif des élèves dans cet ordre d'enseignement a connu une évolution à la hausse sur la période 2000-2003 passant de 8 239 élèves en 2000 à 11 532 élèves en 2003. Cet effectif, le plus important de la période 2000-2008, a connu une baisse continue pour atteindre 7 522 élèves en 2008. Dans l'ensemble du système en 2003, les filles représentent 35,87% de l'effectif total. Une légère remontée est

notée mais le nombre de filles demeure toujours faible dans certaines filières (4,25% dans la filière STI et 16,42% en STA)¹³.

Tableau 5 : Evolution des effectifs par cycle et taux brut de fréquentation

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Effectifs	8 239	9 145	10 134	11 532	8 042	8 100	8 136	7 709	7 522

Source : Annuaire statistiques ETFP, 2011

Le système ETFP est caractérisé par une insuffisance très prononcée d'enseignants qualifiés et motivés (environ un professeur qualifié pour plus de 100 élèves en 2006). Les professeurs de disciplines d'Enseignement général dans l'enseignement technique n'ont pas reçu une préparation complémentaire pour l'adaptation de leur enseignement aux différentes spécialités de l'Enseignement technique. Il n'existe pas une politique de recrutement et de formation du personnel enseignant et administratif des établissements. En 2002-2003, sur un total de 896 enseignants dans le public, il est recensé 546 vacataires dont la majorité est en voie de reversement, 55 contractuels d'Etat contre 295 APE.

Il importe de préciser la non implication presque générale des professionnels du monde du travail dans la formation et l'encadrement des apprenants malgré les stages obligatoires qu'effectuent les apprenants. Le sous-secteur dispose jusqu'à l'heure actuelle de 8 inspecteurs dont 4 en STI et 4 en STAG qui assurent l'encadrement de toutes les filières aidées de plus de 80 Conseillers pédagogiques.

Les taux de promotion sont en forte progression dans les deux premières années d'études quels que soient la filière et le cycle (supérieur à 90%). Les taux d'abandon sont faibles dans les classes sans examen (compris entre 5% et 11%). Enfin, dans les troisième ou quatrième années de chaque cycle, le taux de redoublement moyen global avoisine les 25% et varie d'une filière à l'autre.

Le financement de la formation technique et professionnelle est assuré majoritairement par l'Etat. Les employeurs ne contribuent que très faiblement à ce financement à travers la taxe d'apprentissage. L'importance des charges récurrentes et des coûts des investissements constituent un handicap majeur au développement du dispositif de l'enseignement technique et de la formation

¹³ Voir annexe pour plus de détails

professionnelle. L'enseignement technique et la formation professionnelle ont eu droit à un budget qui a toujours fluctué en dessous du dixième des dépenses publiques en éducation entre 2001 et 2009. Or, pour la prochaine décennie, la logique de pilotage par l'offre deviendra une logique de pilotage par la demande. Ceci nécessiterait donc un quasi doublement des apprenants de l'enseignement technique et professionnel de 29 000 en 2003 à plus de 56 000 en 2015 et une diversification des formations.

2.2.1.5 Enseignement supérieur et recherche scientifique (a vérifier et compléter les stat sur l'ens sup)

La pression démographique constitue pour le pays un obstacle et demande de la part des pouvoirs publics plusieurs efforts. Et pour penser et concrétiser ses efforts, le pays a besoin des cadres compétents. Ces cadres compétents sont appelés non seulement à réfléchir sur les problèmes sociaux mais également à œuvrer pour le développement économique du pays en général. C'est à effet qu'une attention particulière a été portée sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

On constate que de 2005 à 2010, l'effectif des étudiants du public est passé de 34 415 à 71 183. Cette forte pression à l'entrée des universités publiques (le double pratiquement) est la résultante de l'absence d'un système de régulation des flux au niveau du secondaire. Il serait indispensable de maîtriser les effectifs du pré universitaire, car cet accroissement exponentiel des effectifs n'est pas soutenable à long terme, et pose déjà un certain nombre de problèmes (en moyenne 10 000 bacheliers par an sollicitent l'accès à l'université). Une question se pose alors, le marché de l'emploi arrive-t-il à absorber le flux d'étudiants sortis de ces universités ? La réponse est sans équivoque quand l'on se rapporte aux données collectées où la plupart des intervenants pose le problème de l'emploi à la première loge des préoccupations. Faute de statistiques sur ces variables, il nous semble difficile d'apprécier significativement les résultats et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Un phénomène nouveau dans ce paysage est caractérisé par l'émergence depuis quelques années des établissements privés dont l'accès n'est pas facile à la majorité des bacheliers et où se posent souvent le problème de reconnaissance des diplômes par les autorités universitaires classiques.

Il est à noter enfin qu'il existe peu d'adéquation entre la formation universitaire en général et le marché de l'emploi, ainsi que l'opérationnalisation de la recherche par rapport aux besoins de l'économie. En effet, peu d'étudiants sont autorisés à s'inscrire dans les entités professionnelles, la grande majorité s'inscrit dans les facultés dispensant des cours théoriques très peu adaptés aux réalités de l'emploi au Bénin (1 étudiant professionnel pour environ 1000 étudiants des facultés classiques).

Du point de vue de l'équité, deux phénomènes sont perceptibles :

- disparité entre les facultés classiques et les écoles et instituts : les établissements de formation professionnelle accueillent 20% de l'effectif total des étudiants inscrits dans les universités nationales, tandis que les facultés dites classiques en accueillent les 80% ;
- disparité selon le sexe : le fort taux de croissance de l'effectif des étudiants est empreint de disparité entre les effectifs des filles et des garçons.

Le problème du ratio étudiants-enseignant se pose avec acuité et le ratio se creuse davantage ces cinq dernières années. Les statistiques du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) révèle en 2009, un (1) enseignant pour environ huit mille (800) étudiants.

Ces statistiques révèlent que les efforts poursuivis par les pouvoirs publics (la gratuité de l'inscription à l'université, la formation et le recrutement des enseignants au profit des universités, la déconcentration des centres universitaires, l'inscription en ligne etc...) ont permis de relever progressivement le nombre d'étudiants de même que l'effectif des enseignants. Mais, ces efforts n'ont pas réussi encore à améliorer l'efficacité interne de l'enseignement supérieur.

2.2.1.6 Au niveau de l'alphabétisation

Les efforts consentis par le Gouvernement béninois dans le domaine de la promotion d'une éducation de développement ont permis d'améliorer les indicateurs de ce sous-secteur de l'enseignement. En effet, le nombre d'inscrit au cours de ces cinq dernières années a évolué de façon erratique en passant de 25 272 inscrits en 2005 à 42 482 en 2006, 40 436 en 2007, 42 494 en 2008 pour finalement atteindre 37 719 en 2009. Au même moment, le nombre de personnes

alphabétisés a connu une amélioration progressive en passant de 20 237 en 2005 à 29 057 en 2009 soit un taux d'accroissement moyen de 30,35% avec un pic en 2008 se situant à 32 648. Le ratio du nombre d'alphabétisés s'est amélioré en passant de 15 alphabétisés environ par centre en 2005 à 21 alphabétisés par centre en 2009. Cela dénote de l'intérêt accordé par l'Etat à ce sous secteur à travers la création d'un Ministère en Charge de l'Alphabétisation.

Tableau 6 : Evolution des indicateurs relatifs à l'alphabétisation

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre d'inscrits par an	25 272	42 482	40 436	42 494	37 719	Nd
Nombre d'alphabétisés par an	20 237	23 618	32 353	32 648	29 057	Nd
Nombre de centres d'alphabétisation	1 336	-	-	1 607	1 395	Nd

Source : TBS/INSAE, 2009

Malgré les améliorations notées dans son ensemble, des défis restent encore à relever pour mettre le pays sur la trajectoire des OMD.

2.2.2 Santé

L'accroissement de la population amplifie les besoins vitaux à satisfaire notamment l'accès à la santé. Pour parvenir à une meilleure satisfaction des services de bases en particulier la santé, le Gouvernement Béninois avec l'appui des PTF s'est engagé dans des réformes. La mise en œuvre de ces différentes réformes dans ce secteur ont permis d'obtenir des résultats ci-après.

- ***Le nombre de formations sanitaires publiques*** a connu une diminution passant de 619 en 2002 à 563 en 2010. Autrement dit, 56 formations sanitaires ne sont plus fonctionnelles. Ces statistiques cachent les réalités de certaines localités dans lesquelles, les populations éprouvent encore des difficultés quant à la fréquentation des formations sanitaires. Mais, l'effort du privé n'est pas à négliger dans ce secteur. Certains centres privés et/ou confessionnels de référence ont été érigés en zones sanitaires par l'Etat de concert avec les acteurs dans le cadre du Partenariat Public-Privé. C'est le cas, entre autres, des hôpitaux Saint Luc de Cotonou, Saint Jean de Dieu de Tanguiéta et l'Ordre de Malte de Djougou..
- ***Le taux de fréquentation des services de santé*** est resté stable autour de 46%.

Quant au taux de fréquentation des enfants de la tranche de 0 à 5 ans, il a connu une augmentation en passant de 76% en 2009 à 84,8% en 2010 soit un gain de 8,8 points. Cette situation résulte des mesures préventives menées par le Gouvernement pour contenir le paludisme qui est la première cause de consultation dans les formations sanitaires chez les enfants et chez les adultes.

- ***Pour l'utilisation des méthodes contraceptives modernes***, le taux est passé de 21,2% en 2009 à 22,1% en 2010 soit un gain de 0,9 point. Le dispositif mis en place en 2009 pour corriger les insuffisances autrefois constatées a donné des résultats encourageants. Toutefois, il convient de mettre en œuvre des actions pour améliorer cette situation.
- ***Pour l'utilisation des Moustiquaires Imprégnées d'Insecticides à Longue Durée (MILD)*** par les enfants de moins de cinq (0-5) ans et par les femmes enceintes, la campagne en vue de l'accès universel a permis de distribuer 4 877 027 moustiquaires aux ménages résidant sur le territoire national. Ce qui a permis d'augmenter et de renforcer la couverture en MILD des populations. Ainsi, en 2010, (i) 64% des enfants de moins de cinq ans ont dormi sous moustiquaire imprégné d'insecticide (MII) la nuit précédant l'enquête, (ii) 60% de femmes enceintes ont dormi sous MII¹⁴.
- ***Pour la prévalence du VIH/SIDA parmi les femmes enceintes***, le taux s'est un peu amélioré et est passé de 2% à 1,7% entre 2009 et 2010. Il est à suggérer la poursuite et le renforcement des actions de prévention de la transmission mère enfant et de sensibilisation du VIH/SIDA.
- ***Le taux de couverture vaccinale (pentavalent dose 3)*** a connu une légère baisse en passant de (98%) en 2009 à 95% en 2010.
- ***Pour le ratio habitants/médecin***, il a connu une amélioration et est passé de 7 210 en 2002 à 7 979 en 2010. Ce ratio reste inférieur à la norme de 10 000 habitants pour un médecin. Toutefois, il se pose la principale préoccupation de répartition géographique des médecins et leur maintien dans le système.
- ***Quant au ratio habitants par infirmier***, il est aussi resté inférieur à la norme de 5 000 recommandée par l'OMS, passant de 2 440 en 2002 à 2 469 en 2010 contre 2 446 en 2005 pour l'ensemble du pays. Des disparités s'observent d'un département à un autre et méritent d'être corrigées.

¹⁴ Résultat de l'évaluation réalisée par le PNLP en 2010

- **Pour le ratio FAP/sage-femme**, il est passé de 1 555 en 2002 à 1 563 en 2010 contre 1 451 en 2005. Une comparaison par rapport à la norme OMS de 1200 FAP/sage femme permet de conclure qu'il existe un déficit de sages-femmes dans les maternités de l'ensemble du pays, notamment dans les localités où le problème se pose avec acuité.

Ces statistiques montrent que l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement demeure un véritable défi pour le secteur de la santé malgré les progrès enregistrés ces dernières années et les réformes entreprises. Pour cela les efforts supplémentaires méritent d'être déployés pour le bien-être de la population qui ne cesse de s'accroître d'année en année.

2.2.3 Eau potable

Sur la période 2006-2010, en moyenne 1913 Equivalents Points d'Eau (EPE) ont été réalisés pour desservir 480 300 habitants supplémentaires chaque année. L'année 2009 a été particulière sur la période. Elle est marquée par la réalisation de 2 313 EPE (contre 1 693 en 2006 et 1 759 en 2010) pour desservir 2 080 habitants supplémentaires.

Tableau 7 : Evolution des indicateurs relatifs à l'alphabétisation

INDICATEURS	2006	2007	2008	2009	2010
MILIEU RURAL					
Nombre total d'EPE réalisés	1 693	1 864	1 937	2 313	1 759
Nombre de nouveaux EPE construits	1 206	1 035	1 489	2 080	1 715
Nombre d'EPE réhabilités	487	829	448	233	34
Populations supplémentaires desservies	423 250	466 000	496 750	578 250	437 250
Taux de desserte en milieu rural	44,0	46,5	49,9	55,1	57,20
MILIEU URBAIN					
Nombre d'abonnés	131 206	133 382	141 897	154 951	164 780
Longueur du réseau (Km)	4 329	4 391	4 479	4 786	ND
Population desservie en milieu urbain	1 574 472	1 600 584	1 702 764	1 859 412	ND
Taux de desserte (en milieux urbains)	51,0	52,0	53,8	57	58,5

Source : DPSE/DGEau/MEE et SONEB, 2011

Toutes ces réalisations ont porté le taux de desserte en eau potable en milieu rural de 44,0% en 2006 à 57,2% en 2010 contre 46,5% en 2007, 49,9% en 2008 et 55,1% en 2009. Pour espérer atteindre la cible de 67,3% en 2015, d'importants efforts méritent d'être consentis pour satisfaire à la demande d'une population qui croît d'année en année. Il importe aussi de tenir compte du Rayon Moyen d'Action Théorique d'un EPE pour réduire davantage les peines des populations quant à l'accessibilité aux EPE.

En milieu urbain, le nombre d'abonnés à l'eau potable s'est accru d'année en année. Il est passé de 131 206 en 2006 à 164 780 en 2010 faisant passer ainsi le taux de desserte de 51,0% en 2006 à 58,5% contre une prévision de 60,5% en 2010. La longueur du réseau de la SONEB est passée de 4 329 km en 2006 à 4 786 km en 2009.

2.2.4 Environnement

Sur le plan environnemental, les principales actions réalisées concernent le verdissement de tous les Plans de Développement Communal de deuxième génération, la validation de 18 rapports d'études d'impact environnemental (EIE), la mobilisation de 600 millions FCFA d'écotaxes, le financement de 06 microprojets, l'audit et le suivi de dix (10) entreprises et unités industrielles, le remplacement de 53 motos à deux temps des conducteurs de taxi-moto par les motos à quatre temps.

Par ailleurs, la protection des ressources naturelles s'est faite par le reboisement de **11058,18** ha de superficie dans les communes de l'atlantique, du zou et des collines, dans les forêts et terroirs riverains. De même, 86 marchés ruraux de bois ont été installés et fonctionnent normalement. L'installation de ces marchés contribuent à n'en point douter, à l'amélioration des conditions de vie, à l'augmentation des revenus des communautés locales, à la création d'emplois dans les villes comme dans les campagnes et à la réduction de la pauvreté. Aussi, a-t-il été élaboré 14 plans d'aménagement participatif de périmètres de reboisement et des massifs forestiers, ce qui a permis de doubler ces derniers en les passant de 7 à 14. Toutes ces réalisations ont été faites pour freiner ou atténuer les phénomènes de désertification et de changements climatiques.

2.2.5 Electrification

Le domaine énergétique constitue un maillon très important du processus de développement. De 2007 à 2010, le taux d'accès des ménages à l'électricité s'est accru en passant de 24,1 en 2007 à 27,4 en 2010. Le nombre de ménages ayant accès à l'électricité est passé de 345 725 en 2007 à 416 256 en 2010, soit un accroissement annuel moyen de 6,4%, représentant 70.531 nouveaux abonnés sur la période. Au cours de la même période, 346 nouvelles localités ont été électrifiées, soit une moyenne annuelle de 87 nouvelles localités environ électrifiées bien qu'il soit prévu dans la politique d'électrification rurale un objectif de 150 localités à électrifier par an pour une moyenne de 10 localités. Avec cet effort d'électrification de nouvelles localités, le taux de couverture est porté à 34,9% en 2010 contre 25,7% en 2007.

2.2.6 Habitat, urbanisme et assainissement

Au nombre des éléments essentiels pour le bien-être des populations, figure le cadre de vie. En effet, de bonnes conditions d'habitation contribuent au plein épanouissement de tout être humain. Selon les résultats du recensement de la population réalisé en 1992 et en 2002, le nombre d'unités d'habitations au plan national est en progression sensible. Estimé à 832.256 unités d'habitations en 1992 et grâce aux besoins et exigences de l'accroissement de la population, ce nombre est passé à 1.210.463 unités d'habitation en 2002. Aussi, note-t-on que plus de la moitié des ménages d'une, deux et trois personnes occupent des unités à 2 pièces. Au regard de la taille moyenne des ménages (5,53 personnes), la concentration dans les logements, notamment dans les centres urbains, est très forte.

L'assainissement et l'aménagement des voies urbaines contribuent non seulement à l'amélioration du cadre de vie des populations mais aussi et surtout à la création de richesses grâce à l'émergence d'activités économiques le long des axes aménagés et à une meilleure distribution des produits de première nécessité. Dans ce cadre, la gestion 2010 a été marquée dans ce sous-secteur par la construction de 6,85 km de collecteurs à Cotonou, Porto-Novo et Parakou, la construction de 9,14 km de caniveaux à Cotonou et Porto-Novo, le pavage de 3,78 km de voies

pavées à Cotonou et Porto-Novo, le bitumage et l'éclairage de 6,530 km de voies à Porto-Novo dans le cadre des festivités de l'indépendance du Bénin.

Les différentes actions menées ont permis de rationaliser l'occupation des espaces urbains, d'améliorer la mobilité urbaine, d'accroître la fréquentation des services sociaux de base, la réduction du phénomène cyclique des inondations, la réduction des foyers des maladies liées à la stagnation des eaux, le désenclavement des quartiers défavorisés des principaux centres urbains... ; autrement dit, d'améliorer le cadre de vie des populations. Malgré un tel effort, des besoins pressants existent encore et les ressources disponibles n'arrivent pas à améliorer les conditions environnementales des populations déjà fragilisées par le manque de ressources.

En matière d'assainissement de base, au total 394 cabines/portes de latrines institutionnelles et publiques ont été réalisées donnant ainsi accès à 19.700 nouvelles personnes en considérant la norme de 50 personnes par cabine/porte.

Tableau 8 : Point des ouvrages d'assainissement réalisés en 2010

DEPARTEMENT	LATRINES INSTITUTIONNELLES			LATRINES FAMILIALES			INCINERATEURS		
	Prévues	Réalisées	Taux	Prévues	Réalisées	Taux	Prévues	Réalisées	Taux
ALIBORI	80	16	20,0%	249	178	71,5%	43	0	0,0%
ATACORA	10	0	0,0%	500	100	20,0%	1	1	100,0%
ATLANTIQUE / LITTORAL	199	151	75,9%	199	199	100,0%	0	0	
BORGOU	112	112	100,0%	1000	460	46,0%	3	3	100,0%
COLLINES	68	36	52,9%	1000	264	26,4%	3	0	0,0%
DONGA	21	6	28,6%	100	61	61,0%	1	1	100,0%
MONO /COUFFO	0	0		8	6	75,0%	0	0	
OUEME	18	18	100,0%	938	938	100,0%	2	2	100,0%
PLATEAU	31	31	100,0%	252	194	77,0%	2	2	100,0%
ZOU	24	24	100,0%	720	40	5,6%	6	6	100,0%
TOTAL	563	394	70,0%	4966	2440	49,1%	61	15	24,6%

Source : DHAB/MS, 2011

En observant la répartition spatiale des réalisations notamment des latrines institutionnelles, certains départements (Atacora, Mono, Couffo, Donga et Alibori) affichent des niveaux très faibles. Ainsi, pour espérer atteindre le taux (100% des écoles disposent des latrines) fixé pour 2015 au niveau national, une attention particulière doit être accordée à ces départements.

*Le taux de couverture des ménages en ouvrages d'évacuation des excréta*s s'est amélioré en passant de 39,4% en 2009 à 44,35% en 2010 gagnant ainsi près de 5 points. La cible de 42% est ainsi atteinte. De même pour le taux de couverture en ouvrages d'évacuation des excréta en milieu scolaire, la cible de 75% est atteinte. Ce taux a connu une hausse en passant de 71,6% en 2009 à 77,01% en 2010 ; soit un gain de près de 6 points. Des efforts méritent d'être consentis pour faire face aux besoins générés par l'accroissement annuel de la population.

2.2.7 Emploi

L'évolution de la population active occupée et en chômage montre que la croissance économique n'a pas pu générer suffisamment d'emplois pour ramener le taux de chômage à un niveau raisonnable. En effet, la population active qui était de 4 millions environ en 1971 est passée à 6 millions en 1982 puis 8,3 millions en 1994 pour dépasser 10 millions actuellement, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 2,8% entre 1982 et 1994 largement supérieur à celui de la croissance démographique. Cette croissance importante de la population active est à l'origine de l'aggravation du chômage. En effet, le nombre de chômeurs a presque doublé passant respectivement de 643 000 en 1982 à 1,33 millions en 1994. A partir de 2007, le taux de chômage au Bénin est très faible et est de 1,3% depuis 2007. Par ailleurs, il est noté que sur la période 2007-2009, 30,0% de la population active vivant en milieux urbain et péri-urbain est en situation sous emploi. Ce phénomène ne peut être atténué que grâce à la reprise de l'économie en vue de l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

3.1 Dynamique démographique au Bénin

Les diverses opérations de dénombrement effectuées au Bénin au cours des cent dernières années révèlent que la population béninoise a connu une forte progression en matière d'effectif. En effet, d'environ 878 000 personnes en 1910, elle est passée à **8 778 648** personnes en 2010 en passant par **1 528 000** en 1950, **2 106 000** en 1961, **3 331 210** en 1979, **4 915 555** en 1992 et **6 769 914** en 2002. Ainsi, la population béninoise a augmenté à un taux moyen annuel de 2,39%. Cependant, cet accroissement s'est accéléré au cours des 18 dernières années, entre 1992 et 2010¹⁵, avec un taux moyen d'accroissement démographique annuel de 3,27%.

Ce taux est la résultante des phénomènes de fécondité, de mortalité et de migration enregistrés au cours de la période considérée.

3.1.1. Evolution de la fécondité

L'Indice Synthétique de Fécondité, qui représente le nombre moyen d'enfants par femme à la fin de sa vie féconde, est passée de 7,1 enfants par femme en 1982 à 5,7 enfants par femme en 2006, soit une baisse d'environ 20% en 24 ans. De même, le taux brut de natalité est passé de 43,4 pour mille en 1960 à 40,1 pour mille en 2010, soit une baisse de 7,6% en 50 ans.

Lorsqu'on considère les taux de fécondité par groupe d'âge, on s'aperçoit que depuis l'EFB de 1982, la structure de fécondité des femmes au Bénin n'a pratiquement pas changé. Le maximum de fécondité est toujours enregistré dans les groupes d'âge 20 à 34 ans, avec un pic entre 25 et 29 ans. Les fécondités précoces (par les femmes de moins de 20 ans) et tardives (par les femmes de 35 à 49 ans) représentent respectivement environ 10% et 23 % de l'ensemble.

¹⁵ Projections démographiques révisées de l'INSAE, faites à partir des données du RGPH3.

Tableau 9 : Evolution de quelques indicateurs de fécondité de la population béninoise de 1982 à 2006

Groupes d'âges	EFB 1982	EDSB-I 1996	EDSB-II 2001	EDSB-III 2006
TGF 15 -19 ans	151	123	109	112
Contribution des 15-19 ans au TGFG	10,7	9,7	9,7	9,8
20-24 ans	314	271	261	266
25-29 ans	329	283	260	278
30-34 ans	278	260	233	239
TGFG des 20-34 ans	921	814	754	783
Contribution des 20- 34 ans au TGFG	65,1	64,4	67,2	68,3
35-39 ans	193	205	154	155
40-44 ans	99	90	78	65
45-49 ans	51	31	27	32
TGFG des 35- 49 ans	343	326	259	252
Contribution des 35-49 ans au TGFG	24,2	25,8	23,1	22,0
ISF 15-49 ans (pour 1 femme)	7,1	6,3	5,6	5,7
Taux Global de Fécondité Générale (TGFG)		213‰	193‰	204 ‰
Taux Brut de Natalité (TBN)		42,4‰	41,1‰	41,5‰

Source : INSAE, EFB1982, EDSB1 1996, EDSB2 2001, EDSB3 2006

Le graphique ci-après révèle que la baisse la plus importante des taux de fécondité par groupe d'âges est enregistrée chez les femmes de 35 à 49 ans (26,53 %), suivie de celle des adolescentes (25,83%), et de celle de 20 à 34 ans, (14,98%) entre 1982 et 2006.

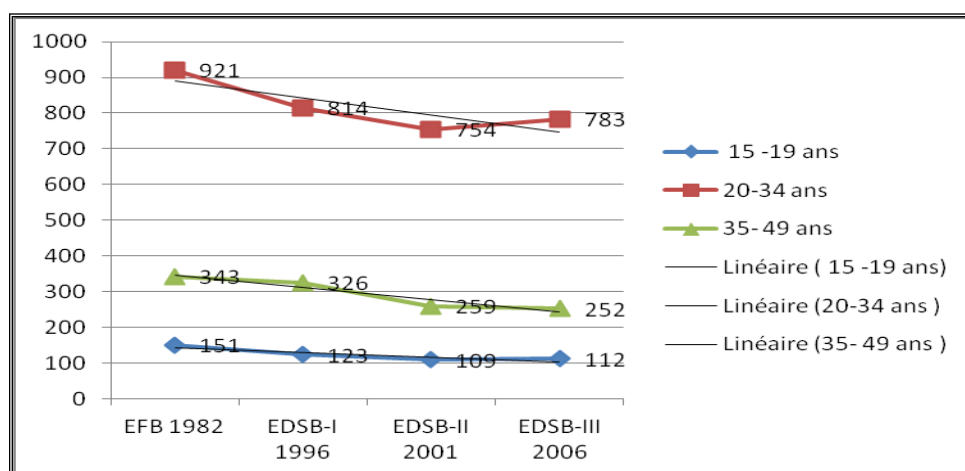


Figure 9 : Evolution des taux de fécondité des femmes par groupes d'âges de 1982 à 2006

Source : INSAE, EFB1982, EDSB1 1996, EDSB2 2001, EDSB3 2006

En terme de contribution à la fécondité totale, celle des adolescentes a diminué de 8,4% en 24 ans, celle des femmes 35-39 ans de 9,1% alors que celle des femmes de 20 à 34 ans ont augmenté de 4,9% dans la même période. Cela dénote d'une baisse assez modeste des contributions des femmes des diverses tranches d'âge à la fécondité total. Quant à l'Indice synthétique de fécondité, elle a diminué de 1,4 enfants entre 1982 et 2006, soit de 19,7% en 24 ans.

3.1.2. Evolution de la mortalité

Dans la même période (1982 à 2006), le taux brut de mortalité est passé de 25,9 pour mille à 8,9 pour mille, soit une baisse de 65,6%. Le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 243,0 pour mille en 1982 à 125,0 pour mille en 2006, soit une baisse de 48,6% pendant que le taux de mortalité adulte a baissé de 3,89% et 19,9% respectivement pour les hommes et les femmes de 15 à 49 ans.

Tableau 10 : Evolution de quelques indicateurs de mortalité au Bénin de 1982 à 2006

INDICATEURS	EFB de 1982	EDSB1 de 1996	EDSB2 de 2001	EDSB3 de 2006	Différentiel (proportion de baisse)
Taux de Mortalité Infantile 1q0 (‰)	123	93,9	89,1	67	45,53%
Taux de mortalité juvénile 4q1 (‰)	-	89,7	75,0	62	30,9%
Taux de mortalité infanto-juvénile (‰)	243	166,5	160	125	48,56%
Taux de mortalité maternelle	-	498	-	397	20,28%
Taux de mortalité générale (‰) des hommes de 15 à 49 ans (‰)	-	4,37	-	4,2	3,89
Taux de mortalité générale des femmes de 15 à 49 ans (‰)	-	4,02	-	3,5	12,94

Source : INSAE, EFB1982, EDSB 1996, EDSB 2001, EDSB 2006

On en déduit que la forte baisse de la mortalité enregistrée est surtout due à la baisse de la mortalité infanto-juvénile. Cela s'explique aisément lorsqu'on se réfère à toutes les actions entreprises à travers les divers programmes en faveur de la santé des enfants.

Quand on s'intéresse à la mortalité selon le groupe d'âges des mères, notamment au taux de mortalité infanto-juvénile, il ressort que les plus forts taux sont enregistrés chez les mères de moins de 20 ans et les mères de 20 à 29 ans sont celles qui enregistrent le minimum de décès d'enfants de moins de 5 ans.

Trop d'enfants meurent encore au Bénin de causes évitables, notamment en raison du faible espacement des naissances et des grossesses précoces et tardives. En effet, le risque de mortalité infantile varie fortement en fonction de la longueur de temps qui sépare l'enfant de la naissance précédente. Ainsi, lorsque cet intervalle est de moins de deux ans, près qu'un enfant sur sept meurt avant le premier anniversaire, alors que beaucoup moins d'enfants meurent avant le premier anniversaire lorsque l'intervalle est compris entre 2 et 3 ans. Le risque de décès de l'enfant est encore plus faible lorsque l'intervalle est plus long (4 ans ou plus).

L'âge de la mère a un impact important sur les chances de survie des enfants qu'elle met au monde. Ainsi, le risque de mortalité infantile est très élevé au niveau des mères de moins de 20 ans (majoritairement des cas de grossesses précoces) et au-delà de 40 ans (majoritairement des cas de grossesses tardives). On observe les taux de mortalité les moins élevés lorsque l'âge de la mère est compris entre 20-29 ans.

Tableau 11 : Mortalité des enfants de moins de cinq ans (en pour mille) selon l'âge de la mère à la naissance

Groupe d'âge de la mère		Mortalité infantile	Mortalité juvénile	Mortalité infanto-juvénile
Moins de 20 ans	ESDB1 1996	116,7	105,5	209,4
	EDSB2 2001	115,0	79,2	185,1
	EDSB3 2006	101	84	177
20-29 ans	ESDB1 1996	92,3	88,9	173,0
	EDSB2 2001	86,3	70,6	150,8
	EDSB3 2006	71	61	128
30-39 ans	ESDB1 1996	113,2	83,8	187,4
	EDSB2 2001	98,5	81,3	171,7
	EDSB3 2006	75	60	131
40-49 ans	ESDB1 1996	125,1	87,1	201,3
	EDSB2 2001	106,9	70,2	169,6

Source : INSAE, EFB1982, EDSB 1996, EDSB 2001, EDSB 2006

Les divers programmes mis en œuvre dans le cadre de l'atteinte de l'OMD, relatif à la baisse de la mortalité infantile et juvénile, devraient en tenir largement compte pour maximiser les effets enregistrés. En même temps que des mesures sont prises pour améliorer la santé des enfants de 0 à 5 ans, des actions devraient aussi être entreprises à l'endroit de leurs mères, particulièrement les adolescentes et celles âgées de 35 à 39 ans.

3.1.3 Evolution de la migration

L'intérêt de l'étude des migrations réside dans l'importance de sa contribution avec les naissances et les décès à la détermination du rythme de croissance des effectifs de population d'une localité ou d'une région ou d'un pays. Par ailleurs, la migration reflète en général le niveau d'attraction ou de répulsion d'une région ou d'une localité selon qu'elle offre ou non les opportunités et les conditions de vie souhaitées par la population. Ainsi, la migration est, dans une certaine mesure, un signal de la qualité de l'aménagement du territoire.

Au plan interne, au RGPH1 de 1979, l'essentiel des mouvements migratoires avait pour destinations les grands centres urbains, notamment la capitale économique Cotonou, où se trouve le siège du Gouvernement béninois et où se concentre la majeure partie des infrastructures socioéconomiques.

Entre 1980-1990, les migrations internes continuent de s'effectuer vers les grandes villes mais les milieux semi-urbains ou semi-ruraux attirent aussi des migrants, notamment en raison des grands projets de développement initiés par l'Etat. Les grandes villes Cotonou, Porto-Novo, Parakou sont alimentées beaucoup plus par les flux migratoires en provenance du milieu semi-urbain des localités environnantes que par l'exode rural, comme par le passé.

Au RGPH3 de 2002, les tendances observées dans l'évolution des migrations à la fin des années 1980 se sont confirmées avec l'attrait du milieu rural.

Entre 1992 et 2002, les migrations internationales (immigrations) ont pris une ampleur remarquable et se caractérisent par une augmentation sensible de la proportion des immigrants non béninois, contrairement aux observations faites à

partir des recensements antérieurs où les Béninois de retour étaient relativement nombreux.

C'est pourquoi, jusqu'en 1992, le solde migratoire de la population béninoise n'a pas fait l'objet d'une attention particulière. Les projections de population à partir des données du RGPH1 de 1979 et du RGPH2 de 1992 ont toujours été faites en tenant compte uniquement compte de la mortalité et de la fécondité de la population. Le solde migratoire a toujours été considérée comme nul. Toutefois, à partir de 2002, en raison de l'importance des mouvements migratoires notamment internationaux, il a été retenu de ne plus considérer le solde migratoire du Bénin comme nul. Mieux, le nombre total d'immigrants au Bénin en 2010 est de 230 000 personnes pendant que les émigrants se chiffrent à 530 000 la même année, selon les estimations de la Banque Mondiale, soit un solde migratoire négatif de 300 000 personnes.

3.2 Facteurs explicatifs de la dynamique démographique au Bénin

3.2.1. Facteurs explicatifs tirés des travaux scientifiques de la revue de la littérature

3.2.1.1. La forte fécondité et la baisse importante de la mortalité infantile

La population du Bénin en 2010 est quatre fois plus nombreuse qu'à l'indépendance. L'accroissement accéléré de la population ainsi mis en évidence est le reflet, d'une part, de la structure par âge jeune, et d'autre part, d'une fécondité qui est restée élevée avec peu de variation, pendant que la mortalité est en baisse.

Au total, entre 1982 et 2006, l'indice synthétique de fécondité a baissé de 19,71% (environ du quart), pendant que le taux de mortalité infanto-juvénile a diminué de 48,56%, soit presque de moitié. Cela permet de comprendre aisément que le fort taux d'accroissement démographique enregistré depuis quelques décennies est principalement dû au niveau encore très élevé de la fécondité, étant donné que les mouvements migratoires, mêmes si elles ne sont pas nulles, influencent très peu ce taux.

Le niveau de l'indice synthétique de fécondité est relativement très élevé au Bénin avec 5,7 enfants en moyenne par femme selon les résultats de l'EDS 2006. Ceci traduit un faible espacement des naissances, ainsi que des naissances précoces et tardives, ayant des impacts négatifs sur la mortalité infantile et la mortalité maternelle.

Comme facteurs explicatifs de la baisse importante de la mortalité, on peut d'abord citer les progrès de la médecine qui ont permis de maîtriser les maladies infantiles. Le développement spectaculaire de la médecine moderne et de la science a renforcé cette évolution en ce sens que certaines maladies qui menaçaient les enfants à bas âge ont aujourd'hui des vaccins pour leur prise en charge. Certaines maladies (paludisme, rougeole, poliomyélite, etc.) jadis incompressibles, sont maîtrisées de nos jours.

Ainsi, le fort taux d'accroissement annuel de 3,27% de la population sur la période 1992-2010 résulte à la fois d'un niveau de fécondité toujours très élevé, quasi-stable depuis plus de trente ans, d'une mortalité en baisse constante du fait des progrès de la médecine et d'un faible solde migratoire de la population.

Une bonne maîtrise du taux d'accroissement de la population devrait tenir compte de ce constat. Des actions y relatives devraient être orientées prioritairement vers une meilleure maîtrise de la fécondité des femmes béninoises, tout en poursuivant et en accentuant même tout ce qui est déjà mis en œuvre en matière de réduction de la mortalité infanto-juvénile et maternelle.

Cependant, agir sur la fécondité suppose qu'on en connaît les déterminants.

Quels sont-ils ?

Les déterminants de la fécondité

Plusieurs auteurs se sont déjà intéressés aux causes des niveaux de fécondité d'une population, notamment celles africaines au sud du Sahara.

On peut classer les déterminants de la fécondité en deux grands groupes :

- *Les déterminants indirects de la fécondité* : C'est un ensemble de facteurs économiques (revenus, fortune), socio-culturels (la religion, l'instruction, la valeur attribuée à l'enfant, le statut de la femme, les coutumes traditionnelles consécutives à la naissance de l'enfant) et environnementaux (modernisation (instruction, urbanisation)) qui influencent les normes de procréation d'une population donnée.

- *Les déterminants proches de la fécondité* : ce sont les variables intermédiaires de Davis et Blake (1956) reprises et modélisées par Bongaarts (1978), qui influencent directement le niveau de fécondité d'une population. Selon ces auteurs, les variables socio-culturelles n'agissent pas directement sur la fécondité, mais par le biais de onze variables qui influencent directement la fécondité. Il s'agit des facteurs biologiques (infécondité post partum, fausses couches, stérilité et autres formes de sous-fécondité), et des pratiques matrimoniales (polygamie, âge au mariage, mobilité conjugale), de l'espacement des naissances, (abstinence, allaitement post partum), contraception et avortement.

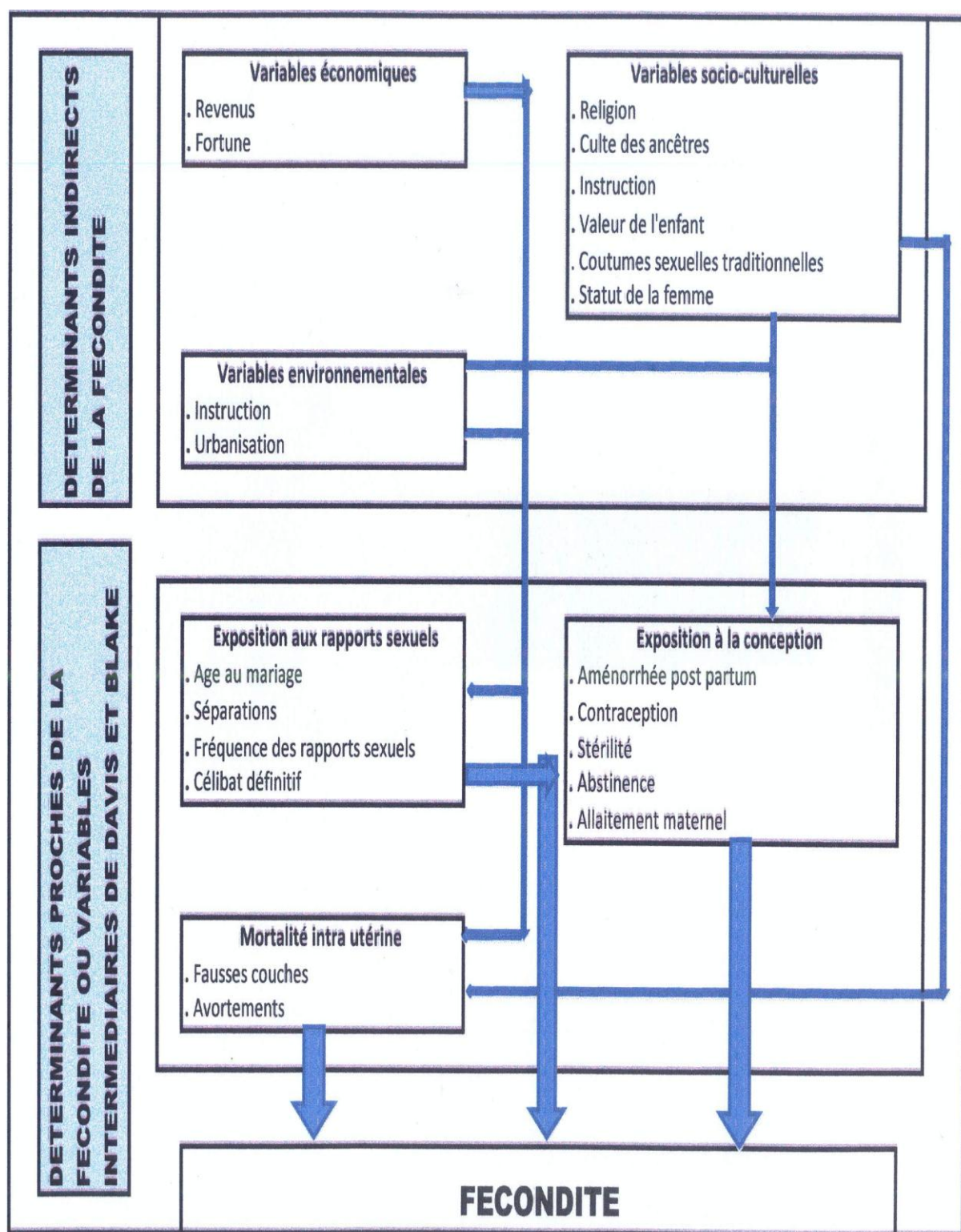


Figure 10 : Les déterminants de la fécondité

Source : A partir du point des recherches sur les déterminants de la fécondité en Afrique subsaharienne, in **ODJOUBE J, (1991)**, « Fécondité, Elite et Migrations :étude qualitative exploratoire », Septembre 1991, 119 pages.

3.2.1.2 Répartition de la population par sexe et par âge

En termes de répartition par groupe d'âges, la population du Bénin est classée parmi celles dont la proportion des moins de 15 ans avoisine les 50%. Celle de 60 ans et plus représente environ 6% de la population. Ainsi, les moins de 15 ans et les 60 ans et plus réunis représentent environ 52% de la population. Cette proportion a évolué de 51,7% en 1961 à 52,5% en 2002, en passant par des pics de 56,1% en 1979 et 54 % en 1992. En d'autres termes, les populations de 15 à 59 ans, qui représentent 47,5% de la population totale en 2002 doivent travailler plus de deux fois plus pour prendre en charge à la fois les inactifs et eux-mêmes.

Groupe d'âges	1961	1979	1992	2002	2010*
0 - 14 ans	46,1	48,9	48,0	47,0	45,3
15 - 59 ans	48,2	43,9	46,0	47,5	50,5
60 ans et +	5,6	7,2	6,0	5,5	4,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 12 : Structure par âge de la population de 1961 à 2010

Source : INSAE, RGPH 1, 2 et 3

* A partir des estimations de l'INSAE

Certes, cette proportion est passée à 50,5% en 2011 (sur la base des projections de la population réalisées par l'INSAE), mais il faut que cette proportion soit beaucoup plus élevée pour relever le défi de la prise en charge correcte des inactifs. A Maurice, pays actuellement compté parmi les pays émergents, la proportion des personnes de 15 à 59 ans, sur laquelle repose l'activité économique, représente 70% de la population totale.

Ce n'est pas tant l'effectif de la population du Bénin qui pose problème mais plutôt sa structure par âges. En effet, la pyramide par sexe et par âge de la population du Bénin présente une base large, avec près de 50% de personnes ayant moins de 15 ans, reflet de la jeunesse de cette population. Ensuite, cette pyramide se rétrécit rapidement avec l'âge, traduisant ainsi une forte mortalité.

De plus, la forte base de la pyramide par âge de la population lui donne un fort potentiel d'accroissement dans les décennies à venir, car la forte proportion d'enfants de moins de 15 ans a de fortes chances d'atteindre l'âge adulte (en raison de la baisse de la mortalité) et de procréer à son tour, entretenant ainsi un fort accroissement.

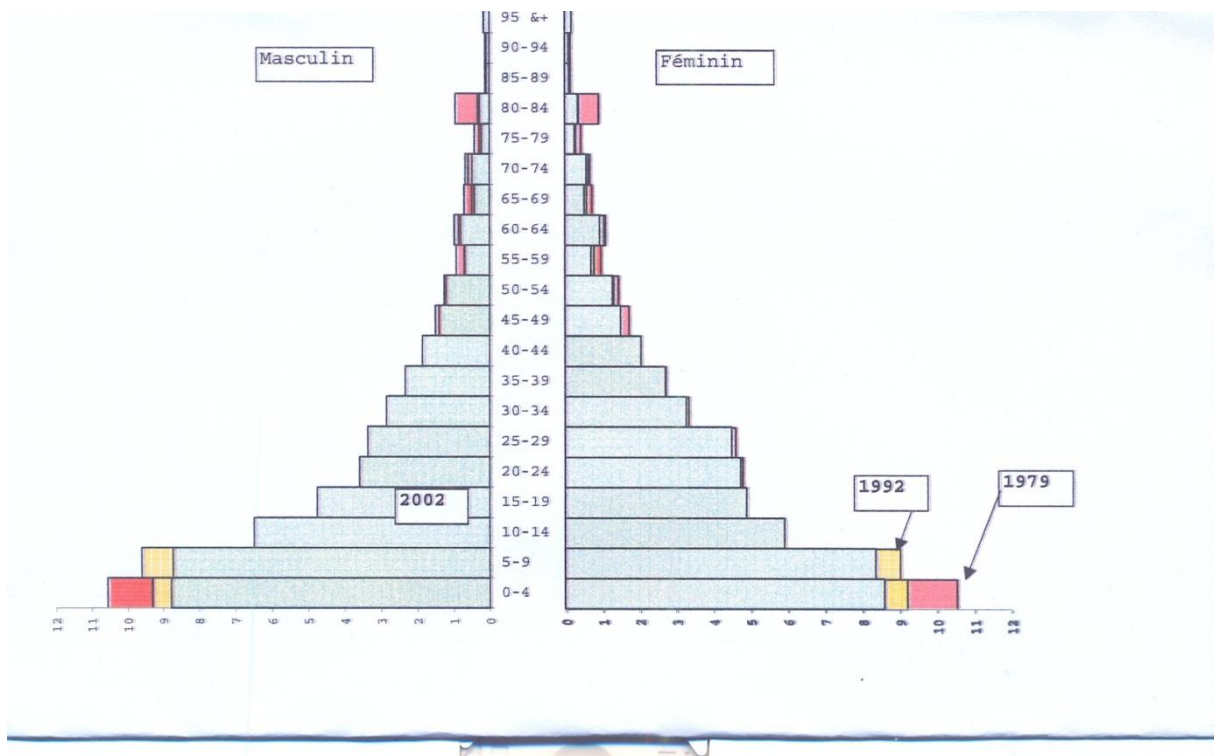


Figure 11 : Superposition des pyramides des populations résidentes au Bénin en 1979, 1992 et 2002 par sexe et groupes d'âges quinquennaux.

Source : INSAE, RGPH3

3.2.2. Facteurs explicatifs de la dynamique démographiques évoqués par les populations et figurant dans la littérature

En marge de la revue de littérature, l'enquête qualitative menée auprès des populations a permis de recueillir les raisons qui expliquent, selon elles, la dynamique démographique au Bénin. Certaines de leurs réponses rejoignent celles relevées dans la littérature. Elles font parfois explicitement cas de la forte fécondité et parfois elles font allusion aux déterminants proches ou indirects de la fécondité. Au nombre des réponses conformes à celles déjà identifiées par les travaux antérieurs, on peut citer :

3.2.2.1 Facteurs explicatifs identiques à ceux de la littérature

3.2.2.1.1 La baisse considérable de la mortalité

« Le taux de mortalité infantile a baissé considérablement et aussi les épidémies sont rares, c'est une avancée significative, homme, milieu urbain ».

Au plan biologique, les populations citent le développement physiologique très précoce des filles.

3.2.2.1.2 La forte natalité

Certains affirment que les naissances expliquent l'évolution démographique. *« C'est le fait qu'on procrée ».*

3.2.2.1.3 La polygamie

La polygamie, dans un contexte où l'enfant est considéré comme « une richesse », pour certains, explique la croissance démographique. Pour d'autres encore, *« aujourd'hui, il est plus facile de prendre des femmes ; la dot est en train de disparaître, ce qui encourage la polygamie et la croissance démographique peut s'expliquer ».* Mieux, un certain nombre de personnes pense que c'est parce que la société a connu beaucoup d'évolution et que *« le sexe n'est plus un tabou ».* La polygamie favorise une descendance nombreuse.

« Les hommes sont à la base parce qu'ils sont pour la plupart des polygames, C'est à cause des nombreuses femmes que prennent les hommes, elles engendrent beaucoup d'enfants ».

« Moi par exemple, j'ai 4 femmes et chacune de ces femmes a 5 enfants et chacun d'eux à leur tour en a fait 25. Donc, c'est la polygamie qui est à la base de la croissance démographique, homme, 55 ans, marié, cultivateur, primaire, vodoun ».

« La polygamie a pris de nos jours plus d'ampleur que par le passé, homme, 48 ans ; marié, primaire maçon, animiste »

Cependant, des données permettent de suivre les tendances de la pratique de la polygamie. Ainsi, le niveau de la polygamie observée en 2002 (27%) paraît en baisse légère, comparativement aux données de 1992 (30% des hommes mariés) et celles de 1979 (31% des hommes mariés). Cette baisse a déjà été relevée par les deux enquêtes démographiques et de santé de 1996 et de 2001. Le pourcentage de

femmes âgées de 15 à 49 ans vivant dans une union polygame est passé de 50% à 45%.

Même si les données ne mettent pas en exergue une tendance claire quant à la baisse de l'intensité de la pratique de la polygamie, elles permettent, contrairement aux déclarations des populations à la base, de conclure que la polygamie ne peut être responsable du fort taux de croissance démographique au Bénin.

3.2.2.1.4 Les mariages et les activités sexuelles précoces

Les leaders et le personnel des services déconcentrés affirment que, de nos jours, les jeunes entrent très tôt en activité sexuelle, ce qui a pour conséquences les grossesses non désirées qui font que les naissances non planifiées surviennent.

« L'évolution de la population s'explique par « la précocité et l'universalité du mariage surtout en milieu rural, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, la diminution des intervalles inter-génésiques et une prévalence contraceptive toujours faible ; homme, milieu urbain ».

« Aujourd'hui, même à 12 ans les filles commencent par procréer. Le sexe n'est plus un tabou. Les mariages se font très précocement ; femme, 38 ans, mariée, commerçante ».

Cependant, le tableau 1 révèle que la fécondité des adolescentes est restée globalement stable de 1982 à 2006, et affiche une tendance à la baisse. Il en est de même pour la contribution des femmes âgées de 15 à 19 ans à la fécondité générale. L'évolution de la population béninoise ne saurait donc être imputée aux adolescentes.

De même, l'argumentation relative à la précocité du mariage ne peut pas être un facteur explicatif probant de la forte croissance démographique. En effet, l'âge moyen au premier mariage est passé de 24,9 ans en 1979 à 26,4 ans en 2002 pour les hommes et de 17,6 ans en 1979 à 19,9 ans en 2002 pour les femmes. Le premier mariage survient donc de plus en plus tard et non plus précocement comme annoncé par les populations à la base.

Tableau 13 : Evolution des indicateurs de nuptialité de 1979 à 2002

	Intensité de la nuptialité			Age moyen au premier mariage		
	1979	1992	2002	1979	1992	2002
Hommes	0,940	0,937	0,960	24,9	26,4	26,4
Femmes	0,980	0,969	0,980	17, 6	19,2	19,9

Source : INSAE, RGPH1, RGPH2 et RGPH3

Par contre, selon les résultats de l'EDSB de 2006, l'âge médian aux premiers rapports sexuels varie entre 18,1 ans chez les femmes de 45 à 49 ans et 17,7 ans chez celles plus jeunes de 20 - 24 ans. Les premiers rapports sexuels interviennent donc 1 an plus tôt chez la moitié des femmes de la jeune génération que chez leurs aînées. Ce qui peut expliquer en partie l'évolution de la population béninoise, notamment en l'absence d'utilisation massive de la contraception moderne, comme c'est le cas dans le pays.

3.2.2.1.5 Les facteurs socio-culturels et les considérations religieuses

Au dire des populations, les facteurs socio-culturels contribueraient pour une grande part à la dynamique démographique en cours au Bénin. Selon la culture, l'enfant est une richesse et un don de Dieu et par conséquent une forte main d'œuvre en devenir. La recherche d'un enfant de sexe masculin ou féminin peut aussi expliquer l'évolution de la population. La plupart de Béninois déclarent que, « *la descendance nombreuse est signe de richesse* ». « *Nos traditions trouvent que avoir beaucoup d'enfants est une richesse et un don de Dieu, même la religion musulmane, homme, milieu urbain* ».

« *La valeur d'un homme dépend du nombre d'enfants qu'il possède. Plus tu as d'enfants, plus tu as de la valeur dans notre milieu, femme, 30 ans, mariée, cultivatrice* ».

« *Ici à [...], nous n'avons pas d'argent, c'est pourquoi nous procréons suffisamment pour avoir du monde autour de nous. Si tu n'as ni argent ni enfants, c'est comme si tu ne vis pas, homme, 60 ans, marié, éleveur, sans instruction, chrétien* ».

Certaines considérations religieuses seraient aussi à l'origine de la descendance nombreuse. Selon leurs propos, Dieu et le prophète Mahomet ont ordonné aux hommes de se multiplier.

« Selon nos coutumes, une femme doit accoucher tous les enfants que Dieu lui donne, par conséquent pas de planification, homme, 21 ans, célibataire, catholique ».

3.2.2.1.6 Le milieu de résidence

Les milieux de résidence (rural et urbain) entraînent des différences de comportement dues à l'environnement économique, aux conditions de vie dans les ménages, au niveau d'instruction et à l'urbanisation. Les données consignées dans le tableau 5 ci-après le démontrent, notamment en ce qui concerne l'indice synthétique de fécondité, l'âge médian aux premiers rapports sexuels et le pourcentage d'adolescents ayant commencé leur vie féconde.

Tableau 14 : Quelques indicateurs de nuptialité et de fécondité selon les milieux de résidence et le quintile du bien-être économique

Milieu de résidence	Age médian aux premiers rapports sexuels		Pourcentage d'adolescentes (15-19 ans) ayant commencé leur vie féconde	Indice synthétique de fécondité
	Hommes 20-64 ans	Femmes 20-49 ans		
Cotonou	18,4	18,6	6,5	3,7 enfants
Autres villes	18,8	18,0	15,4	5,3 enfants
Ensemble urbain	18,7	18,2	13,1	
Rural	18,5	17,5	28,6	6,3 enfants
Ensemble Bénin	18,6	17,8	21,4	5,7 enfants
Niveau d'instruction				
Aucune instruction	18,8	17,5	-	6,4 enfants
Primaire	18,5	18,0	-	5,2 enfants
Secondaire 1 ^{er} cycle	18,4	18,3	-	4,0 enfants
Secondaire 2 ^{eme} cycle et +	18,5	19,1	-	3,4 enfants
Quintile du bien-être économique				
Le plus pauvre	-	-	-	7,0 enfants
Second	-	-	-	6,6 enfants
Moyen	-	-	-	6,2 enfants
Quatrième	-	-	-	5,3 enfants
Le plus riche	-	-	-	5,7 enfants

Source : EDSB 2006

L'Indice Synthétique de Fécondité affiche des niveaux plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain. Il en est de même pour le pourcentage d'adolescentes ayant débuté leur vie féconde. Par contre, l'âge médian aux premiers rapports sexuels est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural.

3.2.2.1.7 La non scolarisation des filles

Certains propos des populations le corroborent :

« *Le manque de scolarisation et les mariages forcés, femme, 30 ans, mariée* »
« *Ici les filles ne vont pas à l'école et se marient très jeunes pour faire beaucoup d'enfants, femme, 21 ans, célibataire* ».

Le tableau 5, qui présente l'indice synthétique de fécondité (ISF) selon le niveau d'instruction des femmes appuie cette assertion. En effet, pendant que l'ISF est de 6,4 enfants pour les femmes qui n'ont aucun niveau d'instruction, il est « seulement » de 3,4 enfants pour celles ayant au moins le niveau du second cycle du secondaire.

3.2.2.1.8 L'absence d'un cadre réglementaire et juridique limitant les naissances au Bénin et l'absence de planification des naissances

Selon les populations, « *Il n'y a pas une loi de limitation des naissances. Il n'y a pas une politique anti nataliste pour freiner le nombre d'enfants. Dans les milieux ruraux, les populations n'ayant pas d'activités de loisirs pour s'occuper, c'est la livraison à l'acte sexuel sans mesure ; homme, milieu urbain* ».

Cette affirmation n'est pas totalement vraie, en ce sens que, depuis mai 1996, le Bénin dispose d'une Déclaration de Politique de Population (DEPOLIPO) portant sur la période 1996-2016 révisée en 2006. Certes, la DEPOLIPO ne propose pas explicitement la limitation des naissances, mais met plutôt l'accent sur la promotion d'une parenté et d'une fécondité responsables. De même, depuis 2003, le Bénin dispose d'une loi sur la santé sexuelle et reproductive.

Encadré 1 : La DEPOLIPO

En mai 1996 la première Déclaration de Politique de Population (DEPOLIPO) portant sur la période 1996-2016 a été adoptée. Cette politique affichait une liste de 16 objectifs généraux, portant sur l'éducation, la santé, la fécondité, les migrations, l'environnement, le genre, des populations spécifiques (jeunes, vieux, handicapés), l'amélioration des connaissances et la mobilisation de la population sur les problèmes socio-économiques et démographiques du pays. Le relèvement de l'espérance de vie à la naissance (de 54 ans en 1992 à 65 ans en 2016) et la promotion d'« une fécondité responsable » figuraient respectivement en 3^{ème} et 4^{ème} position dans cette liste. L'évaluation de cette politique réalisée en 2003, a révélé des insuffisances liées à la formulation des objectifs spécifiques et l'inexistence d'un plan d'action et de suivi de la DEPOLIPO. Ce qui a conduit à sa révision en 2006.

La nouvelle politique adoptée a gardé les objectifs et les stratégies de la première politique en procédant, toutefois à certaines reformulations et en retenant des indicateurs quantitatifs pour l'évaluation des objectifs. Il s'agit notamment de :

- la réduction de la mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans de 146,4‰ en 2002 à 90,0‰ en 2016 ;
- la réduction de la mortalité maternelle de 474 pour 100.000 naissances vivantes en 2002 à 390 en 2016 ;
- la réduction du taux de fécondité des femmes âgées de 15-49 ans de 27‰ en 2001 à 15‰ en 2016, ce qui correspond à une fécondité de 3,1 enfants par femme en 2016.
- l'augmentation de la prévalence contraceptive (pour l'ensemble des méthodes) chez les femmes âgées de 15-49 ans de 17,8% en 2001 à 40% en 2016. Cela correspond à une augmentation annuelle de la prévalence de +1,5 point de pourcentage par an, ce qui suppose la mise en place d'un programme ambitieux d'augmentation de l'utilisation de la contraception.

La politique de 2006 dispose d'une matrice de suivi des indicateurs. Aucune évaluation de la DEPOLIPO 2006 n'a été faite, toutefois l'examen des nouveaux documents programmatiques a montré que les ambitions de la déclaration étaient en deçà des ambitions exprimées par la nouvelle vision politique. Par ailleurs, la Déclaration n'a pas fait objet de budgétisation et ne dispose pas de plan d'action. Il est donc difficile d'estimer le niveau de financement nécessaire à sa mise en œuvre et le niveau de réalisation actuelle.

Cependant, avec l'adoption d'une nouvelle vision de développement décrite dans les Orientations Stratégiques de Développement (OSD) 2006-2011 et de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (2007-2009) et compte tenu de la disponibilité de nouvelles données (DHS et Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages -EMICoV- de 2006), une nouvelle révision de la DEPOLIPO est apparu nécessaire. Le processus de révision a démarré en 2008 et un document faisant divers recommandations a été élaboré.

Ce document propose que la nouvelle DEPOLIPO envisagée puisse contribuer à l'amélioration du niveau et de la qualité de vie des populations et décline cet objectif général en trois objectifs spécifiques et divers axes stratégiques.

Les objectifs spécifiques proposés sont :

- la maîtrise de la dynamique démographique ;
- la couverture des besoins sociaux résultant de la structure et de la dynamique démographique ;
- l'amélioration et la coordination des actions menées dans le domaine de la population.

Les axes stratégiques proposés, concernent la promotion d'une fécondité responsable, les migrations, la santé, l'éducation, la protection des personnes vulnérables, la sécurité alimentaire, l'amélioration des connaissances et la promotion de la prise en compte des questions de population, genre et développement dans les plans, projets et programmes au niveau national, régional et local. Les objectifs quantitatifs proposés concernant la mortalité des enfants, la mortalité maternelle, la fécondité et la prévalence contraceptive sont les mêmes que la DEPOLIPO 2006. Ce document qui n'est toujours qu'un projet a été soumis à la Commission Nationale des Ressources Humaines et de Population qui, après examen et amendements, décidera s'il convient de le soumettre au Gouvernement.

Source : Jean-Pierre Guengant, (2011), « Comment bénéficier du dividende démographique ? », La démographie au centre des trajectoires de développement dans les pays de l'UEMOA, Analyse pays Bénin, p30. p29.

Encadré 2 : Les politiques de santé et en santé de la reproduction

Le processus d'élaboration d'une nouvelle politique de santé entamé en 2006, a débouché sur un Plan National de Développement Sanitaire (PNDS couvrant la période 2009-2018. Utilisant les résultats du RGPH3 de 2002, le PNDS constate que le fort taux de croissance démographique de 3,25% induirait à un accroissement des besoins de santé et notamment une augmentation permanente des besoins de protection de la mère et de l'enfant. Néanmoins les objectifs retenus dans ce plan ne s'appuient pas sur des scénarios d'évolution de croissance démographique. Le PNDS 2009-2018 souligne cependant que l'adoption de la DEPOLIPO en 1996 a marqué un début d'accélération de la création de dispositifs institutionnels multiples en faveur de la santé de la reproduction. Les programmes et sous-programmes retenus concernent la promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base, la santé de la reproduction, la lutte contre la maladie et le renforcement des ressources humaines du secteur. La santé de la reproduction est déclinée en deux sous-programmes, la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale et la lutte contre la mortalité infanto-juvénile, avec des objectifs généraux et des objectifs spécifiques.

Comme d'autres pays de la sous-région, le Bénin a adopté en 2003 une loi relative à la santé sexuelle et à la reproduction (loi N° 2003 du 03 mars 2003). Cette loi reconnaît l'égalité de l'homme et de la femme en droit et en dignité en matière de santé de la reproduction et consacre le principe de l'autodétermination en matière de mariage et de procréation. Par ailleurs, la loi met l'accent sur la responsabilité de l'Etat à veiller à la sauvegarde, à la promotion et à la protection du droit à la santé de la reproduction de tout être humain.

En 2006, le Bénin a également élaboré à partir de la feuille de route de l'Union Africaine, une Stratégie nationale de réduction de la mortalité maternelle et néonatale pour la période 2006-2015. Cette stratégie affiche des objectifs moins ambitieux que ceux du dernier PNDS en ce qui concerne les mortalités maternelle et néonatale : des taux de 390 pour 100.000 naissances et de 21‰ d'ici 2015 sont visés respectivement. La prévalence contraceptive est citée comme indicateur d'impact sans fixation d'un objectif quantitatif.

Enfin toujours en 2006, la Direction de la Santé de la Famille du Ministère de la Santé a élaboré une Stratégie Nationale pour la Sécurisation des Produits en Santé de la Reproduction pour la période 2006-2015 (SNSPSR). Cette stratégie est conçue comme un outil d'opérationnalisation de la stratégie de réduction de la mortalité maternelle et néonatale. La SNSPSR définit une vision du Bénin à l'horizon 2015 qui stipule que plus aucune femme ne mourra en donnant la vie et que tout enfant naîtra vivant, bien portant et ne mourra pas, parce que les produits en santé de la reproduction seront sécurisés dans le pays, leur financement et leur approvisionnement seront pérennisés et leur gestion transparente et efficiente. La SNSPSR se fixe ainsi trois buts essentiels : la sécurisation du financement, un approvisionnement fiable et une gestion transparente. La SNSPSR concerne les contraceptifs, les concentrateurs d'oxygène, les solutés, le sang et les consommables médicaux. L'accent est mis sur les contraceptifs qui doivent servir comme « carburant » devant alimenter le fonctionnement de la stratégie.

Le document de stratégie part du constat que l'offre des services en Santé de la Reproduction n'est pas de qualité et que la prévalence contraceptive (méthodes modernes) était en 2001 de 11,8% à Cotonou et 5,8% en milieu rural. Après analyse des capacités en approvisionnement et en gestion des produits en santé de la reproduction, le document de stratégie constate que les besoins en produits sont mal estimés et qu'en conséquence ils ne sont pas couverts correctement. Par ailleurs, le document de stratégie fait les constats suivants :

- la sécurisation des produits en santé de la reproduction n'est pas encore une priorité nationale ;
- l'absence de coordination des PTF intervenant dans le secteur ;
- une multiplicité des sources de financement insuffisante ou non harmonisée et mal coordonnée et une insuffisance de financement de l'Etat;
- une absence d'appropriation du processus d'acquisition des produits en santé de la reproduction.

A partir de ces éléments la SSPSR a retenu quatre axes stratégiques d'intervention qui portent sur la nécessité :

1. d'un engagement politique de l'Etat et la coordination de l'aide extérieure ;
2. d'un financement intégré, sécurisé et progressivement autonome ;
3. d'un approvisionnement des produits SR de qualité, maîtrisé et sécurisé et d'une gestion performante des produits;
4. d'une offre intégrée des services de SR de qualité 7 jours sur 7 pour satisfaire une demande accrue.

L'estimation des besoins en produits contraceptifs est faite à partir d'une projection basée sur les quantités de contraceptifs cédées par certaines structures clés en 2003-2005, mais aucun objectif en termes de prévalence contraceptive n'est fixé.

Source : Jean-Pierre Guengant, (2011), « Comment bénéficier du dividende démographique ? », La démographie au centre des trajectoires de développement dans les pays de l'UEMOA, Analyse pays Bénin, p30.

3.2.2.1.9 Facteurs économiques

De l'avis des populations à la base, certains facteurs économiques seraient à la base de la dynamique démographique actuelle. Ainsi, pour elles, la pauvreté et la vulnérabilité à la pauvreté restent au Bénin des causes importantes de la croissance démographique. Les propos suivants l'illustrent.

« La pauvreté explique ce rythme d'évolution par le fait que nous n'avons plus d'autre activité que le mariage et cette pauvreté bloque aussi l'instruction des enfants. Puisque les filles ont faim avec un peu d'argent elles se livrent aux hommes », homme, 33 ans, marié, secondaire 2, couturier, chrétien »

« Ce qui peut expliquer cette croissance est notre état de pauvreté, parce que nous pensons que quand nous avons beaucoup d'enfants, les aides vont venir de plusieurs endroits demain quand ils auront du travail, femme, 37 ans, mariée, sans instruction, commerçante, catholique ».

Pour d'autres, l'enfant est une source de revenu, en témoignent les propos suivants :

« Le placement des enfants dans les villes permet aux parents d'obtenir de l'argent pour subvenir à leurs besoins ; homme, 38 ans, marié, couturier, catholique »

« Un enfant en plus est comme un investissement. Par la grâce de Dieu, quand il grandira, il aidera dans les activités économiques, homme, 45 ans, marié, menuisier- soudeur, musulman »

« C'est à cause de la main d'œuvre agricole que nous faisons beaucoup d'enfants ou autant, homme, 24 ans, marié, primaire, mécanicien, musulman ».

Dans les milieux ruraux, les populations estiment que l'enfant est une main d'œuvre utile à l'agriculture. Pour elles, *« avoir beaucoup d'enfants c'est avoir de la main d'œuvre gratuite et abondante pour les travaux champêtres »*. Pour les femmes rurales, *« c'est parce que nos maris ont des terres à cultiver qu'ils nous font faire beaucoup d'enfants »*.

« Le rythme d'évolution de la population a une conséquence positive sur la main d'œuvre chez nous, au lac, car si nous avons un travail à faire et que nous sommes nombreux, nous le faisons vite comparativement au passé où nous ne sommes pas nombreux. C'est surtout dans le domaine de la pêche, femme, 54 ans, mariée ».

Les propos ci-dessus de certains parents montrent que c'est le souci d'utiliser les enfants pour les travaux champêtres qui les poussent à en avoir beaucoup. Pour eux, les enfants constituent une main d'œuvre gratuite et le placement d'enfants procurent des revenus aux ménages. Cette assertion se trouve vérifiée, lorsqu'on examine les données du tableau 14. En effet, plus le niveau de bien-être économique de la femme est bas, plus son indice synthétique de fécondité est élevé.

3.2.2.1.10 Les migrations

Les migrations contribueraient pour une part importante à la croissance démographique. Parlant de la migration, de la paix et de la stabilité politique comme facteurs explicatifs de la croissance démographique, les expressions suivantes sont utilisées par les populations :

« Ce n'est pas nous seuls qui faisons que la population augmente, c'est surtout les étrangers » ;

« Il y a aussi les migrations et ajoutons aussi que notre pays est un pays de paix, ce qui favorise l'entrée des étrangers ».

3.2.2. Facteurs explicatifs évoqués par les populations ne figurant pas dans la littérature

3.2.2.1 Le fort taux de mortalité

Certaines personnes pensent qu'il faut faire au-delà du nombre d'enfants souhaité car la mort peut intervenir à tout moment. *« Si le ménage n'avait pas beaucoup d'enfants, il lui serait difficile de supporter cette situation ».*

Les déclarations suivantes illustrent cette assertion :

« Il faut faire un enfant en plus parce qu'on ne sait jamais, la mort peut frapper et diminuer ceux qui étaient là, homme, 49 ans, marié, cultivateur ».

« Nous sommes obligés de faire beaucoup d'enfants pour combler les éventuels décès provoqués par les maladies, la sorcellerie et autres, homme, 67 ans marié, cultivateur ».

« Tu ne sais pas ce que la vie te réserve. Si tu fais peu d'enfants, s'ils décèdent tu feras quoi ? Donc, on en fait beaucoup. Chez nous [...] on n'arrête pas de procréer tant qu'on se porte bien et quel que soit le nombre d'enfants que tu as, homme, 55 ans marié, cadre supérieur, agronome ».

Cependant, les données des tableaux 11 et 12 démontrent plutôt que la mortalité, aussi bien des enfants que des adultes, a baissé régulièrement au cours des 30 dernières années. Cet argument du niveau de mortalité ne saurait donc expliquer la dynamique démographique au Bénin.

3.2.2.2 L'instabilité des régimes politiques dans la sous-région.

Pour certains, la paix, « hospitalité des Béninois » et la stabilité politique dont jouit le Bénin et l'instabilité des régimes politiques dans la sous-région suite à des guerres civiles et des coups d'Etat font du pays, une terre d'accueil de nombreux réfugiés.

Cependant, les immigrants externes en 2002 étaient de 156 748 personnes, dont 49,17% d'étrangers, soit 77 073 personnes. Cela ne représente que 1,13% de la population résidente du Bénin en 2002. On ne peut donc imputer la dynamique démographique aux migrations, plus spécifiquement à l'immigration d'étrangers au Bénin.

Au total, certains indicateurs se révèlent des déterminants de la croissance démographique actuelle au Bénin. Ils ont été aussi bien cités par les populations à la base que confirmés par les données disponibles. Il s'agit notamment de la situation de bien-être économique, de la baisse de la mortalité et d'un niveau encore très élevé de la natalité, du milieu de résidence, du niveau d'instruction et des facteurs socio-culturels et religieux.

3.3. Conséquences de la dynamique démographique

3.3.1 Répartition spatiale de la population et pression démographique sur les terres

La densité de la population du Bénin est passée de 30 habitants au km² en 1979 à 76 habitants/km² en 2010, soit plus de 2 fois en 2010. La pression démographique sur l'ensemble des terres, est donc bien perceptible. Les conséquences sont entre autres, l'amenuisement de l'espace disponible par habitant, la promiscuité, une forte tension sur les infrastructures de base existantes telles que les écoles, les centres de santé, les points d'eau potable. De même, cette forte pression démographique conduit entre autres à une forte pression sur l'environnement, les ressources forestières, halieutiques, aquatiques et autres existantes pour combler les besoins de la population sans cesse croissante. De même, la forte croissance de la population a un impact certain sur la superficie de terre cultivable disponible par habitant, comme le montrent le tableau 16 ci-dessous.

Tableau 15 : Evolution de quelques indicateurs de pression sur les terres au Bénin de 1979 à 2010

INDICATEURS	1979	1992	2002	2005	2010
Superficie (km ²)	112 622	114 763	114 763	114 763	114 763
Population totale (milliers)	3 331,2	4 915,6	6 769,9	7 447,5	8 713,3
Densité (Hbt/Km ²)	29,6	42,8	59,0	64,9	75,9
Superficie cultivable (km ²)	70 500	70 500	70 500	70 500	70 500
Population active agricole (milliers)	-	1 149,3	1 324,4	1384,1	1497,4
Densité critique agricole	-	16,3	18,8	19,9	22,5
Superficie moyenne cultivable (ha)	-	6,1	5,3	5,0	4,4

Source : A partir des données de l'INSAE, RGHH1, 2 et 3

D'autres indicateurs renseignent encore mieux sur la pression exercée sur les terres du fait d'une forte croissance démographique. Il s'agit notamment de la densité critique agricole, qui représente la concentration de la population active agricole sur les superficies cultivables. Cette densité est passée de 16,3 en 1992 à 22,5 en 2010, soit une augmentation de 38% en l'espace de 18 ans. De la même manière, la

superficie moyenne cultivable est passée de 6,1 ha en 1992 à 4,4 ha en 2010, soit une diminution de 28% en 18 ans.

Cela est confirmé par des propos des populations à la base :

« L'augmentation de la population fait qu'il n'y a plus de terre cultivable. On constitue des bouches à nourrir alors qu'il n'y a plus de travail, homme, 38 ans, marié, agriculteur, primaire ».

« Nous ne trouvons plus de terres cultivables, on ne fait qu'en louer pour faire le champ et c'est très difficile de gagner quelque chose pour faire manger toute la famille, femme, 50 ans, mariée, cultivatrice ».

« Pas de terre car l'acquisition est chère. La main d'œuvre existe, mais il n'y a pas de capital, femme, 60 ans, veuve, vendeuse ».

3.3.2 En terme de pression sur les infrastructures sanitaires et le personnel sanitaire qualifié

Plus spécifiquement en ce qui concerne les infrastructures sociales de base, pendant que la population continue de croître de façon importante (la population s'est accrue de 30% entre 2002 et 2010), le nombre de formations sanitaires publiques est passé de 619 en 2002 à 563 en 2010, soit une diminution de 9% en 8 ans. Ce sont pourtant ces formations sanitaires qui sont censées être les plus accessibles à la majorité de la population, en raison du coût des prestations et de leur proximité des populations.

Tableau 16 : Accroissement de la population et du nombre de formations sanitaires entre 2002 et 2010

Département	Population en 2002	Population en 2010	Formations sanitaires publiques 2002	Formations sanitaires publiques 2010	Accroissement pop de 2002 à 2010	Accroissement nombre formations sanitaires de 2002 à 2010
ALIBORI	521 093	675 709	46	41	1,30	0,89
ATACORA	549 417	712 437	52	46	1,30	0,88
ATLANTIQUE	801 683	1 039 554	76	71	1,30	0,93
BORGOU	724 171	939 043	68	45	1,30	0,66
COLLINES	535 923	694 939	54	50	1,30	0,93
COUFFO	524 586	680 238	40	44	1,30	1,10
DONGA	350 062	453 931	33	28	1,30	0,85

Département	Population en 2002	Population en 2010	Formations sanitaires publiques 2002	Formations sanitaires publiques 2010	Accroissement pop de 2002 à 2010	Accroissement nombre formations sanitaires de 2002 à 2010
LITTORAL	665 100	862 445	39	14	1,30	0,36
MONO	360 037	466 865	38	38	1,30	1,00
OUEME	730 772	947 603	71	78	1,30	1,10
PLATEAU	407 116	527 913	41	49	1,30	1,20
ZOU	599 954	777 969	61	59	1,30	0,97
BENIN	6 769 914	8 778 646	619	563	1,30	0,91

Source : A partir des données de l'INSAE, RGPH2 et 3

Les disparités sont importantes entre départements. En effet, les départements du Littoral, du Borgou et de la Donga sont ceux qui ont perdu le plus de formations sanitaires publiques entre 2002 et 2010, pendant que ceux du Plateau et de l'Ouémé ont enregistré une augmentation du nombre de formations sanitaires de 10 à 20%. Quand bien même les formations sanitaires ont augmenté dans ces départements, c'est dans une proportion inférieure à celle de la population. La tension est donc toujours forte sur les infrastructures sanitaires.

3.3.3 En terme de pression sur les infrastructures scolaires et le personnel enseignant

En ce qui concerne l'enseignement maternel, la population pré scolarisable est passée de 749 587 en 2002 à 889 906 en 2010, du fait de l'accroissement rapide de la population. Dans le même temps, l'effectif des élèves est passé de 66 481 en 2002 à 97 333 en 2010, pour un nombre d'enseignants qui s'est accru de 1981 en 2002 à 2928 en 2010. Le ratio élèves/maître est donc passé de 34 en 2002 à 33 en 2010, dénotant une légère amélioration

La population scolarisable au primaire est passée de 1 296 907 en 2002 à 1 787 940 en 2010 pendant que l'effectif des élèves est passé de 1 171 806 en 2002 à 1 719 390 en 2009. Le ratio élèves/maître s'est amélioré globalement en passant de 55,3 en 2002 à 44,4 en 2010. La situation n'est pas similaire dans tous les départements. Ainsi, ce ratio est de 55,4 dans l'Alibori, 52,7 dans le Plateau, 52 dans le Borgou et 32,5 dans le Littoral. Il se pose encore une fois le problème de la

répartition équitable du personnel enseignant dans le primaire sur toute l'étendue du territoire national.

Le nombre de places assises est passé de 864 311 en 2002 à 1 215 926 en 2009. Ainsi, le déficit de places assises de 307 495 en 2002 s'est accentué, notamment du fait de l'accroissement de la population pour atteindre 572 014 en 2009. Ainsi, le ratio place assise par élève est passé de 0,74 en 2002 à 0,71 en 2009. Lorsqu'on s'intéresse aux départements, ce ratio est de 0,71 dans le Plateau contre 1,01 dans le Littoral en 2009. Le problème de la répartition équitable des équipements et du mobilier scolaires continue donc de se poser avec acuité.

3.3.4 En terme de pression sur les points d'eau en milieu rural

Quant aux points d'eau fonctionnels en milieu rural, des progrès importants ont été accomplis entre 2005 et 2010, faisant passer les points d'eau fonctionnels de 827 en 2005 à 1931 soit d'un ratio de 559 habitants par point d'eau en 2005 à un ratio de 275 habitants par point d'eau en 2010.

Le ratio de 250 habitants par point d'eau n'est toujours pas encore atteint et il faut que les efforts se poursuivent et soient intensifiés pour atteindre cette cible, en raison du fort taux d'accroissement démographique.

3.3.5 En matière d'autonomisation de la femme

La composante majoritaire de la population béninoise selon les résultats des recensements nationaux de la population (RGPH 1979, 1992, 2002), la contribution de la femme au développement et à la résolution des problèmes de population ne font plus aucun doute. Dans les communautés, les femmes participent pour beaucoup à la promotion et à la pérennisation de la culture de leur peuple. La transmission des valeurs culturelles (musique, danse, coutumes, connaissance artisanale, etc.) leur incombe. En réalité, l'essentiel des relations d'une communauté se cristallise autour de la femme. Elle reste déterminante par sa bravoure, son courage et son abnégation à la réussite de plusieurs activités. Ce n'est donc pas par hasard que bien de dictons populaires accréditent l'idée selon laquelle : *"Ce que femme veut, Dieu veut"*.

Au Bénin, près de 61,3 % des femmes vivent dans des zones rurales où elles fournissent 60% à 80% de la main d'œuvre agricole (INSAE, 2006). Quatre-vingt pour cent (80%) des pauvres se trouvent dans les zones rurales et périurbaines. Ce qui fait dire qu'au Bénin, la pauvreté a un visage féminin. Ne disposant pas de réels pouvoirs d'achat, les femmes n'ont pratiquement pas accès aux crédits. Cette situation de précarité de la femme se justifie par le dualisme juridique (droit moderne rivalisant avec le droit coutumier).

Bien que la Constitution du Bénin prévoie des droits étendus d'égalité aux hommes et aux femmes, les pesanteurs sociologiques, anthropologiques et historiques ne lui accordent aucune chance de s'émanciper et d'être une réelle actrice de développement. Cet état de chose fait que :

« La femme est dans un état constant de subordination ou d'infériorité. Elle est confrontée au problème de leadership et d'analphabétisme. Elle n'a pas accès aux biens et aux moyens de production comme ça se doit. Son accès aux ressources n'est pas équitable. Son niveau d'instruction est très peu élevé, ce qui compromet son autonomisation, homme, milieu urbain »

De même, les statuts et rôles de la femme ont été souvent rendus invisibles par des préjugés et construits sociaux. Nombre de femmes ont intégré cette perception que l'imaginaire collectif leur confère aussi bien dans les organisations socioculturelles que celles de production de biens et de services.

« Les femmes sont majoritairement dans le secteur informel qui produit une faible richesse avec un secteur tertiaire très développé qui participe très peu à l'économie nationale. A cela s'ajoute, la méconnaissance des droits de la femme, la violence faite aux femmes, la faible représentativité des femmes dans les instances de prise de décisions, le mariage forcé et précoce, la polygamie, le manque d'estime de soi, la prostitution, la non solidarité des femmes, la subordination économique des femmes, l'accessibilité aux crédits, l'inaccessibilité à l'héritage qui participent au déséquilibre social, femme, milieu urbain ».

Les leaders d'opinion interrogés déclarent que la proportion des femmes ne peut pas leur garantir l'autonomie. Ils fondent leurs arguments sur le fait que la pauvreté touche plus les femmes que les hommes. De même, les femmes manquent de capitaux ou moyens financiers pour démarrer les activités génératrices de revenus. L'autonomie de la femme ne peut pas se réaliser sans son autonomie

financière, la femme continue de se soumettre à l'homme pour satisfaire certains de ses besoins. Les discours véhiculent des messages comme « *l'autonomie financière des femmes est moins perçue* », « *la persistance de niveau de pauvreté des femmes* ».

La tradition constitue une entrave à l'autonomie de la femme selon les dires des leaders d'opinions. Certains de leurs discours sont très illustratifs à cet égard :

« *Les lois du créateur Allah font que la femme ne peut être autonome, sinon, il n'y a pas d'équilibre social. L'homme peut se marier à plus d'une femme, homme milieu urbain* »

« *Les femmes sont la responsabilité des hommes et elles n'ont pas le choix. C'est la tradition qui l'impose, homme milieu urbain* »

« *Marginalisation de la femme car les hommes bien qu'ils soient minoritaires occupent les meilleurs postes et frustrant les femmes, masculin, rural* »

« *Insuffisance des femmes dans des instances de direction, insuffisance des femmes diplômées, homme milieu urbain* »

3.3.6 En matière de genre

Le genre est par définition une catégorie pluridisciplinaire. Il emprunte au sexe le caractère transversal d'une variable démographique et présente comme catégorie institutionnelle et psychologique, le caractère collectif d'une variable sociologique. Il ne se réfère ni à la femme, ni à l'homme en soi, ni au sexe, mais aux rapports qui existent entre eux. Il est donc une variable sociale qui permet de différencier, d'organiser et de structurer les rapports des acteurs sociaux. Il renvoie à des rapports sociaux (inégaux ou non) existant entre les deux catégories sociales que sont les hommes et les femmes et ceci, dans tous les domaines (éducation, santé, accès aux ressources, participation aux instances de décisions...) et à tous les niveaux (individuel, familial, communautaire, national et international).

Le genre est alors une donnée socioculturelle, un produit de l'histoire qui peut subir des variations d'un milieu à l'autre et/ou des changements d'une époque à l'autre. Il a émergé du constat selon lequel « les femmes sont exclues du processus de développement en tant que bénéficiaires et que leurs rapports de pouvoir avec

les hommes sont inégaux¹⁶ ». La **vision du Genre au Bénin** est libellée comme suit : « *A l'horizon 2025, le Bénin est un pays où l'égalité et l'équité favorisent la participation des hommes et des femmes aux prises de décisions, l'accès et le contrôle des ressources productives en vue d'un développement humain durable*¹⁷ ».

La répartition de la population selon le genre au Bénin pose, de l'avis des leaders d'opinion des problèmes d'inégalité d'accès à la terre en milieu rural, d'inégalité de l'accès à l'éducation entre fille et garçon, de disparité entre homme et femme dans l'occupation des postes de responsabilité et des postes politiques, de tolérance de certaines valeurs culturelles à l'égard de l'homme au détriment de la femme (la polygamie, accès à la terre).

Au niveau de la famille au Bénin, les fondements des actes et pratiques journalières du genre sont l'émanation des coutumes et traditions, des préjugés, des habitudes, des doctrines et des lois. Les principes socioculturels concentrent tout le pouvoir de décision dans les mains de l'homme. Ce statut de domination de l'homme sur la femme couvre la quasi-totalité des dimensions de la vie sociale, notamment l'éducation ou la scolarisation des enfants, la santé, la sexualité, la planification familiale, l'exercice d'une activité politique, sociale ou économique, etc....

Les doctrines et enseignements de toutes sortes notamment religieux, dégradant la femme, ont créé au fil des temps, un champ fertile au sein de la famille où le père et son fils garçon se comportent en chef, et la mère et sa fille en subalterne. A propos des préjugés et des habitudes, il s'est développée au sein de la famille ou de la société en général une seconde nature qui infériorise, marginalise et discrimine le sexe féminin¹⁸.

3.3.7 En matière d'inégalité entre l'homme et la femme

La question de l'inégalité entre l'homme et la femme constitue une préoccupation majeure depuis plusieurs décennies dans le monde, notamment en Afrique. Dans

¹⁶ Conclusion concertée du Conseil économique et social des Nations Unies ,1997.

¹⁷ MFSN, PNPG, 2009.

¹⁸ DEGBELO Amélie, Place et rôle de la femme dans la société béninoise, 2000, PNUD, 67p

toutes les sociétés, les différences entre les hommes et les femmes sont manifestes, qu'il s'agisse de leur rôles respectifs, des possibilités qui leurs sont offertes dans le domaine de l'éducation, de l'emploi ou de l'accès aux ressources économiques et au pouvoir de décision. De même, la participation des uns et des autres aux affaires politiques et économiques est inégalement répartie et a débouché sur des disparités au détriment des femmes, qui bénéficient peu des avantages du développement économique et social.

En dépit des progrès enregistrés au plan législatif et réglementaire pour conférer des droits égaux à l'homme et à la femme, nombre de femmes éprouvent toujours des difficultés à intégrer les instances de prise de décision dans toutes les sphères de la société (sphères politique, administrative, socioéconomique, etc.). En conséquence, beaucoup de béninoises continuent d'être confrontées à de multiples contraintes notamment dans des secteurs de prise de décisions importantes. Parmi les facteurs en cause les plus cités, figurent le manque de confiance en elles-mêmes, le fort taux d'analphabétisme, le faible niveau de connaissance de leurs droits et devoirs, la subordination socioéconomique aux hommes, les tendances lourdes de la société qui, en apparence, valorisent très peu la femme et la confinent aux fonctions de reproduction et un grand déficit en matière d'appropriation du Code des personnes et de la famille.

L'inégalité est partie de la division du travail selon les populations à la base. Les propos suivants corroborent cette idée.

« La division sexuelle du travail et les pratiques ancestrales (notre culture). Si non, comment comprendre que la fonction domestique continue d'être réservée à la femme ? De même, par exemple, l'accès des femmes au foncier constitue de tout temps un problème crucial et le demeure, ce qui fait que la femme accède beaucoup moins à la terre. Il faut dire que cette situation reste tributaire des traditions politiques et culturelles, femme, milieu urbain ».

3.3.8 En matière d'urbanisation

Le rythme d'évolution actuelle de la population engendre de nombreuses difficultés pour l'urbanisation des localités. Selon les propos recueillis, les

gestionnaires des villes vont faire face à des problèmes de deux ordres : l'aménagement urbain et l'insuffisance des infrastructures sociocommunautaires.

En matière d'aménagement urbain, il y a des difficultés de mise œuvre des plans d'urbanisation qui se matérialisent par l'incapacité des conseils communaux et municipaux à anticiper l'installation des populations dans les nouveaux quartiers par la mise en place des infrastructures sociocommunautaires telles que l'eau, l'électricité, les écoles, l'ouverture des voies, le lotissement et même les ouvrages d'assainissement. Les propos recueillis suivants illustrent cette situation : *« l'occupation anarchique des terres et des voies publiques, problème de lotissement et viabilisation des zones habitées ».*

A cela s'ajoute l'incapacité des organes de gestion des villes à offrir certains services de façon adéquate à la population. Il s'agit des services de ramassage d'ordures ménagères et le curage des caniveaux pour les quartiers qui en disposent.

3.3.9 En matière d'environnement

Au plan environnemental, les implications de la croissance démographiques sont de divers ordres. En milieu rural, les leaders d'opinion interviewés reconnaissent être confrontés à la destruction des forêts, à la surexploitation des terres agricoles et des plans d'eau, ce qui a pour conséquences la baisse de fertilité des sols et de la production halieutique, la diminution des bois de chauffe et du charbon de bois, la dégradation des pistes et voies d'accès des localités et le changement des cycles des saisons.

« Surexploitation des sols et baisse de fertilité, homme urbain »

« La pollution sonore et solide ainsi que l'eau, homme rural ».

3.3.10 En matière d'hygiène et d'assainissement

La pression démographique exerce des pressions de plus en plus fortes sur les ressources naturelles. En milieu rural, les besoins en terres cultivables ont augmenté, entraînant la réduction de la durée de la jachère et la conquête de nouvelles terres forestières et des terres habituellement réservées aux pâturages. Dans les zones péri-urbaines, les terres habituellement réservées à l'agriculture sont désormais occupées par des habitations. La spéculation foncière prend de plus

en plus d'ampleur et des conflits fonciers naissent. Ces quartiers spontanés qui apparaissent à la périphérie sans aucun plan de développement foncier souffrent des problèmes d'équipements, de salubrité, parfois d'hygiène et d'assainissement. Dans les quartiers, ces quartiers où tous les terrains inoccupés sont disponibles, ceux-ci sont systématiquement transformés en décharges. Le couvert végétal recule à cause des agressions exercées sur les forêts par les agriculteurs de plus en plus nombreux à la recherche de nouvelles terres cultivables. Ces impacts de la croissance démographique sont résumés dans les déclarations des personnes interrogées.

En milieu urbain, il faut noter l'insalubrité, l'occupation anarchique des zones déclarées inhabitables, l'augmentation de la quantité des ordures ménagères produites et les difficultés de leur gestion. A cela s'ajoute la pollution de l'air par les industries et les engins motorisés, celle des eaux et celle des sols en raison de la mauvaise gestion des déchets.

« Il y a une occupation illégale des berges lagunaires, des bas-fonds et autres, insalubrité criarde de la ville, homme, urbain »

« L'augmentation de la population fait que les gens détruisent l'environnement en abattant les arbres pour construire, femme, 40 ans mariée »

« Même dans le quartier, c'est au moment où certains le nettoient que d'autres profitent de cette propreté pour verser des eaux souillées sur la voie publique, femme, 40 ans, mariée »

« Les déchets ménagers sont déposés pêle-mêle dans la ville, il y a absence des services de gestion de ces déchets; il y a des services privés sous l'initiative des ONG qui s'occupent de l'évacuation des déchets, l'insalubrité expose la population à des maladies, homme, 27 ans, marié »

« Avec cette croissance démographique il y a la production de beaucoup de déchets domestiques aux alentours des maisons, les latrines sont rares dans les maisons, homme, 66 ans, marié »

« Destruction des forêts et manque de bois pour réaliser les acaja, femme, 60 ans, veuve »

« Sur le plan de l'assainissement nous avons assez de problèmes surtout quand les pluies commencent l'inondation est grande. Il y a les maladies comme le paludisme, homme, 40 ans, marié »

« Il y a insalubrité dans nos alentours car aujourd'hui l'utilisation des sachets et autres, les puisards des douches remplis d'eau sale, les gaz des WC et autres rendent sale notre environnement quotidien. De plus l'exploitation forestière a dévasté nos forêts ce qui détruit nos cours d'eau et rend difficile la pluviométrie, femme, 36 ans, mariée »

« Notre grand nombre cause le problème d'insalubrité et de destruction de notre environnement car on assiste à la coupe anarchique de bois et on emblave d'énormes superficies pour les cultures, femme, 30 ans, mariée »

« Les conséquences sont l'augmentation des déchets et la pollution atmosphérique, homme, 25 ans »

« Notre nombre trop élevé nous crée un grand des problème d'hygiène et d'assainissement de notre milieu de vie, homme, 47 ans, marié ».

3.3.11 En matière de sécurité publique

Au plan sécuritaire, en dépit du recrutement d'un grand nombre d'agents au profit des forces de sécurité publique (police et gendarmerie), le nombre demeure toujours insuffisant. A cela s'ajoute l'insuffisance des moyens. Les leaders d'opinion interrogés évoquent la montée de la criminalité et de la délinquance dans les localités. Ainsi, les populations sont souvent confrontées de façon régulière à des vols à mains armées, aux phénomènes de coupeurs de route, aux viols, aux braquages et aux assassinats.

Le phénomène de "coupeur de route" devient récurrent selon les personnes interviewées qui déplorent la faiblesse de l'effectif des agents des forces de sécurité. Même les populations vivant sur les plans d'eau déclarent être victimes de vols des acadja, des filets et des braquages sur l'eau. Les propos suivants de certaines personnes interviewées présentent les problèmes de sécurité liés à l'augmentation de la population.

« Tu ne peux pas circuler avec l'argent en poche aujourd'hui. Il y a trop d'insécurité à cause de la croissance démographique, homme, 40 ans, marié, éleveur ».

« Au niveau de la sécurité, de la libre circulation des personnes, la croissance démographique a donné naissance aux braquages, aux vols. Quand on fait beaucoup d'enfants et on n'arrive pas à les supporter, ils deviennent des fléaux sociaux, homme, marié, 30 ans ».

« Plus la population est nombreuse, plus les jeunes restent sans rien faire et ils aiment le gain facile. Donc ils sont tournés vers la délinquance. La recherche de gain facile les amène à tuer pour avoir de l'argent. On tue les enfants pour faire le médicament d'argent pour être riche à tout prix, femme, 39 ans, veuve ».

« Comme les enfants sont nombreux et que les parents n'arrivent pas à les supporter tous, d'autres tombent dans la délinquance, femme, 20 ans, célibataire ».

« Le taux de la criminalité et de la délinquance a augmenté. Nous sommes dans une insécurité totale, on ne note pas les actions préventives dissuasives de la part des agents de force de sécurité. Ce n'est qu'après le forfait que ces derniers commencent par courir, femme, 51 ans, mariée ».

« L'évolution de la population fait que l'on assiste à une insécurité des jeunes qui ne veulent pas travailler. A cause de l'insuffisance des postes de police et du nombre réduit des agents de sécurité, le phénomène de braquage est fréquent, homme, 48 ans, marié ».

« Notre sécurité est menacée du fait de cette évolution de la population, et on trouve tout dans notre milieu à savoir: les bandits, les voleurs et les braqueurs, femme, 56 ans, mariée ».

« Nous ne sommes plus en sécurité aujourd'hui, le nombre d'hommes est élevé et il n'y a plus d'emploi. Tu rentres dans un autre métier qui est le vol, homme, 39 ans, marié ».

« Les enfants vont à l'école mais en retour ne trouvent pas du travail. Parlant de la sécurité, ceci entraîne la poussée de l'effectif des brigands dans la société. Pendant que tu n'as pas du travail, tu ne peux que penser à ce qu'autrui a fait. Tu peux être à la maison et quelqu'un d'autre ira récolter tes vivres au champ, femme, 30 ans, mariée ».

3.3.12 En matière de commerce

Les activités commerciales subissent elles aussi les conséquences de la croissance démographique. La plupart des répondants affirment qu'ils rencontrent d'énormes difficultés dans le commerce qu'ils mènent. Ces difficultés ont pour nom la mévente, la concurrence déloyale, le manque de capital pour entreprendre les activités communales, l'utilisation du fonds de commerce pour subvenir aux besoins fondamentaux des ménages, tout le monde est commerçant, les mêmes articles sont vendus par plusieurs personnes à la fois sur le même espace. Les propos suivants recueillis auprès des informateurs illustrent les problèmes que rencontrent les commerçants et revendeurs des marchés des villes et campagnes.

3.3.13 En termes de prise en charge des communautés

Selon les projections de l'INSAE, la densité moyenne du Bénin est de 76 habitants/km² et varie entre 31 habitants/km² et 554. habitants/km². Cette densité selon les informations recueillies auprès des leaders d'opinion pose des problèmes en termes de prise en charge des communautés. Ces problèmes peuvent être catégorisés en termes d'aménagement du territoire (problèmes d'urbanisation, d'habitat, d'environnement), l'accès aux services sociaux de base, la sécurité des personnes et de leurs biens.

L'augmentation de la population et son inégale répartition engendrent des problèmes dans les zones densément peuplées. Ces problèmes, selon les leaders d'opinion, sont la pollution de l'environnement qui se manifeste par l'insalubrité, la mauvaise gestion des ordures ménagères, l'installation des populations dans les zones impropres à l'habitation. La poussée urbaine entraîne le manque de logement décent car certaines communautés vivent dans la promiscuité. Dans les zones rurales, il y a l'insuffisance des terres cultivables et la destruction des ressources forestières.

En ce qui concerne l'accès aux services sociaux de base, les problèmes évoqués dans le secteur de l'éducation sont relatifs au manque de salle de classe, ce qui conduit à des effectifs pléthoriques. Dans le domaine de la santé, il y a le manque d'infrastructures sanitaires pour assurer la prise en charge des communautés. Quant

à la sécurité, ils déclarent que la délinquance est élevée et se manifeste par le vol et le banditisme.

Pour les agents des services déconcentrés de l'Etat, le fort taux d'accroissement de la population pose de nombreux problèmes dans la prise en charge des communautés dans divers domaines à savoir : l'éducation, l'alimentation, la santé, l'emploi, l'habitat, l'environnement, l'urbanisation, la gestion urbaine (hygiène, assainissement), la bonne gouvernance, la justice et l'équité, le développement du capital humain, etc. Les propos recueillis ci-après illustrent certains problèmes liés à l'augmentation de la population.

« La forte densité est un facteur de pauvreté dans le contexte africain. Elle est synonyme de plusieurs maux qui sont d'ordre socio- sanitaire, environnemental, d'occupation spatiale (crise de l'habitat et de gestion de l'espace). Elle facilite le déséquilibre dans la répartition des infrastructures sociocommunautaires et entraîne des difficultés de transport, d'adduction d'eau potable, d'électrification, d'assainissement, d'hygiène, de sécurité, d'aménagement des voies et de conflits domaniaux. Elle crée l'insuffisance de mains d'œuvre qualifiées, la promiscuité, l'insécurité alimentaire, l'exode rural, le chômage et le sous -emploi et fascine des risques de maladies épidémiques et d'inaccessibilité aux services sociaux de base avec comme corollaire une absence de cohérence dans les politiques de développement, homme, milieu urbain »

« Nous parcourons beaucoup de distance pour atteindre les centres de santé. Arrivée dans ces centres et à cause du nombre en attente de recevoir les soins, nous mettons trop de temps avant d'être accueillis par les agents de santé. Cette longue attente n'est pas due aux agents de santé parce qu'ils ne sont pas nombreux pour pouvoir vite examiner les gens, femme, 50 ans, séparée, revendeuse ».

«Toute la population ne parvient pas à bénéficier des soins des hôpitaux, homme, 62 ans, marié ».

« Le nombre pléthorique de personnes dans les maisons favorise la propagation des maladies, or il n'y a pas de prise en charge gratuite à l'hôpital même pas pour les premiers soins, homme, 33 ans, mariée ».

« L'augmentation de la population fait que les gens meurent plus vite dans les hôpitaux parce qu'il y a beaucoup de malades mais il n'y a pas assez de

médecins pour s'occuper d'eux le plus tôt possible et les hôpitaux aussi sont en nombre insuffisant, femme, 30ans, mariée ».

« Nous n'arrivons plus à amener les enfants aux soins, ne trouvant pas à manger comment trouver les moyens pour les amener aux soins, femme, 35 ans, mariée ».

« Plus de malades que de personnels de santé chez nous, femme, 37 ans, mariée »

« Aujourd'hui, il y a plus de maladies que par le passé. De plus, les jeunes souffrent des maux dont souffraient nos parents à des âges très avancés, homme, 44 ans, marié ».

« Nous parcourons beaucoup de distances pour atteindre les centres de santé. Arrivés dans ces centres et à cause du nombre en attente de recevoir les soins, nous mettons trop de temps avant d'être accueillis par les agents de santé. Cette longue attente n'est pas due aux agents de santé parce qu'ils ne sont pas nombreux pour pouvoir vite examiner les gens, femme, 50 ans, séparée ».

« L'évolution a entraîné qu'aujourd'hui les hôpitaux n'arrivent plus à couvrir les localités et les frais de soins sont dépassés donc il y a insuffisance de centre de santé; l'on se soigne à coût moins cher dans les cliniques que dans les hôpitaux, les flattes d'eau provoque les moustiques qui entraînent certaines maladies comme le paludisme, il faut qu'on augmente les hôpitaux et les médecins qualifiés, homme, 40 ans, marié, agriculteur ».

« Par exemple vous êtes nombreux et aujourd'hui toi tu es malade. Demain c'est autre personne. Finalement les parents n'arrivent plus à supporter les coûts et on fait le traditionnel jusqu'à ce que la mort s'en suive. Dans les hôpitaux il n'y a pas de lits. Quand on est nombreux et qu'on est malade les hôpitaux n'ont pas assez de personnels pour accueillir les malades. Il manque aussi des lits et des matelas, homme, 17 ans, célibataire, élève ».

3.3.14 En matière de développement économique

Au plan économique, on note un essor du secteur informel car il est majoritairement occupé par les femmes qui sont pour la plupart sans qualification professionnelle. Dans cette répartition, il en résulte un développement des

marchés et du commerce dont les femmes sont les principales animatrices. Comme en témoignent les propos suivants de certains leaders :

« La recrudescence du secteur informel car beaucoup de femmes interviennent dans la petite entreprise, homme, urbain »

« Le secteur informel occupe une large part dans le commerce, homme, rural ».

La femme intervient beaucoup dans le processus du développement à travers l'agriculture, la transformation et le commerce.

La question du développement économique de la femme reste une préoccupation majeure à tous les niveaux, même au niveau de la gente féminine. L'appréhension de la question peut se faire sous trois angles : économique, social et juridique et coutumier.

Sur le plan économique, les femmes constituent un capital important même si la majorité est dans l'informel. Le taux est plus élevé chez les femmes vivant en milieu rural et qui travaillent dans le secteur agricole, dans la commercialisation des produits agroalimentaires, dans l'élevage et dans l'artisanat.

Sur le plan social, la femme est victime des charges excessives au risque de perdre sa santé et sa vie, surtout en milieu rural où elle doit tout assurer dans une division de travail injuste avec comme conséquence l'état chronique d'épuisement. En plus le harcèlement sexuel, le problème de garde d'enfants, la surcharge de travail, la fatigue nerveuse et la difficulté de concilier le travail professionnel avec le ménage.

Sur le plan juridique et coutumier, on observe encore les mariages forcés et précoces, la limitation des femmes dans leurs actions à cause des autorisations à recevoir de leur mari. Des problèmes dus aux difficultés successorales lors du décès de leur conjoint, des femmes victimes de la spoliation de leurs biens, du complexe d'infériorité à cause de la dot éhontée ou de son jeune âge.

Ces constats sont corroborés par les déclarations des populations à la base.

« Les femmes sont nombreuses mais sont plus pauvres économiquement. La majorité des femmes ne disposent pas du minimum pour s'épanouir. Cet état de chose est du à leur faible qualification et scolarisation puis à la méconnaissance

de leur contribution dans les charges réelles de la famille. Leur accès difficile aux microcrédits les cristallise et développe en elles la haine et la jalousie. Une discrimination sociale est faite à leur endroit, femme, milieu urbain»

3.4 Développement humain au Bénin

L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indice statistique mis au point par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. Il prend en compte, en dehors de la production économique approchée par le PIB, le niveau de bien-être individuel et collectif de la population.

Encadré 3 : Dimensions de l'IDH

L'IDH se fonde sur trois dimensions majeures :

- la **santé / longévité**, mesurée par l'espérance de vie, qui permet de saisir indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.
- le **savoir ou niveau d'éducation**. Il est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société.
- le **niveau de vie** (logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat, c'est-à-dire en montant assurant le même pouvoir d'achat dans tous les pays) ; le P.I.B. par habitant donne une indication du niveau de vie moyen du pays.
- **Unité de mesure** : Il se présente comme un nombre sans unité compris entre 0 et 1.), afin de prendre en compte les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas contenus dans les deux premiers indices, spécifiquement la mobilité ou l'accès à la culture.

CALCUL DE L'IDH

La formule suivante permet de calculer l'IDH :

$$IDH = \frac{A + D + E}{3},$$

où A, D et E sont respectivement les indices de longévité, de niveau d'éducation et de niveau de vie.

Source : Site web du PNUD

Tableau 17 : Evolution de l'IDH du Bénin de 2004 à 2009

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
IDH	0,467	0,468	0,471	0,502	Nd	0,490

Source : INSAE, TBS 2010

Globalement, la valeur de l'IDH du Bénin entre 2004 et 2009 est en moyenne de 0,4796. Le Bénin fait non seulement partie des pays à IDH faible (<0,5), mais il a été classé au 161^{ème} rang sur 182 pays en 2009 (données de 2007) par le PNUD. Deux composantes de l'IDH sur les trois le tirent vers le bas. Il s'agit notamment du taux d'analphabétisme (les résultats des efforts entrepris dans le domaine de l'alphabétisation au Bénin sont très mitigés) et du PIB. Les efforts doivent donc s'accroître dans ces deux domaines sans négliger celui de la santé pour espérer un jour voir le Bénin monter dans le classement des pays du monde selon le niveau de l'IDH.

Il ressort du présent développement que les populations ont identifié plusieurs causes de la dynamique démographique du Bénin, dont certaines avaient été déjà été révélées dans des travaux antérieurs sur la région africaine au sud du Sahara. En ce qui concerne les infrastructures sociales de base, certaines sont encore en nombre insuffisant et la tension sur elles va en augmentant du fait de la forte croissance démographique. Dans les cas où ces infrastructures sont numériquement suffisantes, leur mauvaise répartition sur l'étendue du territoire national crée encore beaucoup de tensions dans certains départements. Dans un cas comme dans l'autre, il est important que le gouvernement entreprenne des actions vigoureuses pour mettre véritablement le pays sur la voie du développement.

CHAPITRE 4 : IMPACTS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO- ECONOMIQUE AU BENIN : ANALYSES, DEFIS ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

4.1. Analyse macroéconomique

Dans cette partie, il est fait une analyse par rapport au capital physique dans un premier temps puis abordé la question du capital humain dans un second temps.

L'économie béninoise est globalement caractérisée par un faible taux de croissance et par un investissement privé à un niveau encore insuffisant face à une population dont le rythme d'évolution est estimé à 3,25% l'an. Les données sur la période 1992-2008 montrent une évolution erratique du taux de croissance avec néanmoins de bonnes performances en 2000-2002 et 2007-2008 tandis que le taux d'accroissement du stock de capital privé par travailleur connaît une évolution globalement baissière sur la même période. Le taux d'accroissement des dépenses publiques après une grande dépression en 1994-1999 et une évolution instable jusqu'en 2005 s'inscrit dans une tendance haussière mais reste globalement en-dessous du taux de croissance démographique.

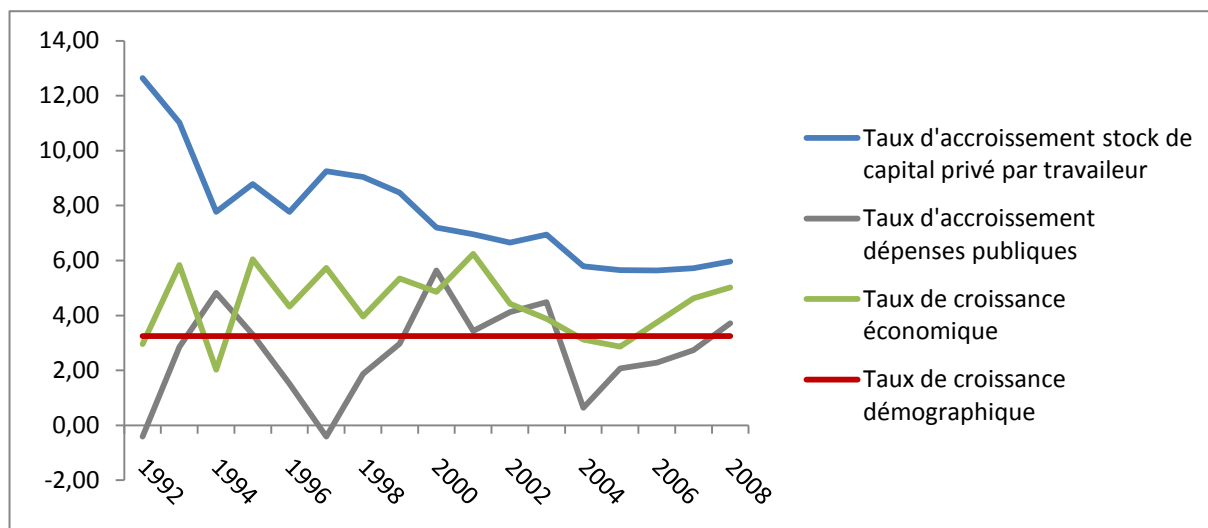


Figure 92 : Evolution de quelques indicateurs démo-économiques de 1992 à 2008

Source : Données de la DGAE/MEF et de l'INSAE

L'évolution à la baisse du stock de capital privé par travailleur montre clairement que les investissements réalisés sur la période étaient insuffisants pour maintenir le niveau du capital par travailleur à son niveau en début de période. On peut remarquer que les périodes de bonne performance économique coïncident avec les années où le stock de capital par travailleur est en amélioration et qu'à partir de 2005 on note une évolution dans le même sens du taux d'accroissement des dépenses publiques, du taux d'accroissement du stock de capital privé par travailleur et du taux de croissance économique.

Dans le modèle de Solow qui est utilisé précédemment dans l'analyse, le taux d'accroissement du stock de capital privé par travailleur constitue l'élément fondamental de la croissance économique et est continuellement déterminé par l'équation de dynamique suivante :

$$\dot{k} = sf(k) - (\delta + n)k \quad (1)$$

La question essentielle qu'il se pose est donc de pouvoir relever le stock de capital physique disponible par travailleur pour atteindre le rapport capital/travailleur à un niveau qui permette de réaliser l'objectif de 6%¹⁹ de croissance économique de la SCRP 2011-215.

¹⁹ SCRP3 Cadrage macroéconomique

Le modèle de Solow repose sur un certain nombre d'hypothèses qu'il convient de vérifier avant toute analyse. Il s'agit entre autres (i) du caractère exogène de la croissance démographique par rapport à la croissance économique et (ii) des restrictions sur la fonction de production qui doit être de type néo-classique. La première hypothèse paraît intuitive au regard des données disponibles si on considère le taux de croissance démographique intercensitaire ressorti par le RGPH3 qui est de 3,25% alors que dans le même temps on observe une évolution erratique du taux de croissance. Pour ce qui concerne la fonction de production, la forme fonctionnelle adoptée généralement pour le Bénin est soit une Cobb-Douglas, soit une Constant Elasticity Substitution (fonction de type néo-classique)²⁰. Il convient ici pour cette dernière en raison du gain de raffinement qu'elle apporte dans l'analyse économique.

$$F(K, L) = \left[\alpha K_i^{-\beta} + (1 - \alpha)L_i^{-\beta} \right]^{-\frac{1}{\beta}} \quad (2)$$

avec α : part distributive et $\beta = \frac{\sigma-1}{\sigma}$: paramètre de substitution entre K et L.

Pour les valeurs, on s'est inspiré des travaux de Elena Ianchovichina, Banque Mondiale 2008 sur l'économie béninoise en prenant $\alpha = 0,5$ et $\sigma = 0,8$; soit $\beta = -0,25$

En considérant la fonction par tête dérivée de (1) en fonction de $k = \frac{K}{L}$ et avec les transformations appropriées, on obtient :

$$f(k) = \left[\alpha k_i^{-\beta} + (1 - \alpha) \right]^{-\frac{1}{\beta}} \quad (3)$$

La réalisation d'un taux de croissance du PIB de 6% en moyenne sur la période 2011-2015 (objectif SCRP3) équivaudrait à un taux de croissance de 3% du PIB par tête²¹ soit :

$$f(k') = 1,03 f(k)$$

²⁰ Pour plus de détails voir notamment "MAMS : A framework for analyzing MDG and poverty reduction strategies" de H. Lofgren et C. Diaz-Bonilla, 2006 et Elena Ianchovichina, Banque Mondiale 2008

²¹ 6% diminué du taux de croissance démographique estimé à 3,25%.

$$\text{Soit : } \left[\alpha k^{-\beta} + (1 - \alpha) \right]^{-\frac{1}{\beta}} = 1,0275 \left[\alpha k^{-\beta} + (1 - \alpha) \right]^{-\frac{1}{\beta}} \quad (4)$$

En transformant (4), on aboutit à :

$$k' = \left[\frac{1,03^{-\beta} [\alpha k^{-\beta} + (1 - \alpha)] - (1 - \alpha)}{\alpha} \right]^{-\frac{1}{\beta}} \quad (5)$$

En remplaçant les paramètres par leur valeur on aboutit à $k' \approx 1,06k$. C'est-à-dire que pour réaliser en moyenne une croissance économique de 6% sur la période 2011-2015, il faudrait accroître le stock de capital privé par travailleur de 6%. Dans la même logique, pour atteindre un taux de croissance économique de 10% considéré comme nécessaire pour une réduction significative et durable de la pauvreté, il faudrait accroître le stock de capital privé par travailleur de 14%. Ce qui nécessite des efforts importants d'accumulation du capital au regard de l'évolution du taux d'accroissement du stock de capital privé présentée dans le graphique ci-dessus.

Par ailleurs, l'équation (1) indique que l'investissement est continuellement déterminé par le taux d'épargne, la dépréciation du capital et le taux de croissance démographique et pour qu'il y ait croissance économique, le taux d'accroissement de \dot{k} doit être positif.

$$\text{Soit : } sf(k) \geq (\delta + n)k \quad (6)$$

Dans un raisonnement a minima, considérons que l'économie béninoise est sur un sentier de croissance équilibré c'est-à-dire que :

$$sf(k) = (\delta + n)k \quad (7)$$

$$\text{De (2) et (7), on a : } s \left[\alpha k^{-\beta} + (1 - \alpha) \right]^{-\frac{1}{\beta}} = (\delta + n)k \quad (8)$$

$$\text{Soit } k = \left[\frac{(1-\alpha)s^{-\beta}}{(\delta+n)^{-\beta} - \alpha s^{-\beta}} \right]^{-\frac{1}{\beta}} \quad (9).$$

La valeur conventionnelle utilisée pour δ est 5%, $n = 3,2\%$ et $s = 10\%$ ²²

²² Valeur moyenne sur la période 2000-2010, DGAE

Cette dernière équation est intéressante à plus d'un titre. Premièrement, elle suppose implicitement un niveau minimum pour le taux de croissance démographique. En effet, pour qu'elle soit valide, il faut que :

$$n > s\alpha^{\frac{1}{\beta}} - \delta \quad (10).$$

Deuxièmement, une augmentation du taux de croissance démographique demande des efforts supplémentaires d'investissement suivant la relation

$$k = \frac{1}{30,656n+2,531+11,07\sqrt{(0,05+n)}} \quad (9).$$

Toute l'analyse ci-dessus repose sur l'accumulation du capital physique comme moyen nécessaire et suffisant pour réaliser la croissance. De même, contrairement à l'hypothèse d'érogénéité de la croissance démographique émise par Solow, les données de l'enquête qualitative suggèrent clairement un lien entre la croissance démographique et la croissance économique à moyen et long terme puisque les populations estiment que l'enfant est une main d'œuvre utile notamment pour l'agriculture. Les propos comme : « avoir beaucoup d'enfants c'est avoir de la main d'œuvre gratuite et abondante pour les travaux champêtres » ou « c'est parce que nos maris ont des terres à cultiver qu'ils nous font faire beaucoup d'enfants » sont à cet égard assez illustratifs. Avoir beaucoup d'enfant est également un moyen de sortir de la pauvreté selon les perceptions des populations. Ainsi, avoir beaucoup d'enfants permettrait d'avoir des aides financières de plusieurs sources dans l'avenir pour sortir de la pauvreté. Le placement des enfants auprès des ménages urbains est également évoqué comme source de revenus. Ces dernières perceptions sont parfaitement contradictoires avec le diagnostic de la pauvreté au Bénin, qui établit de façon univoque que la grande taille des ménages est positivement corrélée à la pauvreté²³.

Par ailleurs, la confrontation des conclusions tirées après l'analyse de l'équation (5) avec les données factuelles indiquent clairement que si l'accroissement du stock de capital par travailleur est nécessaire, elle n'est pas suffisante pour garantir l'amélioration de la croissance économique. En effet, le taux d'accroissement du stock de capital par travailleur est quasi-stable autour de 6% entre 2003 et 2008 alors que le taux de croissance économique a varié entre 3% et

²³ SCRP 2011-2015, Chapitre 1

5% sur la même période. Ceci corrobore les analyses de Balaro (2007), Ianchovichina (2008) et Lawani (2009) qui mettent en cause la stagnation et le déclin de la Productivité Globale, des Facteurs comme source de contre performances pour l'économie béninoise.

Au total, en termes de gestion de politique économique, la croissance démographique induit donc deux défis économiques majeurs : accroître le rythme d'accumulation du capital physique et renforcer de manière durable le capital humain. La satisfaction de la demande sociale en services sociaux de base en particulier l'éducation et la santé constitue donc un impératif pour espérer réaliser une croissance économique soutenue et réduire durablement la pauvreté. C'est pourquoi dans la suite, il est étudié les impacts du niveau de la croissance démographique sur cette demande sociale et ses implications en termes de coûts.

4.2. Impacts de la croissance démographique sur la demande sociale et sur l'économie

L'analyse des impacts de la croissance démographique sur la demande sociale et sur l'économie est faite à l'aide du logiciel Spectrum et de Excel. L'analyse consiste en la comparaison des résultats de simulations à l'horizon 20420 réalisées sur la base des scénarii suivant :

- **Scénario de référence** : l'évolution de la population suit les projections démographiques réalisées sur la base des données du RGPH3. Ces projections ont été réalisées sur la base des hypothèses suivantes : (i) baisse de l'ISF de 5,5 en 2002 à 3,0 en 2042 avec un rythme annuel global de 0,08 point ; (ii) baisse de moitié de la contribution de la fécondité des femmes de 15-19 ans et de plus de 35 ans à la fécondité générale entre 2002 et 2042 ; (iv) gain annuel d'espérance de vie en fonction du niveau de mortalité atteint : accroissement d'espérance de vie à la naissance de 2,54 ans pour chaque sexe au cours de la période quinquennale successive (soit un gain annuel de 0,5 ans), jusqu'à ce qu'on atteigne l'âge de 55 ans. A partir de 55 ans, un taux d'accroissement progressivement moindre jusqu'à 75 ans pour les hommes et

80 ans pour les femmes tout ceci en l'absence de guerre, épidémie nationale ou mondiale ou autres catastrophes ; (v) migration nulle. Ce scénario servira de base de comparaison par rapport aux autres.

- **Scénario alternatif** : Ce scénario postule, en se fondant sur la faible variation de l'ISF entre 2002 (5,5 RGPH3) et 2006 (5,7 EDS3), une constance de cet indicateur démographique à 5,5 sur la période de projection. Toutes les autres hypothèses sont identiques à celles du scénario de référence mais particulièrement en ce qui concerne le gain d'espérance de vie à la naissance, une simplification est apportée en considérant un gain annuel de 0,54 an pour les hommes et 0,46 an pour les femmes. Cette simplification est globalement en cohérence avec l'évolution de l'espérance de vie au Bénin par sexe entre 1992 et 2002 et avec le modèle de gain utilisé pour les projections démographiques sur la base du RGPH3 (voir Nations -Unies en 1979 et note de Dackam R).

Les hypothèses en ce qui concerne les indicateurs socio-économiques sont les suivantes :

- l'évolution des indicateurs socio-économiques est globalement celle définie par le cadre de performance de la SCRP3 qui est le cadre fédérateur de l'ensemble des politiques publiques. La tendance déterminée par l'évolution des indicateurs entre 2010 et 2015 est utilisée pour estimer les valeurs de 2016 à 2030. Pour les indicateurs qui ne figurent pas dans le cadre de performance, les valeurs projetées sont estimées à partir de l'évolution entre 2002 et 2010 et en tenant compte des projets, programmes et réformes en cours dans le secteur concerné. Ainsi, on a :

Tableau 98 : Projection de quelques indicateurs sociaux

Domaines/Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2042
Education												
Taux brut de scolarisation	111	113	116	119	122	125	125	125	125	125	125	125
Ratio élèves/maître	47	46	46	46	45	45	45	45	45	45	45	45
Ratio élèves/Classe	42	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45
Coût de la formation par élève au primaire	43000	45150	47408	49778	52267	54880	57624	60505	63531	145613	185844	204892
Santé												
Ratio hbts/médecin	7979	7900	7900	7800	7800	7800	7700	7600	7500	7400	7300	7200

Ratio hbts/infirmier	2469	2400	2400	2400	2300	2300	2000	1900	1800	1700	1600	1500
Ratio hbts/centre de santé	5200	5100	5100	5100	5100	5100	5000	4500	4000	3500	3000	2500
Coût unitaire des soins	18054	22707	23627	24548	25468	26388	30990	35592	40194	44796	49398	51239
Economie												
Taux d'activité Homme 15-64 ans	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99
Taux d'activité Homme 10-14 ans	20	20	20	20	20	15	15	15	15	15	15	15
Taux d'activité Femme 15-64 ans	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99
Taux d'activité Femme 10-14 ans	20	20	20	20	20	15	15	15	15	16	17	18

Source : SCRP3 et projections réalisées par les auteurs

- Par ailleurs, on postule que le pourcentage de la population vivant dans les centres urbains et péri-urbains passera de 38,90% en 2002²⁴ à 65% en 2042 en progression arithmétique. Les projections démographiques fixent la population urbaine à 69,10% en 2042 mais compte tenu des projets et programmes mis en œuvre par les pouvoirs publics pour promouvoir l'agriculture et favoriser le retour à la terre, on peut estimer que le rythme d'urbanisation sera moins élevé. Enfin, en ce qui concerne la croissance économique, les simulations sont faites à partir de l'évolution du PIB (prix constants 2002) par actif. Les prévisions de croissance économique fournies par la DGAE et diminués du taux de croissance démographique endogène à chaque scénario sont appliquées au PIB par actif calculés pour l'année 2010 à partir des données des comptes nationaux²⁵.

Les résultats des différentes simulations se présentent ainsi qu'il suit :

²⁴ Résultats RGPH3

²⁵ A l'évidence dans ce cas, un taux plus faible d'accroissement de la population entraînera un niveau plus élevé de PIB par actif. Cette projection est utilisée pour illustrer le fait que la croissance du revenu par habitant n'est possible que dans la mesure où le taux d'accroissement du PIB dépasse le taux d'accroissement de la population (Manuel du module Rapid).

❖ Scénario de référence :

Tableau 19 : Résultats du scénario de référence

	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 020	2 025	2 030	2 035	2 040	2 042
Population totale	8 765 966	9 012 163	9 264 791	9 524 176	9 790 516	11 224 547	12 794 155	14 454 613	16 148 495	17 870 409	18 560 594
Education											
Population scolarisable	1 448 803	1 482 336	1 502 579	1 527 650	1 558 854	1 748 759	1 958 368	2 166 702	2 328 656	2 429 665	2 463 535
Nombre de maîtres	35 283	37 381	39 298	41 416	43 302	48 577	54 399	60 186	64 685	67 491	68 432
Nombre de classes	36 381	38 211	39 735	41 416	43 302	48 577	54 399	60 186	64 685	67 491	68 432
Coût de l'éducation primaire (en milliards de FCFA)	74	82	89	97	107	153	219	309	424	564	631
Santé											
Nombre de centre de santé	1 719	1 767	1 817	1 867	1 920	2 245	2 843	3 614	4 614	5 957	7 424
Nombre de médecins	1 110	1 141	1 188	1 221	1 255	1 458	1 683	1 927	2 182	2 448	2 578
Nombre d'infirmiers	3 652	3 755	3 860	4 141	4 257	5 612	6 734	8 030	9 499	11 169	12 374
Nombre de lits d'hospitalisation	5 156	5 301	5 450	5 602	5 759	6 803	7 996	9 034	10 418	11 914	12 800
Coût des soins de santé (en milliards de FCFA)	100	106	114	121	129	191	273	378	432	488	518
Economie											
Population active totale/Besoins d'emploi durable	4 462 274	4 631 495	4 803 451	4 969 887	5 070 876	5 893 973	6 822 422	7 828 041	8 915 681	10 120 517	10 605 044
PIB (prix constants 2002 en milliards de FCFA)	1 225	1 280	1 349	1 423	1 482	1 915	2 463	3 140	3 973	5 011	5 477
Urbanisation											
Population urbaine	3 769 365	3 920 291	3 983 860	4 095 396	4 209 922	4 938 801	6 013 253	7 227 307	8 881 672	10 722 245	12 064 386

Source : Projections démographiques INSAE et calculs des auteurs

Selon les projections démographiques réalisées sur la base des résultats du RGPH3, l'effectif total de la population serait de 8 765 966 habitants en 2011 et passerait à 18 560 594 habitants en 2042. A l'horizon 2042, la population béninoise aurait donc presque triplée par rapport à 2002 où elle était de 6 769 914 habitants. En termes de demande sociale, les besoins seraient croissants avec l'évolution de la population et se présenteraient comme suit :

- Dans le secteur de l'éducation : la population en âge d'aller à l'école passerait de 1 448 803 enfants en 2011 à 2 463 535 en 2042 ; ce qui nécessiterait que le nombre d'enseignants et le nombre de salle de classe disponibles soient chacun portés à 68 432 en 2042. Les dépenses publiques en éducation primaire connaîtraient une forte augmentation sur la période en passant de 74 milliards de FCFA en 2011 à 631 milliards de FCFA en 2042.
- Dans le secteur de la santé : Il faudrait 7 424 centres de santé pour couvrir les besoins des populations en matière de services sanitaires en 2042 contre 1719 en 2011. Le nombre de médecins nécessaires passerait de 1110 à 2 578 et celui d'infirmiers de 3652 à 12 374 sur la même période. En terme de lits d'hospitalisation, il faudrait prévoir 7644 lits supplémentaires entre 2011 et 2042 pour faire face à la demande. En terme budgétaire, cela se traduirait par des dépenses publiques en santé qui s'établirait à 518 milliards en 2042 contre 100 milliards en 2011, soit près du quintuple.
- Par rapport à l'économie : l'appareil productif compterait 10 605 044 actifs en 2042 contre 3 757 295 en 2011 et 4 255 238 en 2015. La richesse générée serait de l'ordre de 1 227 milliards en 2011, de 1 617 milliards en 2015 puis passerait à 5 477 milliards en 2030.
- en matière d'urbanisation : il faudra prendre les dispositions nécessaires pour couvrir les besoins d'hygiène et d'assainissement d'une population urbaine estimée à 7 227 307 habitants en 2030 puis à 12 064 386 en 2042.

En termes comparatifs, l'évolution des effectifs de population suivant les différents scénarii est présentée dans le graphique suivant :

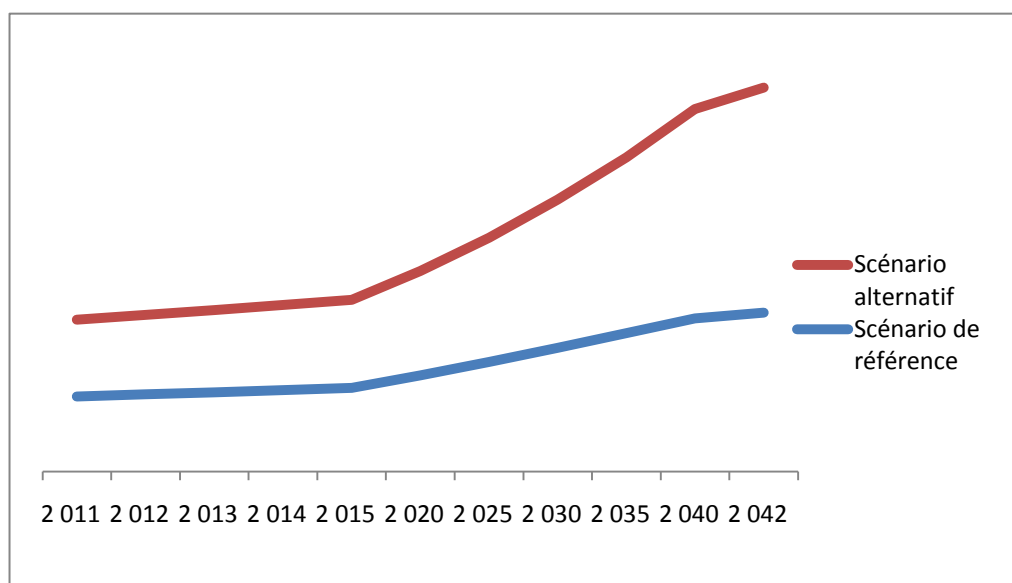


Figure 13 : Evolution de l'effectif de la population suivant les scénarii

Source : OCS

On peut remarquer l'écart progressif entre la courbe du scénario de référence et celle du scénario alternatif avec une accentuation à partir de 2015.

De manière détaillée, et en variation par rapport aux résultats du scénario de référence, les résultats du scénario alternatif sont :

Tableau 20: Résultats du scénario alternatif en variation par rapport aux résultats du scénario de référence

	2011	2012	2013	2014	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2042
Population totale	1,02	1,03	1,04	1,04	1,05	1,09	1,13	1,20	1,27	1,37	1,41
Education											
Population scolarisable	1,00	1,01	1,03	1,06	1,07	1,13	1,22	1,32	1,45	1,63	1,72
Nombre de maîtres	1,00	1,01	1,03	1,06	1,07	1,13	1,22	1,32	1,45	1,63	1,72
Nombre de classes	1,00	1,01	1,03	1,06	1,07	1,13	1,22	1,32	1,45	1,63	1,72
Coût de l'éducation primaire (en milliards de FCFA)	1,00	1,01	1,03	1,06	1,07	1,13	1,22	1,32	1,45	1,63	1,72
Santé											
Nombre de centre de santé	1,02	1,03	1,04	1,04	1,05	1,09	1,13	1,20	1,27	1,37	1,41
Nombre de médecins	1,02	1,03	1,04	1,04	1,05	1,09	1,13	1,20	1,27	1,37	1,41
Nombre d'infirmiers	1,02	1,03	1,04	1,04	1,05	1,09	1,13	1,20	1,27	1,37	1,41
Nombre de lits d'hospitalisation	1,02	1,03	1,04	1,04	1,05	1,09	1,13	1,20	1,27	1,37	1,41
Coût des soins de santé (en milliards de FCFA)	1,02	1,03	1,04	1,04	1,05	1,09	1,13	1,20	1,27	1,37	1,41
Economie											
Population active totale/Nombre d'emplois durable à	1,02	1,02	1,02	1,02	1,02	1,03	1,05	1,09	1,13	1,19	1,21

créer											
PIB (prix constants 2002 en milliards de FCFA)	1,01	1,01	1,01	1,00	1,00	1,00	1,00	1,02	1,05	1,08	1,09
Urbanisation											
Population urbaine	1,02	1,03	1,04	1,04	1,05	1,09	1,13	1,20	1,27	1,37	1,41

Source : Calculs des auteurs

- Le scénario alternatif se traduirait par une population de taille beaucoup plus importante avec un effectif jusqu'à 41% plus élevé que celui du scénario de référence en 2042. En lien avec l'effectif de la population scolarisable, les besoins en maîtres, en salle de classes ainsi que les dépenses publiques pour l'éducation primaire seraient de 72% plus importantes en 2042. La demande sociale en matière de santé connaîtrait une évolution à une échelle moins importante avec des besoins supplémentaires de l'ordre de 41% plus élevé tandis que les besoins en emplois durables seraient jusqu'à 21% plus élevé en 2042. En ce qui concerne l'économie, l'effet taille du fait de l'augmentation de la population active compenserait presque exactement l'effet de baisse de productivité dû à l'effet de dilution du capital. On note cependant une domination plus nette de l'effet-taille sur l'effet de dilution à partir de 2030. Au total, le PIB prix constants 2002 serait pratiquement le même par rapport au scénario de référence de 2011 à 2030. Enfin, les variations annuelles de l'effectif de la population totale se répercutent exactement sur la population urbaine.

En définitive, le niveau de création de richesse reste sensiblement le même avec seulement une variation significative à partir de 2030. La question qu'il se pose est la capacité à partir de ce niveau de création de richesse, à couvrir les besoins d'une population plus ou moins grande selon le scénario dans lequel on se situe. Il semble évident, compte tenu de l'analyse ci-dessus qu'il serait préférable de s'inscrire dans le scénario de référence. En effet l'évolution des indicateurs jusqu'à l'horizon 2042 montre que le rythme d'amélioration de la création de richesse reste très faible par rapport au rythme d'augmentation des coûts liés à la satisfaction de la demande sociale générée par une population dont la taille est de plus en plus grande.

Par ailleurs, les perceptions des populations en ce qui concerne l'impact de la croissance économique sur les différents secteurs de la vie socio-économique peuvent se résumer comme suit :

- **Sur l'agriculture** : la croissance démographique accroît la pression sur les terres agricoles et autres ressources naturelles dont dépendent les populations rurales et surtout les pauvres pour assurer leur subsistance. Cela se manifeste notamment par le morcellement de la terre au moment de l'héritage et l'utilisation des forêts et des terres habituellement réservées aux pâturages. Dans les zones où les terres arables deviennent rares, la croissance démographique provoque une pression plus forte sur l'environnement, qui se traduit par un début d'intensification des systèmes de production ou par l'émigration d'une partie de la population. Mais dans les zones de disponibilité foncière, il se développe en rapport avec la croissance démographique, l'extensification de l'agriculture. En milieu urbain et péri urbain, naissent des conflits fonciers, le bradage des terres cultivables et l'apparition des habitations spontanées dans des zones qui servaient autres fois de champs.
- **Sur l'emploi** : les perceptions varient selon le milieu de résidence. En milieu rural, on note une abondance de la main d'œuvre à bon marché que constituent les enfants et les migrants dans les zones où il y a encore la disponibilité foncière. Dans les zones rurales où les terres cultivables sont de plus en plus rares, on note le chômage ambiant et l'exode rural des bras valides vers le Nigeria pour les contrées partageant la frontière avec ce pays. En milieu urbain, par contre, on note l'abondance de main-d'œuvre non qualifiée reconvertie en conducteurs de taxi-motos sans aucune formation préalable au code de la route, ce qui contribue à accroître l'insécurité routière.
- **Sur la santé** : l'augmentation de la population entraîne une incapacité des formations sanitaires à assurer une prise en charge correcte des malades. les besoins en services et soins de santé pour les populations augmentent en terme quantitatifs et qualitatifs. Les coûts unitaires pour les satisfaire sont également en hausse. Le nombre de personnel de santé se révèle insuffisant aussi bien en quantité qu'en qualité. De plus, un taux relativement élevé de mortalité des enfants de moins de 5 ans amène les parents en milieu rural à se prémunir contre les décès éventuels de leur descendance en ayant davantage d'enfants. La pauvreté conduit certains ménages à pratiquer l'automédication et la

médecine traditionnelle. Le recours au centre de santé n'intervient lorsque la situation devient très grave.

- **Sur la sécurité publique** : les effets de la croissance démographique sur la sécurité sont les problèmes de délinquance, de vol à main armée, de viol et de la montée de la criminalité. Face à cette situation, il est déploré la faiblesse de l'effectif des agents des forces de sécurité. Même les populations vivant sur les plans d'eau déclarent être victimes de vols des acadja, des filets et des braquages sur l'eau.
- **Sur l'éducation et la scolarisation** : le rythme de croissance démographique dépasse les capacités existantes. On assiste à l'insuffisance des salles de cours, d'enseignants, de matériels didactiques, l'effectif pléthorique dans certaines salles et soulignent avec des influences négatives sur la qualité de l'enseignement. Au plan familial, certains parents déclarent ne plus être à la hauteur des charges familiales, ce qui explique parfois les forts taux d'abandon et de déperdition scolaire. Il est également déploré une dégradation des valeurs morales et éthiques du fait du faible encadrement des enfants par leurs parents.
- **Sur l'environnement, l'hygiène et l'assainissement** : la pression démographique exerce des pressions de plus en plus fortes sur les ressources naturelles avec notamment la destruction accélérée du couvert végétal en milieu rural et l'apparition de quartiers spontanés avec d'énormes problèmes de salubrité, d'hygiène et d'assainissement en milieu urbain et péri-urbains.

L'analyse faite à travers les différents scénarii ainsi que les perceptions des populations ne prend pas en compte les possibilités d'accélérer le rythme d'accumulation du capital physique par tête d'une part et les retombées positives pour l'économie, de l'amélioration du capital humain du fait des dépenses publiques plus importantes consacrées à l'éducation et à la santé d'autre part. En effet, Bloom et Canning (2005) montrent qu'un accroissement du taux de survie des adultes de 1 point de pourcentage augmente la productivité du travail de 2,8%²⁶ tandis l'effet à long terme d'une année d'études supplémentaire au sein de la population adulte oscille généralement entre 3% et 6% sur la production économique selon des résultats obtenus par l'OCDE (2005)²⁷. En se fondant sur ces

²⁶ Voir Etude AIPS : Impacts de la mesure de gratuité des soins de santé aux femmes enceintes et aux enfants de 0-5 ans sur la pauvreté, le social et les OMD, OCS 2012

²⁷ Voir Etude AIPS : Impacts de la mesure de gratuité de l'enseignement maternel et primaire sur la pauvreté, le social et les OMD, OCS 2012

résultats tout en considérant la tendance baissière de la PGF au Bénin au cours des dernières décennies, une simulation d'un accroissement de 3% du PIB/actif a été introduite comme variante dans chaque scénario. Les résultats montrent une légère amélioration des performances économiques avec une population de grande taille seulement à très long terme mais cette amélioration serait toujours très insuffisante pour couvrir la demande sociale générée par cette population.

En définitive, les chances pour le Bénin d'accélérer et de soutenir la croissance économique tout en améliorant de façon durable les conditions de vie des populations diminuent avec la taille de la population. Cette situation s'explique essentiellement par les caractéristiques de la population qui est très jeune avec un rapport de dépendance élevé. Ce qui induit une charge récurrente très élevée qui pèse sur les richesses créées et diminue la capacité de l'économie à investir. Des pistes de solutions pour atténuer ces effets seraient :

- La maîtrise effective de la croissance démographique ;
- l'accélération de l'investissement pour accroître l'accumulation du capital physique ;
- la diversification de l'économie et meilleure structuration de l'activité économique pour promouvoir une croissance créatrice d'emplois ;
- l'amélioration continue du capital humain à travers notamment l'éducation et la santé ;
- la promotion de la recherche appliquée et de l'innovation technologique avec mise en place de mécanisme pour incorporer les résultats de recherche à l'appareil de production.

4.3. Défis et recommandations de politiques

4.3.1. Défis

La manière la plus efficace d'œuvrer à la maîtrise de la fécondité est de permettre aux couples d'avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent et d'espacer de trois ans au moins les naissances (conformément aux recommandations de l'OMS) pour une meilleure santé de la mère et du nouveau-né. Beaucoup de femmes souhaitent espacer ou limiter les naissances, mais n'utilisent pas la contraception. En aidant ces femmes à atteindre leurs buts en matière de procréation, on infléchira la fécondité. De plus, si les femmes passent de méthodes contraceptives traditionnelles à des méthodes modernes, qui sont très efficaces pour prévenir la

grossesse, les taux de fécondité baisseront. C'est en ce sens que le Bénin dispose d'un fort potentiel pour la maîtrise de sa fécondité.

Au Bénin et selon les données de l'EDSB (2006), 70% des femmes utilisent déjà la PF, lorsqu'on inclut les méthodes traditionnelles relativement peu efficaces. Il s'agit des «besoins satisfaits en PF». En revanche, 30% ayant manifesté des besoins de PF n'utilisent encore aucune méthode. Ce sont les besoins non satisfaits en PF. Il en résulte environ 48% de demande potentielle totale de planification familiale au niveau des femmes en union selon les données de l'EDS-B 2006, soit près d'une femme sur deux.

La prévalence contraceptive moderne qui paraît la plus efficace est relativement faible au Bénin, avec 6,2% des femmes en union qui utilisent une méthode contraceptive moderne (selon l'EDS-B 2006). D'autres pays africains par contre ont déjà enregistré des progrès sensibles, avec 17% au Ghana en 2008, 39% au Kenya en 2008, 55% au Maroc en 2004, et 60% en Afrique du sud en 2003. Ces pays africains ont aussi déjà commencé à voir leurs niveaux de fécondité en voie d'être maîtrisés.

Il ressort de l'examen des indices synthétiques de fécondité de plusieurs pays africains que le Bénin présente l'une des fécondités les plus élevées en Afrique, avec un indice synthétique de fécondité de 5,7 enfants par femme à l'EDS de 2006, contre 5,0 pour le Cameroun en 2004; 4,6 pour le Kenya en 2008; 4,6 pour la Côte d'Ivoire en 2005; 4,0 pour le Ghana en 2008; 2,5 pour le Maroc en 2003/2004; et 2,3 pour l'Afrique du Sud en 2003.

Il y a de fortes raisons de penser que le Bénin ne pourra pas continuer à rester longtemps encore en marge du processus de baisse de la fécondité déjà amorcé dans la plupart des pays africains.

Rien qu'en répondant aux besoins non satisfaits en PF, le Bénin rattraperait son retard et se mettrait sur la voie de la maîtrise de sa fécondité.

A cela s'ajoutent :

- l'accroissement de l'accumulation du capital physique à travers l'accélération de l'investissement;
- le renforcement du capital humain ;
- la promotion de la recherche appliquée et de l'innovation technologique avec la mise en place des mécanismes appropriés pour la prise en compte des résultats de recherche dans l'appareil de production ;

- la promotion d'une croissance créatrice d'emploi.

4.3.2. Recommandations de politiques

Les réponses en termes de politique porteront sur des stratégies visant les aspirations du Bénin.

Afin de contribuer aux aspirations du Bénin, la stratégie appropriée est de répondre aux besoins non satisfaits en PF.

Une analyse de l'environnement politique de la SR/PF au Bénin montre que deux déterminants clés influent sur l'offre et l'utilisation de services de SR/PF, et donc le niveau de la prévalence contraceptive. Il s'agit du soutien politique et des facteurs socioculturels.

Pour répondre aux besoins non satisfaits en PF, il s'agit principalement de travailler à l'amélioration de l'environnement politique de la SR/PF à travers le renforcement du soutien politique aux programmes pour accroître l'offre en quantité et en qualité pour accroître l'utilisation des services de SR/PF.

Le renforcement du soutien politique devrait concrètement cibler :

- l'adoption et la mise en œuvre d'une loi spécifique sur la SR/PF, incluant des dispositions contre les mariages précoces;
- le renforcement de l'engagement politique pour le financement sur le budget de l'Etat (des départements, des arrondissements, et autres collectivités locales) des programmes de SR/PF;
- la mise en œuvre de la déclaration de politique de population (DEPOLIPO) ;
- la redynamisation du Comité National de Population;
- le renforcement des capacités des structures de mise en œuvre des programmes de SR/PF ;
- l'accélération de l'investissement;
- l'accessibilité et la réduction des coûts des services sociaux essentiels de qualité ;
- la diversification de l'activité économique. A ce niveau, les pôles de développement identifiés dans la SCRP 2011-2015 seront exploités en vue d'une relance de l'économie.

En conclusion, une maîtrise de la fécondité permettra au Bénin de mieux faire face à ses nobles aspirations dans les décennies à venir, à savoir:

- réaliser la vision nationale de développement 2025,
- atteindre les objectifs de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCRPP),
- atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),
- et émerger au rang de forte économie à revenus intermédiaires dans les prochaines décennies.

Sur des bases objectives, le Bénin ne pourra manifestement pas atteindre ses objectifs ci-dessus sans intégrer les facteurs de population dans ses efforts de développement.

CONCLUSION

Les liens entre démographie et économie sont profonds, structurels, et d'une grande complexité. L'impact économique des évolutions démographiques, dans un contexte d'internationalisation des échanges et de concurrence, pourrait être préjudiciable à notre pays. Les évolutions démographiques se répercutent sur les différents secteurs de la vie économique, et posent la question du risque de ralentissement de la marche du Bénin vers le développement. L'objectif de cette étude a été d'évaluer les impacts de la croissance démographique sur le développement économique au Bénin afin de dégager une vision générale de la situation actuelle, des conséquences encourues, et des solutions possibles.

Le profil social national retrace globalement les conditions de vie dans les secteurs de la santé et de l'éducation, où plus de la moitié des ressources publiques du budget sont affectées.

La dynamique démographique reste caractérisée par un niveau de fécondité toujours très élevé, une mortalité en baisse constante du fait des progrès de la médecine et un faible solde migratoire de la population.

L'analyse des impacts de la croissance démographique sur le développement économique confirme la nécessité d'accroître les efforts en vue d'une accélération du rythme d'accumulation du capital physique et d'amélioration du capital humain. C'est seulement à ce prix que le Bénin réussira à faire de la croissance démographique un levier pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Barro R.J. (1997), "Determinants of Economic Growth : A Cross-Country Empirical Study", Development Discussion Paper 579, Harvard Institute for International Development.

Coale A.J. et Hoover E. (1958), Population Growth and Economic Development in Low Income Countries, New Jersey : Princeton University Press.

Cochrane S.H., Khan A. et Osheba I.K.T. (1990), "Education, Income and the Desired Fertility in Egypt : A Revised Perspective", Economic Development and Cultural Change, 38, 313-339.

Daguet F. (1995), "Un siècle de démographie française : structure et évolution de la population de 1901 à 1993", INSEE Résultats, série Démographie-société, 434-435.

Daguet F. (1996), "La parenthèse du Baby Boom", INSEE Première, 479.

OCS/MDAEP (2009), « Profil Social National : micro finance et pauvreté », République du Bénin

Sardon J.P. (2002), "Evolution démographique récente des pays développés", Population, 57, 123-170.

Sauvy A. (1946), "Une enquête internationale sur la reprise de la natalité", Population, 1, 533-535.

Sauvy A. (1952), Théorie générale de la population, Paris : Presses Universitaires de France.

Sauvy A., Brown E. et Lefebvre A. (1976), Eléments de démographie, Paris : Presses Universitaires de France.

DGAE/MFE (2010), « Tableau de Bord de l'Economie Nationale », République du Bénin.

Présentation du modèle (Solow 1956)

- **Technologie : Fonction de production à rendements constants**

$$Y = F(K, L)$$

$$F(\lambda K, \lambda L) = \lambda F(K, L) = \lambda Y$$

$$\text{Soit } \lambda = \frac{1}{L} \text{ donc } F\left(\frac{K}{L}, 1\right) = \frac{Y}{L}$$

$$\frac{K}{L} = k ; \frac{Y}{L} = y ; \text{ ce qui implique que } F(k, 1) = f(k)$$

Production par tête : $y = f(k)$ avec $f'(k) > 0$ et $f''(k) < 0$

- **Taux de croissance de la population active : hypothèse de plein emploi à Long Terme**

$$\frac{\dot{L}}{L} = n \text{ avec } \dot{L} = \frac{dL}{dt}$$

- **Fonction d'épargne : taux d'épargne constant $S = sY$ et $C = (1-s)Y$**

Remarque : fonction de consommation keynésienne

$$C = aY + b \text{ et } S = (1-a)Y - b$$

$$\frac{S}{Y} = 1 - a - \frac{b}{Y}$$

La croissance du revenu (Y) entraîne la croissance du taux d'épargne $\frac{S}{Y}$, dans ces conditions, il est difficile d'envisager une croissance avec une augmentation perpétuelle du taux de croissance.

- **Fonction d'investissement : Pas de comportement d'investissement, l'investissement s'ajuste à l'épargne réalisé ou délaisse le deuxième problème²⁸ d'Harold**

$$\text{Investissement net} = \Delta K = \dot{K}$$

Investissement de remplacement = δK avec δ = dépréciation du capital

Equilibre de biens et services

$$Y = C + S \quad (\text{équilibre de biens et services})$$

$$Y = C + I$$

²⁸ Instabilité à court et à moyen terme de la croissance

A l'équilibre

$$I = S$$

Donc $sY = \dot{K} + \delta K$

Variables par tête

$$\frac{sY}{L} = \frac{\dot{K}}{L} + \frac{\delta K}{L}$$

$$\left(\frac{\dot{K}}{L} \right) = \frac{\dot{K}L - \dot{L}K}{L^2}$$

$$\left(\frac{\dot{K}}{L} \right) = \frac{\dot{K}}{L} + \frac{\dot{L}}{L} \frac{K}{L}$$

$$\left(\frac{\dot{K}}{L} \right) = \frac{\dot{K}}{L} - n \frac{K}{L}$$

$$\frac{\dot{K}}{L} = \left(\frac{\dot{K}}{L} \right) + n \frac{K}{L}$$

$$\frac{sY}{L} = \left(\frac{\dot{K}}{L} \right) + n \frac{K}{L} + \frac{\delta K}{L}$$

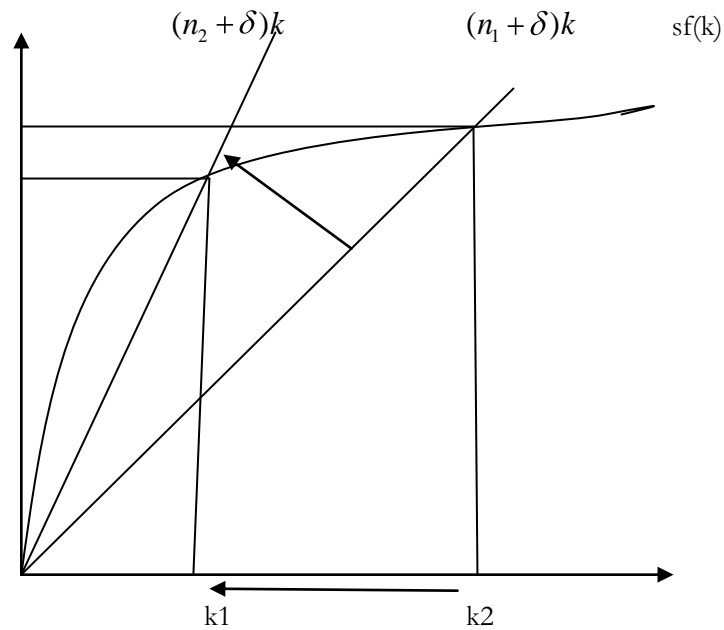
$$\frac{sY}{L} = \left(\frac{\dot{K}}{L} \right) + (n + \delta) \frac{K}{L}$$

$$sf(k) = \dot{k} + (n + \delta)k$$

$$\dot{k} = sf(k) - (n + \delta)k$$

Les capacités de production par tête k augmentent tant que l'épargne par tête $sf(k)$ dépasse la dépréciation du capital par tête. L'augmentation de L entraîne la dépréciation de $\frac{K}{L}$ et vice versa.

Une application : Impact de la croissance démographique sur la croissance économique



Le modèle de croissance endogène de Solow et les modèles plus récents de croissance endogène montrent comment l'épargne, le progrès technique et surtout la croissance démographique interagissent pour déterminer le niveau et la croissance du niveau de vie d'un pays

Selon Solow et à travers la figure ci-dessus, l'impact de l'augmentation de la population diminue le capital par tête et donc la production. Ainsi, pour vérifier si les faits confirment cette conclusion nous consulterons les différentes données existantes sur la population et sur les grandeurs économiques au Bénin.

CADRE INSTITUTIONNEL D'ELABORATION DU RAPPORT

EQUIPE DE REDACTION DU RAPPORT SUR LE PROFIL SOCIAL NATIONAL : « CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET DEFIS POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AU BENIN »	
SUPERVISION	
M. Rigobert LAOUROU	Directeur de Cabinet du Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective
COORDINATION	
Mme ODJOUBE Justine A.	Coordonnatrice de l'Observatoire du Changement Social (OCS)
DIRECTION TECHNIQUE	
Mme FLENON Agnès M. YEHOUENOU Jules M. DEDEHOUANOU G. Modeste A. Mme ADOKO Evelyne	C/DMEI Entrant C/DMEI Sortant DMEI DMEI
COMITE DE REDACTION	
Mme AGBO Marie-Madeleine M. AGBOTA Ambroise Mme ADOKO Evelyne M. ALIDOU Sahawal M. BABADJIHOU Tarcicius M. DEDEHOUANOU G. Modeste A. M. DJOTO S Antoine M. HOUNYE Emile Mme ODJOUBE A. Justine M. AKOTCHAYE Nicolas	Ingénieur Planificateur Economiste Expert en Analyse de la Pauvreté Economiste-Chercheur Expert en suivi des indicateurs Economiste-Planificateur Economiste-Financier Spécialiste en Développement Local Socio-Anthropologue Ingénieur Statisticien Démographe Socio-Anthropologue
COMITE DE LECTURE	
Mme AGBO Marie-Madeleine M. AGBOTA Ambroise Mme ADOKO Evelyne M. ALIDOU Sahawal M. BABADJIHOU Tarcicius M. DEDEHOUANOU G. Modeste A. M. DJOTO S Antoine	M. LAOUROU Grégoire M. MEDENOU Aristide Mme TOKPO Francine M. HOUENINVO Hilaire M. BARASOUNON Ali M. HOUNYE Emile Mme ODJOUBE A. Justine
SECRETARIAT ET LOGISTIQUE	
Mme DENAKPO Carole Mme DJIKPETO Paulette	M. KOUMASSOU Anselme M. OGLA André
TRAVAUX DE PAO ET DE MISE EN PAGE	
M. Modeste DEDEHOUANOU	M. BABADJIHOU Tarcicius
TRAVAUX D'IMPRIMERIE	

TABLE DES MATIERES

PREFACE	ii
SOMMAIRE	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES ENCADRES	vi
SIGLES ET ABREVIATIONS	vii
RESUME ANALYTIQUE	viii
INTRODUCTION GENERALE	12
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET APPROCHE METHODOLOGIQUE	14
1.1.Contexte et Justification	14
1.2.Rappel des objectifs et résultats attendus de l'étude	16
1.3.Approche méthodologique	17
1.3.1. Cadre théorique de l'étude	17
3.1.1. Le modèle classique : la théorie malthusienne	17
3.1.2. Le modèle de l'optimum	20
3.1.3. Le modèle de croissance néoclassique : le modèle de Solow (1956).....	22
3.1.4. Les modèles à générations imbriquées.....	23
3.1.5. Les modèles de croissance endogène	24
1.3.2. Développements empiriques	26
1.4.Analyse documentaire et collecte de données.....	31
1.4.1 Formation des agents de collecte	31
1.4.2 Collecte de données et supervision de l'opération	32
1.5.Choix des Communes de l'échantillonnage	32
1.6.Outils de collecte.....	33
1.7.Méthodologie de traitement des données issues de la collecte	34
1.7.1. Organisation de la saisie des données	34
1.7.2. Saisie et traitement des données.....	34
1.7.2.1 Saisie de données	35
1.7.2.2 Traitement des données	35
1.7.3. Analyse des données	35
CHAPITRE 2 : PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE ET SITUATION DEMOGRAPHIQUE AU BENIN	37
2.1.Evolution de la situation économique	37
2.1.1. Dans les différents secteurs d'activité.....	37
2.1.1.1 Secteur Primaire (Agriculture)	37
2.1.1.2 Secteur Secondaire	38
2.1.1.3 Secteur Tertiaire	39
2.1.2. Evolution du taux de Croissance Economique de 2003 à 2010.....	39
2.1.3. Commerce extérieur et balance des paiements	40
2.1.4. Finances publiques et dette publique	41
2.1.5. Situation monétaire.....	41
2.1.6. Taux d'inflation.....	42

2.2.Profil Social : éducation, santé, environnement et assainissement, énergie, eau potable, emploi, réseau routier.....	43
2.2.1 Education	43
2.2.1.1 Enseignement maternel.....	43
2.2.1.2 Enseignement primaire.....	44
2.2.1.3 Enseignement secondaire général.....	46
2.2.1.4 Enseignement technique et professionnel.....	47
2.2.1.5 Enseignement supérieur et recherche scientifique (à vérifier et compléter les stat sur l'ens sup) 49	
2.2.1.6 Au niveau de l'alphabétisation	50
2.2.2 Santé	51
2.2.3 Eau potable	53
2.2.4 Environnement	54
2.2.5 Electrification	55
2.2.6 Habitat, urbanisme et assainissement.....	55
2.2.7 Emploi	57
CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT HUMAIN	58
3.1 Dynamique démographique au Bénin	58
3.2 Facteurs explicatifs de la dynamique démographique au Bénin	63
3.2.1. Facteurs explicatifs tirés des travaux scientifiques de la revue de la littérature	63
3.2.1.2 Répartition de la population par sexe et par âge	67
3.2.2.1.3 La polygamie.....	69
3.2.2.1.4 Les mariages et les activités sexuelles précoces	70
3.2.2.1.5 Les facteurs socio-culturels et les considérations religieuses.....	71
3.2.2.1.6 Le milieu de résidence.....	72
3.2.2.1.7 La non scolarisation des filles.....	73
3.2.2.1.8 L'absence d'un cadre réglementaire et juridique limitant les naissances au Bénin et l'absence de planification des naissances	73
3.2.2.1.9 Facteurs économiques	77
3.2.2.1 Le fort taux de mortalité.....	78
3.2.2.2 L'instabilité des régimes politiques dans la sous-région.	79
3.3. Conséquences de la dynamique démographique	80
3.3.1 Répartition spatiale de la population et pression démographique sur les terres.....	80
3.3.2 En terme de pression sur les infrastructures sanitaires et le personnel sanitaire qualifié	81
3.3.3 En terme de pression sur les infrastructures scolaires et le personnel enseignant.....	82
3.3.4 En terme de pression sur les points d'eau en milieu rural.....	83
3.3.5 En matière d'autonomisation de la femme	83
3.3.6 En matière de genre	85
3.3.7 En matière d'inégalité entre l'homme et la femme	86
3.3.8 En matière d'urbanisation	87
3.3.9 En matière d'environnement	88
3.3.10 En matière d'hygiène et d'assainissement.....	88
3.3.11 En matière de sécurité publique	90
3.3.12 En matière de commerce	92
3.3.13 En termes de prise en charge des communautés	92
3.3.14 En matière de développement économique.....	94
3.4 Développement humain au Bénin.....	96

CHAPITRE 4 : ANALYSE DES IMPACTS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AU BENIN, DEFIS ET RECOMMANDATIONS	98
4.1. Analyse macroéconomique.....	98
4.2. Impacts de la croissance démographique sur la demande sociale et sur l'économie	103
4.3. Défis et recommandations de politiques	103
4.3.1. <i>Défis</i>	103
4.3.2. <i>Recommandations de politiques</i>	105
CONCLUSION	107
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	109
ANNEXES	110
CADRE INSTITUTIONNEL D'ELABORATION DU RAPPORT	113
TABLE DES MATIERES	114